



Horizons de future



■ Experiencias ALBOAN

1. Caminando hacia el desarrollo.
Testimonios de participación local. (2007)
2. Horizons de future. (2007)

Horizons de future



Éditeur:

ALBOAN

Padre Lojendio 2, 2^º • 48008 Bilbao
Tel.: 944 151 135 • Fax: 944 161 938
alboanbi@alboan.org

Avenida Barañain 2 • 31011 Pamplona
Tel.: 948 231 302 • Fax: 948 264 308
alboanna@alboan.org

C/ Ronda, 7, 4^º I • 20001 San Sebastián
Tel.: 943 275 173 • Fax: 943 320 267
alboangi@alboan.org

www.alboan.org

Auteurs: LLuis Magriñã, Renaud de Villaine, Eduardo J. Bofill,
Gonzalo Sánchez-Terán, Service Jésuite des
Réfugiés et **ALBOAN**

Traduction: Sergofi

Conception graphique: Marra, S.L.

Imprimerie: Lankopi S.A.

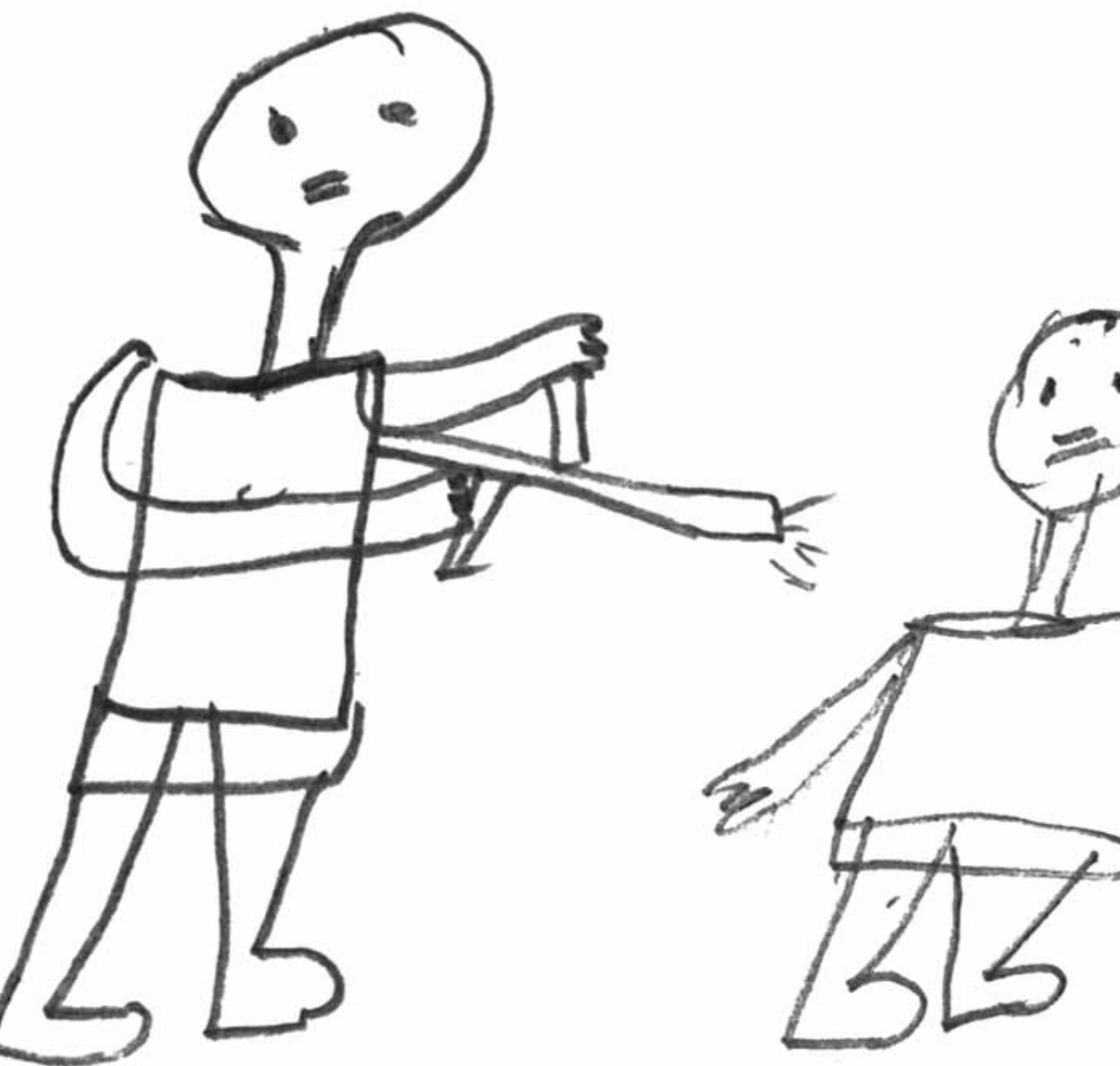
Dépôt legal: Bi- 1172-07

La reproduction partiel de cette pièce est autorisé pourvu qu'il
n'existe pas un but commercial et que la source soit nommé

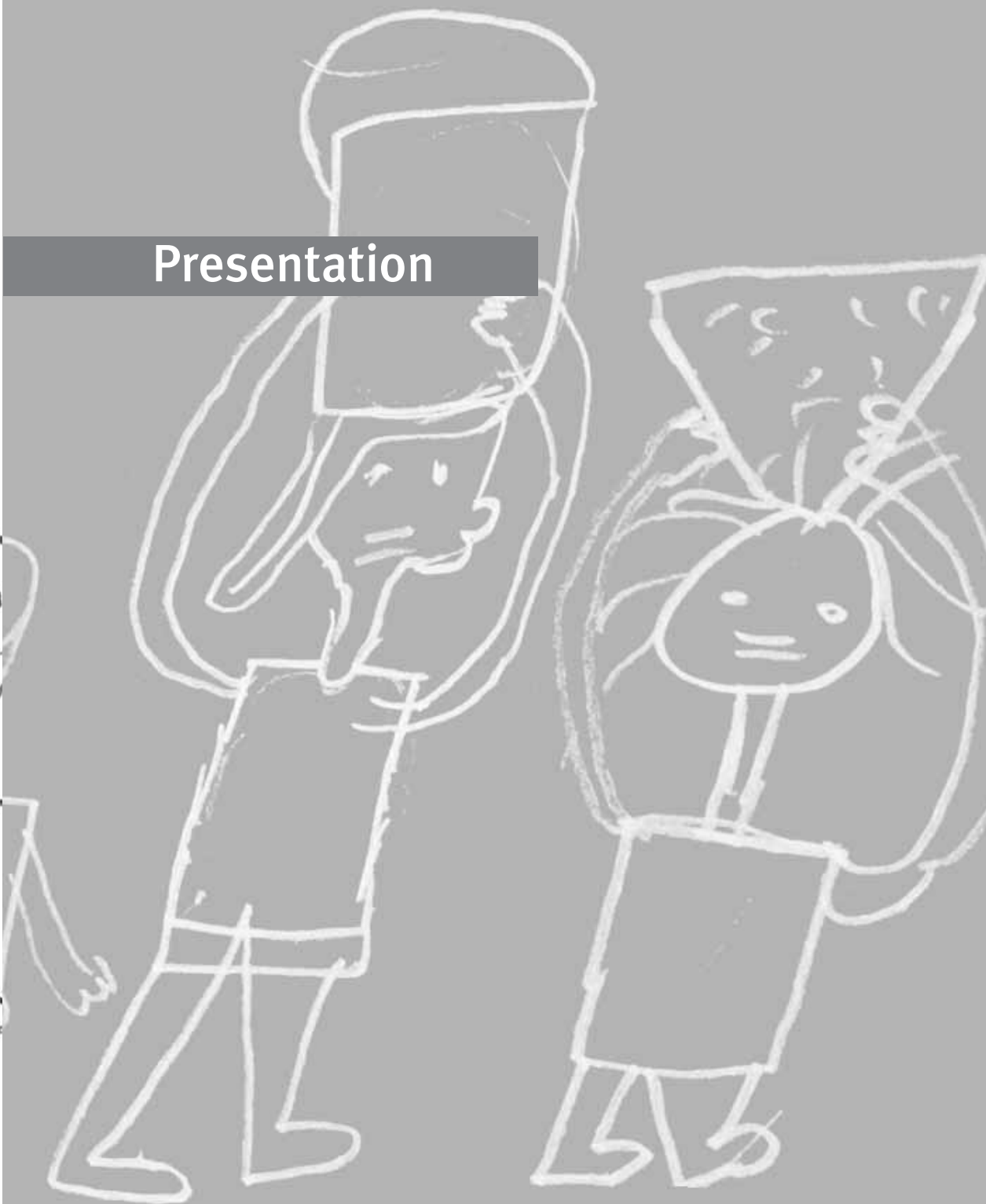
Index

| | |
|---|-----|
| Presentation | 5 |
| Chapitre 1: | 9 |
| Les personnes réfugiées et déplacées d'aujourd'hui Extrait du texte de Lluís Magriñá. Directeur du Service Jésuite des Réfugiés. | |
| Chapitre 2: | 29 |
| Liberia et le défi de réintégrer les déplacés internes Renaud de Villaine. Responsable nacional d'advocacy et communication du SJR a Libéria. | |
| Chapitre 3: | 41 |
| Horizons de future Eduardo J. Bofill Tortosa. Psychologue SJR Liberia. | |
| Chapitre 4: | 121 |
| Un endroit où vivre Gonzalo Sánchez-Terán. Responsable regional d'advocay du SJR Afrique de l'Ouest. | |
| Chapitre 5: | 131 |
| SJR International | |





Presentation





La publication que vous avez entre les mains est un témoignage de la situation vécue par de nombreuses personnes avec lesquelles nous partageons le monde. Il s'agit de personnes qui ont dû abandonner leur foyer et tout recommencer à "Zéro". L'une des phrases que l'on entend le plus de la bouche de ces personnes est: "Il n'y a rien de mieux que chez soi". Cependant, pour diverses raisons, ces personnes se sont vues obligées à abandonner leur foyer.

Ce sont des personnes réfugiées, déplacées, émigrantes... Il existe de nombreuses acceptions pour leur donner un nom, et elles ne sont pas sans importance. Les personnes réfugiées sont parvenues à avoir une reconnaissance internationale et pour qui, au moins en théorie et sur la base du fait d'avoir franchi les frontières de leur pays, la communauté internationale garantit une couverture minimum de droits de subsistance, d'éducation et d'assistance sanitaire. Cependant, aujourd'hui, les personnes déplacées, celles qui bougent à l'intérieur de leur propre pays, sont celles qui posent les défis les plus alarmants à la communauté internationale

Nous vous présentons dans cette publication, les témoignages, les vies de nombreuses personnes qui ont vécues dans le camp de Salala –au Liberia– de 2003 jusqu'à 2006. Elles ont participé, avec le Service Jésuite pour les Réfugiés (SJR), à un projet qui a dépassé les attentes initiales. Ce projet portait de l'une des trois "raisons d'être" du Service Jésuite pour les Réfugiés, **servir** (dans ce cas à travers sa tâche éducative) les personnes déplacées dans le camp. En partant de ce "servir", l'objectif fut d'aller au-delà et de pouvoir **les accompagner** convenablement. Pour cela, un projet qui visait à écouter les voix et les besoins des personnes qui participaient à l'école a été conçu. La première tâche a été de travailler l'expression

orale et artistique sur le passé, le présent et l'avenir en partant de questions autour de leur perception, leurs désirs... Le travail s'est avéré si intéressant et valable pour que les personnes puissent s'exprimer que la communauté éducative et le reste des personnes du camp se sont impliquées.

Avec l'édition de cette publication, nous souhaitons contribuer au troisième des piliers de la mission du Service Jésuite pour les Réfugiés, **défendre** ces personnes. Nous faisons découvrir la situation des personnes déplacées au Liberia comme par exemple, ce qui se passe dans de nombreux endroits de la planète. Le but de cette présentation est d'animer toutes les personnes à découvrir cette réalité et à travailler afin que ces situations n'aient plus lieu, et lorsqu'elles ont lieu, défendre la vie des personnes déplacées, personnages principaux de ce projet.

Cette année où nous fêtons le centenaire de la naissance du Père Arrupe, fondateur du Service Jésuite pour les Réfugiés, nous faisons un double pari:

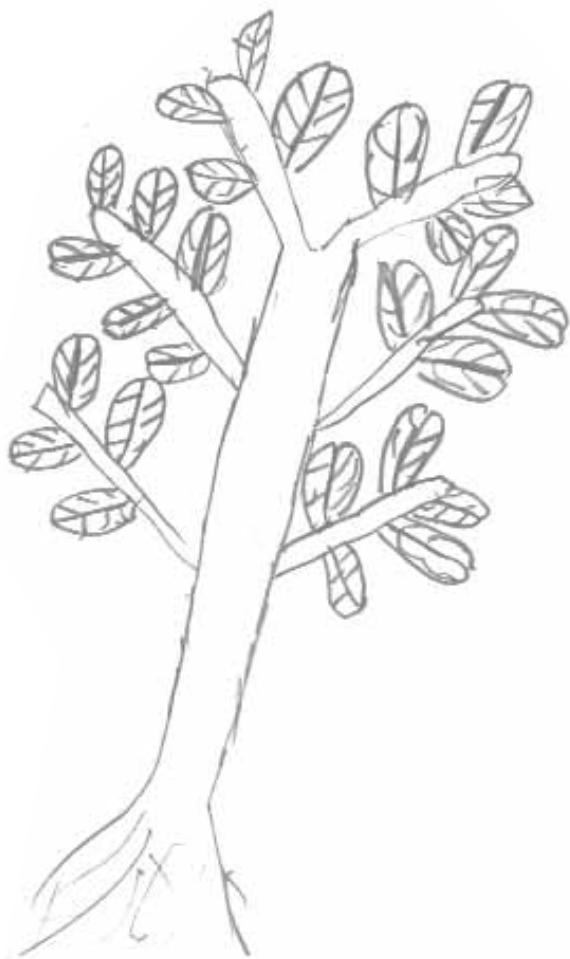
- Reconnaître la tâche de toutes les personnes impliquées dans ce travail et,
- Attirer l'attention des personnes réfugiées et déplacées qui, en majeure partie dans les pays du Sud, tentent de retourner chez elles.

Chapitre 1

Les personnes réfugiées et déplacées d'aujourd'hui

Extrait du texte de Lluís Magriñá.
Directeur du Service Jésuite des Réfugiés.





Il existe aujourd'hui 50 millions de personnes déplacées par obligation, dont 80% sont des femmes et des enfants. Cela signifie qu'une personne sur 120 dans le monde, se voit obligée à fuir de chez elle. La moitié de ces 50 millions de personnes réfugiées se trouve en Afrique.

Les raisons sont multiples: persécution en raison de l'origine ethnique, religieuse, pour des idées politiques, ou fuite de la guerre et de la violence. Des peuples entiers ont souffert de conflits armés, de persécution et ont fui la violence. Cependant, ces dernières années, cela a pris de nouvelles dimensions draconiennes.

Depuis 1980, le nombre de personnes réfugiées est passé de 5 millions à plus de 18 millions en 1993; aujourd'hui, les personnes réfugiées (personnes qui ont passé la frontière) sont plus de 15 millions. Alors que pendant les années soixante-dix, seulement cinq pays hébergeaient des personnes déplacées internes –familles et groupes qui ne passent pas les frontières, et par conséquent non considérés comme réfugiés-, en 1999 le nombre a augmenté à quarante pays, et nous pouvons parler aujourd'hui de plus de 30 millions de personnes déplacées internes.

Qui sont aujourd'hui les nouvelles réfugiées et les nouveaux réfugiés? Les personnes déplacées internes du Burundi, du Soudan, de la République Démocratique du Congo, du Sri Lanka ou de la Colombie. Il semble parfois plus difficile d'aider ces personnes que les réfugiés: les conflits se prolongent; le propre gouvernement est l'agresseur, les déplacements sont continuels; il y a des groupes armés parmi la population civile déplacée. Il n'y a aucune organisation internationale responsable de la protection des personnes déplacées internes. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ACNUR) est chargé de protéger les personnes réfugiées, mais

pas celles qui ne passent pas les frontières internationales. Les personnes demandeuses d'asile dans les villes sont une autre catégorie qui requiert une plus grande attention. Certaines d'entre elles obtiennent le statut de réfugié, mais la grande majorité reste en marge. Elles ont besoin d'un repas chaud, d'un accueil, de bourses d'études et d'une assistance légale. Elles ont également besoin de quelqu'un qui défende des structures de protection adéquates.

Bon nombre de personnes qui passent les frontières de la violence, terminent dans des centres de détention pour immigrants. Leur détention est un symptôme de l'incapacité du système international à gérer l'immigration. Les conséquences psychologiques sont énormes, étant donné qu'en plus de la fuite du pays, elles perdent leur liberté, comme l'explique un jeune garçon soudanais:

"J'ai 17 ans. Je suis arrivé au Soudan après avoir fui de trafiquants d'esclaves. Je me suis caché sur un bateau et je suis arrivé en Allemagne, où j'ai demandé de l'aide à d'autres Africains. J'ai trouvé un travail illégal, j'ai été détenu et arrêté. Les autorités allemandes ont rejeté ma demande d'asile car le danger d'être capturé à nouveau comme esclave n'est pas une « persécution politique » selon la loi. J'ai été détenu pendant plusieurs semaines, jusqu'à ce qu'un jour, on m'a conduit à l'Ambassade du Soudan, où la nationalité m'a été refusée pour être du sud du Soudan. Le gouvernement allemand ne peut pas m'expulser. Ils pensent que j'ai menti sur ma nationalité et ils font des recherches sur le pays dont je viens. Cela fait six mois que je suis détenu."

Refugié du Soudan

Près de 200 millions de personnes en mouvement, dont 120 millions immigreront pour des raisons de travail avec leur famille. 20 millions de travailleurs et travailleuses africaines vivent et travaillent en dehors de leur pays d'origine et, selon les mêmes calculs, un travailleur africain sur dix vivra et travaillera en dehors de son pays en 2015.

La République Démocratique du Congo: après des années de conflit, elle compte plus de 2 millions de personnes déplacées internes et est à l'origine également d'un grand nombre de personnes réfugiées qui vit dans les pays voisins.

Le Burundi, a provoqué près de 400.000 personnes déplacées, réinstallés dans 226 campements dans tout le pays, ainsi que près de 300.000 personnes réfugiées dans le pays voisin, la Tanzanie.



La dignité mise à l'épreuve

"J'ai été réfugié durant la plus grande partie de ma vie. Je me souviens du jour où j'ai fui mon pays, le Burundi, pour me rendre en République Démocratique du Congo (ancien Zaïre), avec mes parents et mes cinq frères et sœurs. J'avais alors 17 ans. C'était le 25 avril 1972. Pendant les années dans le camp de réfugiés, j'ai connu celle qui est devenue ma femme. Nos enfants sont nés dans le camp de réfugiés. Nous avons dû en partir lorsque la guerre a commencé au Zaïre, en 1996. Nous avons fui vers la Tanzanie. Pendant des mois, nous avons vécu dans une église et nous pêchions dans le lac. Mais le manque de nourriture nous a rendus faibles et malades, ainsi que nous avons décidé d'aller dans un autre camp de réfugiés. Maintenant, nous vivons ici, dans le camp de Nduta, à l'ouest de la Tanzanie. La vie dans le camp est dure, bien que nous recevions de la nourriture tous les quinze jours. Le camp se trouve situé dans un bois, ce qui fait que nous ne pouvons pas cultiver. Nous ne pouvons pas non plus sortir du camp, car il est difficile d'obtenir une autorisation. Pour nous, les réfugiés, il y a beaucoup de difficultés et très peu de joies, mais nous ne pouvons pas perdre espoir. Après 28 ans comme réfugié, seul Dieu sait quand je retournerai au Burundi."

Nathaniel, un réfugié du Burundi

Être une personne réfugiée signifie vivre en marge de la société, exclue de l'importance sociale ou politique. La femme ou l'homme réfugié avaient un rôle dans la vie. Dans un camp de personnes déplacées, tous sont un "ancien quelque chose": un ancien paysan, ou paysanne, femme au foyer, médecin, mari, ministre. La personne réfugiée attend, dépendant de la décision prise par un autre pour son avenir.

Sa dignité a été mise à épreuve: ils ont occupé leurs maisons, ils ont tué leurs fils et leurs filles, ils ont été torturés ou violés, ils ont marché pendant des jours et des nuits jusqu'à trouver un endroit sûr où pouvoir vivre. Ils vivent dans des maisons provisoires en plastique ou en terre, mais beaucoup d'entre eux sont en exil depuis des années. Le conflit au Soudan a déplacé plus de quatre millions de personnes depuis le début de la dernière phase de la guerre, au début des années quatre-vingt. Au Sri Lanka, le peuple tamil souffre d'une guerre depuis 1983. La population Palestine est réfugiée depuis les années quarante.

Dans tous les conflits, qu'elles apparaissent ou non dans les médias, l'histoire réelle peut se lire sur les visages des personnes réfugiées.

Des générations entières en Afrique, en Moyen-Orient, en Asie et en Europe n'ont pas connu d'autre vie que celle d'un camp de réfugiés. Beaucoup de petits garçons et de petites filles ont des difficultés pour recevoir une éducation, et perdent espoir en l'avenir. Les personnes adultes confondent leurs rôles dans la société, perdent beaucoup de leurs capacités ou imagination. Les communautés deviennent dépendantes de l'aide et les cultures se diluent en raison du manque d'espace créatif. Ces générations restent dans un limbe légal, social et politique, fréquemment ignoré par la communauté internationale. Lorsqu'elles ne sont pas ignorées, les vies des personnes réfugiées ont le risque de se voir déformées par les médias.

Les réfugié(e)s reçoivent une ration de nourriture chaque semaine ou chaque mois, car ils n'ont pas de terre à cultiver ou de bétail à s'occuper. Généralement, les organisations humanitaires s'occupent de leurs besoins de base, ce qui fait que leur mode de vie change radicalement et la structure familiale est rompue.

Gabriela Cohen, une femme angolaise, explique comment *“Les niveaux de violence domestique augmentent en raison du changement de rôles:*

l'homme réfugié ne s'occupe plus de ramener la nourriture à la maison. La structure patriarcale est rompue et les relations entre les hommes et les femmes et entre les générations se déstabilisent. Les mécanismes traditionnels de la conservation de l'ordre dans la communauté sont également brisés. Les enfants perdent facilement le respect pour leurs parents, étant donné que d'autres se chargent de leur donner à manger”.

Peut-être que le gros problème des personnes réfugiées est qu'ils attendent de revenir chez eux, sans rien à faire. Il n'y a pas d'activités. Il n'y a pas de travail. Il est important que la personne réfugiée ait un projet à réaliser ou une identification avec un objectif. Le risque dans un camp de réfugiés c'est que les réfugié(e)s choisissent la lutte armée comme seul but possible.

Comment pouvons-nous accompagner les personnes réfugié(e)s de sorte qu'elles puissent se construire et vivre par elles-mêmes? Le défi est d'établir avec elles une relation mutuelle, loin de la dépendance.

À l'origine de la majorité des conflits, il y a la lutte pour le contrôle, que ce soit du gouvernement ou du territoire.

Les campements de réfugiés vont depuis de petits emplacements pour 50 personnes - il y a plus de 100 petits camps pour les réfugiés du Sri Lanka, en Inde - jusqu'à ceux de 150.000 ou plus, comme ceux que nous trouvons pour les réfugié(e)s du Burundi en Tanzanie.



Dans de nombreux cas, l'accès aux camps est bloqué, ce qui signifie que les personnes réfugiées ne peuvent pas s'aventurer à sortir prendre du bois pour cuisiner. Ils ont également une interdiction de faire du commerce sur les marchés locaux. Travailler en dehors du camp est interdit. Ces conditions et restrictions contribuent à créer et à interioriser encore plus le sentiment de misère parmi les personnes réfugiées. Dans les campements de Kiziba et de Gihembe pour réfugié(e)s congolais, au Rwanda, par exemple, il leur est interdit de cultiver les terres qu'il y a autour, et, comme dans de nombreux camps en Afrique, les rations alimentaires ont diminuées de 60%. Toutes ces conditions produisent la baisse de moral des personnes réfugiées, au point que certaines abandonnent le pays d'accueil et reviennent vers le leur, malgré la non-résolution des causes qui les ont obligés à fuir.



Vers l'accueil

L'hostilité envers les personnes étrangères naît d'un cœur avec des barrières, endurci, incapable de voir la richesse de l'être humain, et les différentes couleurs de l'humanité. De l'hostilité collective naît l'hostilité qu'il y a dans la personne.

Nous apprenons également de l'accueil que les mêmes personnes réfugiées nous offrent, lorsque nous visitons leurs maisons. Le mouvement du cœur de l'hostilité à l'hospitalité peut apparaître lorsque l'on expérimente cet accueil et le cadeau de s'ouvrir à la réalité d'un individu ou d'une famille réfugiée. L'hostilité naît de l'ignorance et l'hospitalité naît de l'ouverture.

L'hostilité collective du monde occidental pourrait se soigner en observant l'hospitalité qu'il y a dans d'autres cultures. Nous avons peut-être oublié que l'hospitalité est un signe de civilisation.

L'accompagnement des personnes réfugiées nous offre une possibilité spéciale de connaître et de procurer de l'aide pratique aux gens d'autres confessions. Plus de la moitié des personnes réfugiées d'aujourd'hui sont musulmanes. Au Cambodge, par exemple, le SJR a travaillé avec les moines bouddhistes en reconstruisant leurs monastères et en les aidant à assumer à nouveau leur place dans la société cambodgienne.



L'individu au coeur

Il n'y a pas une masse impersonnelle de personnes immigrantes ou réfugiées. Derrière les froides statistiques, il y a une personne concrète avec une seule histoire d'exil.

Il est facile de tomber dans le découragement en voyant un énorme camp de réfugiés qui abrite 200.000 personnes, comme à l'ouest de la Tanzanie. Mais il est également facile de faire naître l'espoir et la solidarité en parlant avec une seule personne réfugiée, qui partage ses sentiments et sa vie.

Dans les journaux, nous écoutons des signes d'alarmes sur "l'invasion des immigrant(e)s". Les gouvernements se soucient d'ériger des murs et sont occupés par la création d'une forteresse en Europe, qui nous protège du monde extérieur et n'altère pas notre société organisée.

Alors que les murs de l'Europe occidentale grandissent contre les demandeuses et demandeurs d'asile et les immigrant(e)s, le problème se déplace vers l'est: la Pologne, la Hongrie, la République Tchèque, la Roumanie ou la Lituanie reçoivent des Soudanais, des afghans, des Tamils du Sri Lanka, beaucoup à la recherche de travail, d'autres à la recherche de sécurité, et la majorité tentant de se rapprocher un peu plus à l'ouest. Partout, mais surtout en Europe, la tâche pour distinguer une personne immigrante d'une réfugiée est

de plus en plus difficile, comme l'est la distinction entre les mouvements "volontaires" ou "forcés" de la population: celles qui fuient la persécution et la mort, et celles qui fuient la misère et l'injustice sociale.

Les gouvernements sont sceptiques, les personnes réfugiées ignorées, leurs histoires simplifiées et non écoutées.

C'est une responsabilité et un défi pour la société que d'écouter ce qui se passe dans d'autres régions du monde. La télévision diffuse peu de choses sur ce qui se passe en Indonésie ou en Angola. Et cependant, tout continent et toute région sont d'une certaine façon marqués par un conflit armé, et par conséquent, par un mouvement de personnes de masse. Si nous comprenions les causes qui conduisent une personne à fuir de son pays, peut-être que le phénomène de la "masse" ou de "l'invasion" commencerait à se diluer.

50 millions d'individus qui peuvent être classés comme des personnes déplacées à la force, selon le concept traditionnel et légal du terme; c'est-à-dire des personnes réfugiées et déplacées internes.





Défense des droits des personnes réfugiées et déplacées

“Pour nous les réfugiés, la vie n’est pas facile. Chez nous, nos droits ne sont pas respectés et sont souvent violés sur le territoire qui nous accueille. Nous n’avons pas la parole, et lorsque nous essayons de parler, notre voix n’est pas écoutée. Mais nous sommes vivants, c’est là notre plus grand espoir. Un jour, nous retournerons chez nous, où il y aura la paix pour tout le monde et nous construirons à nouveau notre vie”.

Jean, un réfugié burundais en Tanzanie

Là où il y a un conflit, il y a une violation des droits de l’homme et par conséquent un mouvement forcé de la population. Les droits des personnes réfugiées sont souvent violés dans leur pays d’origine, durant leur fuite et dans le pays d’asile. Toute recherche d’une solution à leur déplacement doit impliquer le respect de leurs droits fondamentaux.

Bien que cela semble évident, la relation entre les droits de l’homme et les déplacements forcés a commencé à recevoir une attention internationale au cours des dernières années. Il y a une prise de conscience générale que le respect pour les droits de l’homme est le centre des efforts de prévention des conflits.

Le travail avec les personnes réfugiées n’est pas une simple question de solidarité; c’est également une question de justice, et on nous demande à tous d’agir pour que la justice devienne réalité. Les personnes réfugiées sont un signe visible de la grande injustice globale et des violations des droits de l’homme. Pour cette raison, nous devons lutter pour récupérer l’équilibre, y compris en questionnant les attitudes et structures qui discriminent les personnes pauvres et opprimées¹.

¹ KOLVENBACH, P.H., *Dieu en exil. Vers une spiritualité partagée avec les réfugiés*. Jesuit Refugee Service, Rome 2005.

Aujourd'hui, beaucoup de personnes parlent de la réconciliation. Les personnes réfugiées, les innocents des conflits, sont celles qui peuvent commencer le travail de réconciliation. Nous avons souvent vu les veuves des groupes ethniques en conflit se réunir et parler, ou des groupes de victimes de mines antipersonnelles réfléchir ensemble. Les personnes qui souffrent sont celles qui montrent le plus d'intérêt pour changer ce monde.

Les organisations et les églises qui travaillent avec les victimes de conflits armés sont témoins et porte-parole des violations de leurs droits de base. Écouter ces personnes, les aider à parler de la situation et être un canal pour que leur voix puisse être écoutée par ceux qui décident de leur avenir est une façon efficace de défendre leurs droits.

"En contemplant leur situation, nous voyons que les réfugiés sont privés de tous leurs droits et soumis à toute sorte d'humiliations. Pour cela nous défendons leurs droits par tous les moyens possibles. Travailler avec des réfugiés et des déplacés est un véritable privilège parce que cela transforme intérieurement nos valeurs et nos attitudes envers les autres, comme résultat de notre amour pour eux."

Miriam Wairimu, bénévole du SJR à Nairobi

Lorsqu'une nation succombe à un conflit, provoquant un déplacement à grande échelle, l'éducation des jeunes est interrompue, privant parfois toute une génération d'un droit fondamental.

Les personnes sans état souffrent d'une double blessure en voyant comment le retour chez eux leur est refusé, et à la fois la nationalité leur est refusée. Bon nombre des bouthanaises et bouthanais réfugiés au Népal, appartiennent actuellement à cette catégorie ou sont sur le point de s'y convertir. En République Dominicaine, de nombreux jeunes de descendance haïtienne se voient refusés leur certificat de naissance et leur documentation, ce qui les empêche d'accéder aux services publics de base tels que l'éducation, la santé, et en les laissant avec la peur permanente d'être déportés du seul pays qu'ils ont connu. Et cela se passe malgré le fait que la constitution dominicaine déclare clairement que tous les enfants nés en République Dominicaine ont droit à la citoyenneté dominicaine.

"Toute personne a droit à une nationalité".

Quelconque analyse du problème de l'apatride doit prendre en compte le fait que nier la citoyenneté est, dans de nombreux cas, une forme de discrimination raciale (que ce soient les dominicaines d'origine haïtienne ou les réfugiés bouthanais au Népal).



Une opportunité pour apprendre des personnes réfugiées et déplacées

"Nous avons tout perdu. Nous avons trois maisons, dix hectares de terre, une voiture... Ils ont brûlé nos maisons parce que nous sommes tamiles. Nous avons fui vers le nord du Sri Lanka, dans la province de Jaffna. J'ai vendu tous mes bijoux. Nous serions devenus fous sans le soutien de notre foi et par l'Eucharistie. Maintenant nous n'avons pas grand-chose, mais au moins, nous sommes vivants."

Une déplacée interne au Sri Lanka

La leçon d'espoir et de force que nous offre cette femme au milieu de sa fragilité et douleur naît d'une expérience forte de Dieu. Tout comme cet enseignement, l'expérience du SJR démontre que les personnes réfugiées nous apprennent beaucoup sur la vie et l'esprit si nous écoutons leur voix et si nous apprenons de leur solidarité, leur accueil et leur générosité extrêmes. Ce vécu touche le plus profond de l'être humain, car ce sont des personnes qui ont perdu presque tout et qui conservent cependant une détermination de vivre et de retrouver leur dignité. *“Dans notre travail, nous voyons le meilleur et le pire côté de l'homme, mais la vie est plus forte que la mort”*, explique Mateo Aguirre SJ, directeur régional du SJR dans la zone d'Afrique Occidentale.

Ainsi, l'expérience de Gildo Dominici, un volontaire du SJR à Galang, Indonésie, durant les années quatre-vingt, est source d'inspiration: “Je redécouvre l'humanité ici, à Galang. L'égoïsme et l'ambition existent, mais les aspects positifs de la nature humaine sont beaucoup plus évidents. Ici, la solidarité humaine est une réalité, non seulement de jolis mots”.

Notre grande tentation face à la souffrance est de commencer des projets, d'offrir des choses matérielles, décider ce dont les personnes réfugiées ont besoin. Très souvent elles parviennent à l'exil, sans chaussures, ou avec une seule chemise, affamées, sans un plan bien précis. Mais elles n'ont pas fui pour obtenir une paire de chaussures ou une chemise. Leur expérience humaine est un appel au respect. Ce sont des personnes qui sont traumatisées par la violence, seules, rejetées et épuisées physiquement et d'avoir perdu leur place dans une société stable. Elles arrivent parfois avec un sentiment de culpabilité pour ce qu'elles ont dû faire pour survivre. Elles veulent être comprises, écoutées. Bill Yeomans SJ expliquait ce qui suit quant à son expérience avec des personnes réfugiées: “Je vais travailler avec des réfugiés, non pas en m'occupant de leurs affaires, mais comme quelqu'un qui doit apprendre premièrement ce qu'il doit faire. Dans une situation d'urgence, il est évident que la nourriture, le logement et l'aide médicale sont des besoins primaires et qu'ils doivent être procurés le plus rapidement possible. Cela est évident et simple. Mais non. Les gens qui ont faim, sans maison et sans amis, perdent facilement leur sens de la dignité humaine. Il n'est pas suffisant de leur donner ce dont ils ont besoin. Je dois donner de telle sorte qu'ils retrouvent l'estime de soi, de telle sorte que leur espoir et leur confiance en l'humanité soient recons-

truits...En travaillant avec des réfugiés, je me rends compte de plus en plus que si je ne me donne pas, il vaudrait mieux ne rien donner¹⁸”.

Il ou elle a le droit d’être écouté(e). La personne réfugiée demande que quelqu’un écoute ouvertement cette question et nous apprenne également à ne pas avoir peur de demander pourquoi. Peut-être que nous ne connaissons pas la réponse, mais nous devons apprendre à formuler la question.



Un esprit d’accueil

L’expérience d’être une personne réfugiée est une offense à la dignité de la personne. Pour cela, nous répondons en insistant sur cette dignité.

Un travail d’accueil demande que les gens ouvrent leurs cœurs et leurs foyers aussi bien pour donner que pour recevoir. Le véritable service est marqué par la fidélité. Le service qui naît de la rencontre et de l’accompagnement exige un esprit qui réunisse les qualités suivantes:

Un esprit d’intégration

Les réfugié(e)s nous offrent la possibilité de vivre un nouveau monde, où chacun a un lieu où accueillir et où être accueilli: religieuses, réfugiées, laïques, frères et sœurs d’autres confessions, personne à la recherche de la foi ou d’un sens à donner à la vie.

Sous la surface des différences d’opinions, il y a une profonde communion d’esprit sur la mission cruciale d’accompagner et servir les personnes réfugiées. Cet esprit est beaucoup plus palpable en temps de crises. Il y a même des cas de gens qui finissent par offrir leurs vies au service des autres. Dans de nombreux groupes, la communion au-delà des différences se célèbre lors de l’Eucharistie quotidienne.

¹⁸ YEOMANS, W, *The refugee experience*. Jesuit Refugee Service, 1989.

Dans des conditions de refuge ou de guerre, par exemple au Timor-Oriental, l'Eucharistie fut un symbole public du pain de chaque jour, de la lutte pour la liberté d'un peuple opprimé. Dans d'autres situations, les personnes réfugiées ont célébré l'Eucharistie alors que les projectiles tombaient sur les lieux d'installation et leurs maisons.

Lorsqu'une personne réfugiée parvient à abandonner son pays et à demander l'asile et la protection d'une autre nation, sa destination est généralement un camp de réfugiés et non l'intégration dans la société du pays d'accueil, ce qui le condamne à vivre ses années d'exile dans les conditions les moins idéales.

Il est vital de promouvoir un débat pour savoir à qui incombe la responsabilité d'assurer que les réfugié(e)s profitent sans aucun type de discrimination de tous les droits de l'homme, y compris dans les normes et les règles universelles, et non seulement de ceux proposés dans les lois humanitaires et sur les réfugiés.

Un esprit de réconciliation

Très souvent, on demande aux personnes qui travaillent avec des réfugié(e)s de servir dans des endroits où il y a un besoin crucial de réconciliation: entre les groupes de réfugiés et déplacés et ceux qui les ont déplacés, ou entre ceux qui sont revenus et la population qui les reçoit. Une spiritualité authentique devrait inclure la capacité de dire “je suis désolé” et de pardonner et trouver la paix intérieure qui offre une présence qui soigne.

L'éducation joue également un rôle dans le soutien de la paix, de la justice et de la réconciliation: la scolarisation implique un processus de socialisation qui donne aux réfugié(e)s les connaissances nécessaires pour vivre ensemble en communauté.

C'est une force d'intégration qui donne non seulement de la stabilité sociale, mais qui enseigne en plus à apprendre, à faire et à se développer personnellement. Sans éducation, l'estime de soi des jeunes diminue, tout en sentant ne pas avoir d'opportunités dans cette vie. Pour cela, l'éducation doit être considérée comme une partie vitale et complète de l'aide d'urgence aux personnes réfugiées et déplacées internes.

Une attitude de recherche

Certaines personnes voient le discernement comme une réponse intuitive d'un cœur qui aime et qui prie. D'autres pensent aux normes, un procédé de logique qui s'amalgame avec la prière, de réconforts et de peines. Il y a besoin chaque jour d'un cœur qui discerne et qui requiert parfois d'un procédé en commun avec d'autres personnes.

Dans quelles parties du monde intervenir; à quels besoins des réfugiés répondre, comment servir: ce sont là des décisions. Hollenbeck faisait une liste de priorités lorsque les demandes entraient en conflit, et ces dernières peuvent nous aider à décider: *les besoins des personnes pauvres sont prioritaires par rapport à ceux des riches, la liberté de celles dominées face à la liberté de celles puissantes, la participation de celles qui sont en marge face à la préservation d'un ordre qui les exclue.*

Les graves conséquences physiques, mentales et psychosociales prolongées par la négation des droits de l'homme des personnes déplacées à la force, plus particulièrement les femmes et les enfants, les personnes âgées réfugiées, les demandeurs d'asile doivent être abordées avec un caractère urgent. 44% des enfants en 2000, ont eu accès à l'éducation primaire. Cependant, seulement 3% des enfants à la charge de l'ACNUR, entre 12 et 17 ans, ont reçu une éducation, que ce soit professionnelle ou secondaire.

Beaucoup de personnes déplacées internes ne sont pas assistées ou protégées par l'ACNUR ou autres agences de l'ONU. De plus, le mandat de protection de l'ACNUR a mis l'accent sur la protection légale, au détriment très souvent de la protection des droits économiques, sociaux et culturels. L'usage routinier de la détention met en doute que les droits des personnes demandeuses d'asile soient protégés.

Les organisations humanitaires qui travaillent avec les réfugiés, ont de plus en plus de difficultés à assurer le financement de beaucoup de nos projets. En partie, cela est dû à l'augmentation de personnes déplacées et de leurs besoins, mais cela a à voir également avec le manque de volonté de certaines nations riches à s'engager dans l'aide au développement et avec les programmes d'action humanitaire.

À la recherche de la justice

Travailler pour la cause des personnes réfugiées, défendre leurs droits requiert une connaissance et une analyse des situations, du courage, et une passion pour la justice, mais également l'humilité de savoir que différentes tâches requièrent différentes vertus. La persévérance et la capacité de se confronter à l'échec sont nécessaires. Cela requiert de la véhémence, mais pas du fanatisme.

Probablement, nous avons besoin, plus que toute autre chose, de générosité pour animer les autres, que ce soient les personnes réfugiées ou les travailleurs et les travailleurs humanitaires, pendant que nous luttons pour comprendre les causes, les structures corrompues, l'égoïsme et nous identifions les solutions.

Nous avons vu que les conflits sont la principale cause de déplacement forcé. Ce qui est également évident, c'est qu'aussi bien les conflits que les guerres, ont lieu principalement dans les régions sous-développées. Les gens abandonnent leur terre, pour fuir la pauvreté extrême et le sous-développement qui les conduit à des conditions de vie insupportables et inacceptables. Il s'agit donc d'une question d'injustice, car à cet instant historique, la brèche entre le monde développé et le monde sous-développé, ou entre les personnes riches et les pauvres, prend de l'ampleur.

L'espoir contre tout espoir (Rom 4:18)

Il n'y a pas de plus beau don pour un peuple en exil que l'espoir de la paix, a écrit Miriam, une réfugiée africaine. Voler l'espoir de quelqu'un est quelque chose de terrible, l'esprit humain meurt. Faire tout ce qui est possible pour conserver l'espoir pour toutes les personnes, être reconnaissant pour les petits présents de tous les jours, ajouter une petite touche de joie dans la vie d'exile: voici les tâches que Dieu nous a confiées. ⁱⁱⁱ

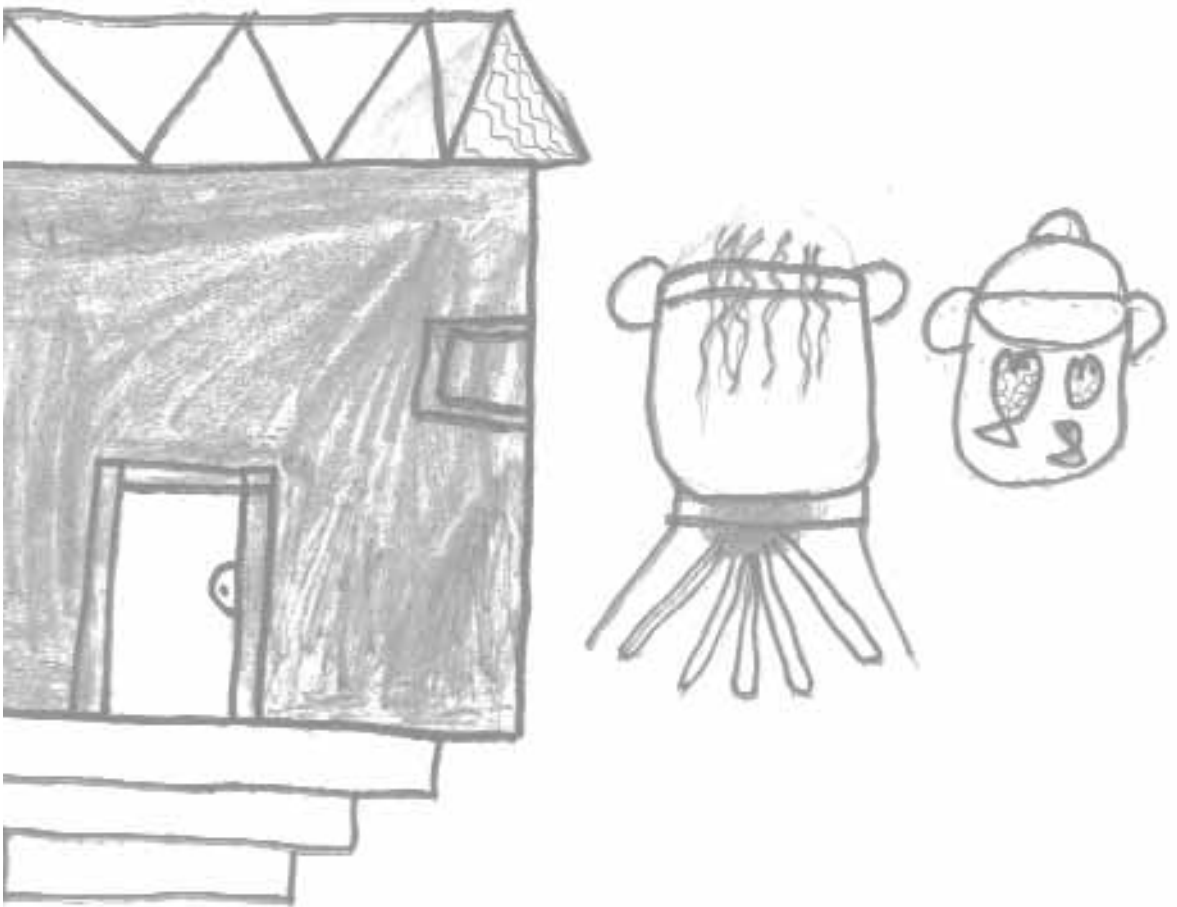
Retour à la maison, que ce soit dans la phase préparatoire, ou durant le processus de retour et de réintégration. Avec le retour, ils cessent d'être des personnes réfugiées, mais ils continuent d'être des personnes avec un besoin de protection, étant donné qu'ils continuent à être en dehors de chez eux. Les retours après un conflit et la restauration et reconstruction qui accompagnent le processus de transition qui va de la guerre à la paix, requiert du temps, de l'habileté, de la volonté politique, un solide soutien financier et une imagination considérable. Actuellement, le processus de rapatriement et réinstallation le plus important a lieu en Angola, encouragé par un processus de paix, qui avance depuis le cessez le feu en avril 2002, après trente années de guerre. Réparties sur toute l'Afrique australe, des centaines de milliers de personnes réfugiées angolaises se préparent pour retourner sur leur terre, après ce long exile.

ⁱⁱⁱ COGHLAN, D., *Dieu en exil. Vers une spiritualité partagée avec les réfugiés*. SJR, Rome 2005.

Chapitre 2

Liberia et le défi de réintégrer les déplacés internes

Renaud de Villaine.
Responsable national d'advocacy
et communication du SJR a Libéria.







Le contexte du Liberia

Liberia est la première République africaine, et elle fut fondée en 1847 par des esclaves nord-américains libérés et rapatriés depuis les États-Unis par des fondations philanthropiques telles que la *Société de Colonisation Américaine*. Le pays est resté indépendant alors que presque tout le continent africain était colonisé par les nations européennes. Cependant, les descendants des esclaves libérés ont gouverné le pays en excluant la population d'origine de l'accès au pouvoir et des bénéfices de la croissance économique. Les Libériens natifs (par opposition aux Libériens américains) ont obtenu le droit de vote en 1946. Malgré les efforts déclarés des présidences de Tubman (1944-1971) et de Tolbert (1971-1980) à faveur de la reconnaissance de leurs droits, ils continuèrent à être discriminés.

En 1980, Samuel K. Doe, un sergent de l'Armée du Liberia, avec les natifs, a organisé un coup d'État et a pris le pouvoir après avoir assassiné brutalement le président Tolbert et certains de ses collaborateurs. Ce coup a inauguré une ère de violence au Liberia. La corruption, une mauvaise gestion et la répression ont caractérisé les dix années au cours desquelles Samuel Doe a été au pouvoir avant d'être destitué par une rébellion commencée 1989 par Charles Taylor.

Tout comme son prédécesseur, en 1990, Samuel Doe fut torturé et assassiné par un ancien lieutenant de Taylor. La guerre civile, qui se

caractérisa par la violation des droits de l'homme et le recrutement systématique d'enfants soldats, a entraîné une demi-douzaine de factions qui luttèrent pour le gouvernement et les ressources du Liberia. La paix est revenue au Liberia en 1996 avec l'intervention des forces envoyées par la Communauté économique des États de l'Afrique Occidentale (ECOWAS).

Principalement grâce à la terreur et à l'intimidation, Charles Taylor a gagné les élections convoquées en 1997, et une période durant laquelle la terreur et un niveau de corruption élevé ont régné sur tout le pays, a commencée. En essayant de déstabiliser la région, Charles Taylor a provoqué la colère de la Guinée et de la côte d'Ivoire qui commencèrent les mouvements de rébellion, Libériens Unis pour la Réconciliation et la Démocratie (LURD) et le Mouvement pour la Démocratie au Liberia (MODEL), afin de le destituer. Charles Taylor fut obligé à se retirer et à fuir en exil au sud du Nigeria après être accusé de commettre des crimes de guerre par le Tribunal Spécial de Sierra Leone.

L'accord de paix signé à Accra en août 2003, mit fin à un conflit qui s'était achevé par le décès d'environ 250.000 Libériens, et fut suivi par le déploiement de 15.000 soldats de la Mission des Nations Unies au Liberia (UNMIL). L'objectif de la plus grande force mondiale de l'ONU était d'assurer le pays et de diriger le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) des groupes rebelles. En même temps, l'accord de paix a instauré un gouvernement de transition, le Gouvernement National de Transition du Liberia (NTGL), avec Charles G. Bryant en tête, un homme d'affaires. Malgré l'accusation de corruption, le NTGL a rempli sa mission principale: mener le pays vers des élections d'ici deux ans.

Le 23 novembre 2005, Ellen Johnson-Sirleaf a été élue présidente du Liberia après des comices fiables et pacifiques. L'élection de cette femme de 67 ans, compétente, en tant que première femme présidente d'un pays africain a apporté un espoir considérable pour la stabilisation du Liberia. Cependant, Madame Johnson-Sirleaf a devant elle un dur travail afin de parvenir à une paix durable et au développement durable du pays.

Bien que la situation de sécurité au Liberia soit en général plus calme et stable, il existe encore des foyers d'agitation. Le processus de DDR, qui s'est terminé officiellement en octobre 2004, n'a pas atteint les résultats espérés. Si environ 100.000 anciens combattants ont été désarmés, il reste encore 1 arme pour 3 hommes au Liberia. Le manque de programmes de réintégration a contribué au nouveau recrutement de centaines d'anciens combattants, y compris des enfants, par les forces rebelles et ivoiriennes durant l'année 2005. Alléguant qu'ils n'avaient pas reçu la compensation promise par l'ONU après le cessez le feu en 2003, certains anciens combattants ont occupé les plantations de caoutchouc, en créant des tensions constantes avec les communautés locales. Au mois d'août, le gouvernement, avec le soutien des forces de la paix de l'ONU a récupéré la plantation Guthrie dans le Comté de Bomi des mains de 500 rebelles.

La délinquance augmente en Monrovia. Dans un pays où le taux de chômage est de 85% et dont 80% de la population vit avec moins d'un dollar américain par jour, sans aucune perspective d'avenir, cette dernière est tentée de s'impliquer dans des activités délictuelles et s'unit à des bandes criminelles qui sèment la terreur à certains endroits de la capitale du Liberia.

Pour faire face à ces défis de sécurité, la Police nationale du Liberia a été réorganisée et reçoit une formation des éléments de la police de l'UNMIL. Au mois de juin, l'embargo d'armes s'est levé pour fournir des pistolets aux policiers. En même temps, à la fin de l'année de 2005, le recrutement des 2.000 membres de la nouvelle Armée a débuté. Son entraînement sera financé par les États-Unis qui ont engagé DynCorp, une entreprise de sécurité privée, afin d'en assumer la direction.

En général, toute l'administration requiert une réorganisation, et sa crédibilité, mise en doute par les années de corruption et de mauvaise gestion, flagrantes, doit être restituée. Ellen Jonson-Sirleaf a réaffirmé son intention de lutter activement contre la corruption. Pour mettre un terme aux pratiques du gouvernement de transition, elle a ordonné à tous les responsables politiques désignés par le NTGL de démissionner immédiatement et a ordonné un audit des deux années de gouverne-

ment du NTGL. Afin de souligner la transparence à l'heure d'attribuer les contrats et les concessions gouvernementales, elle a déclaré toutes les concessions forestières existantes délivrées aux entreprises du bois et aux administrations précédentes, nulles et libres. Ces mesures sont venues s'ajouter à l'engagement du nouveau gouvernement d'appliquer le Programme d'Assistance à la Gouvernance et à la Gestion Economique (GEMAP) imposé par la communauté internationale en septembre 2005 pour combattre la corruption endémique. Dans l'application du plan, des experts financiers étrangers ont été mis en place avec des pouvoirs de signature d'ensemble, au sein de la Banque Nationale du Liberia, le Ministère de l'Économie et les autres agences générant des revenus.

Le système judiciaire a souffert des pratiques corrompues pendant des années. Il se trouve en danger en raison du manque de personnel qualifié et du mauvais fonctionnement dans tout le pays. La majorité des reclus dans les prisons libériennes sont en détention préalable avant le jugement, en attendant très longtemps que leurs cas soient jugés. Les prisons et les centres de détention se trouvent toujours en dessous des normes internationales, avec des cellules saturées et une pénurie de nourriture et d'eau pour les détenus.

De façon plus générale, la culture de l'impunité prévaut dans tout le pays. Ceux qui ont commis de graves crimes de guerre et des crimes contre l'humanité durant la guerre ne sont pas rendus responsables de leurs abus passés. Les anciens seigneurs de la guerre continuent à occuper des postes clefs dans les institutions du Liberia; comme le Prince Johnson, qui a assassiné brutalement le président Doe en 1990, et Adolphus Dolo, connu auparavant comme le "General Peanut Butter", tous deux sénateurs actuellement. Cependant, certains mouvements positifs ont été récemment enregistrés. En 2006, une Commission pour la Vérité et la Réconciliation a été créée. Cette Commission a pour but de regrouper les histoires des victimes d'abus pendant la guerre, ainsi que les histoires de ceux qui les ont perpétrés, et de conseiller sur la façon dont le Liberia peut compenser collectivement à travers le passé. C'est un premier pas pour aborder l'impunité, bien que la Commission n'ait pas le pouvoir de rendre justice.

Au mois de mars 2006, en réponse aux pressions internationales, Ellen Johnson-Sirleaf a demandé officiellement l'extradition de Charles Taylor, qui profitait d'un exil de luxe au Niger, dans la Sierra Leone afin qu'il soit confronté à 11 accusations, y compris celles de crimes de guerre et violation des droits de l'homme, devant le Tribunal Spécial de Sierra Léone. L'ancien dirigeant du Liberia fut transféré à la Sierra Leone à la fin du mois de mars. Après que le Tribunal Pénal International de la Haye ait accepté d'accueillir le jugement et que la Grande-Bretagne accepte de le mettre en prison s'il venait à être condamné, Charles Taylor a finalement été envoyé aux Pays-Bas le 20 juin pour être jugé. Cependant, il a encore des partisans au Liberia. Son ancien parti, le Parti National Patriotique (NPP), est représenté au Congrès du Liberia. Le porte-parole de la Chambre des Représentants, Edwin Snowe, est par exemple un représentant du NPP.

L'économie du Liberia est dévastée par des années de conflit. Bien qu'il soit riche en eau, en ressources minérales (fer, or, diamants, barytine, kyanite, manganèse, bauxite, et chromite), en bois (le Liberia a la deuxième plus grande plantation de caoutchouc mondiale, exploitée depuis 1926 par l'entreprise nord-américaine Firestone) et qu'il bénéficie d'un climat favorable pour l'agriculture, le Liberia est toujours l'un des pays les plus sous-développés dans le monde. Il n'apparaît même pas sur la classification des pays avec des Indices de Développement Humain.

Les routes qui sont primordiales pour la communication et le développement économique, sont en général en mauvaises conditions. Si l'UNMIL en réaménage certaines afin de faciliter le transport d'aide humanitaire à travers le pays, il s'agit toujours d'une intervention de premiers secours. Presque tout le travail, ainsi que l'entretien des routes réparées, sera une tâche pour le nouveau gouvernement. La Banque Mondiale a annoncé récemment qu'elle consacrerait 20 millions de dollars à un fonds pour reconstruire les infrastructures détruites au Liberia. L'électricité se fait rare dans tout le pays. Le fait qu'il y ait des lumières tous les soirs dans les rues principales de Monrovia depuis la Fête de l'Indépendance du Liberia, le 26 juillet, ne devrait pas cacher que le travail de reconstruction dans ce domaine est important. Le gouvernement de transition a reconnu que restaurer le système jusqu'à

l'obtention d'un fonctionnement total prendrait certainement trois ou quatre ans et pourrait coûter 20 millions de dollars.

La dette totale du pays est évaluée à 3,7 millions de dollars alors que le pays est encore sujet à un embargo international de diamants et bois, ses principales ressources d'exploitation. Paul Wolfowitz, directeur de la Banque Mondiale, a déclaré que la Banque Mondiale étudiait l'obtention de la liquidation de la dette de la part de son organisation et aidait les autres institutions monétaires et bancaires à en faire de même. En ce qui concerne les sanctions économiques, avant de lever l'embargo sur les diamants et sur le bois, la communauté internationale espère que la situation de sécurité s'améliore ainsi que les résultats des efforts du nouveau gouvernement pour éradiquer la corruption.



Le défi de réintégrer les déplacés internes

Dans ce contexte, les camps de déplacés internes ont été déclarés officiellement fermés au mois d'avril. Cette mesure, célébrée par les autorités du Liberia et les officiers de l'UNMIL, a mis un terme à un processus de retour qui a commencé au mois d'octobre 2004 et qui a aidé presque 320.000 Libériens à retourner au sein de leur communauté d'origine. De plus, il faudrait ajouter les 80.000 réfugiés rapatriés des pays voisins par l'ACNUR. L'agence de l'ONU a annoncé au mois de février son intention de rapatrier à la fin de l'année, 100.000 des 180.000 réfugiés qui vivent principalement en Guinée, Sierra Leone, Côte d'Ivoire et Ghana.

La plupart de ceux qui sont revenus ont exprimé leur joie d'être à nouveau chez eux. *"Il n'y a rien de mieux que d'être chez soi"* est une phrase que l'on répète toujours dans les villages de l'intérieur. Les déplacés de retour profitent particulièrement de leur nouvelle liberté de mouvement. Lorsqu'ils étaient dans les camps, ils ont souffert du manque de sécurité. Les femmes, en particulier, étaient confrontées à la menace d'être harcelées et violées dès qu'elles se déplaçaient dans les camps. La présence

de parents dans les communautés de retour et la volonté de commencer une nouvelle vie avec leurs familles sont également évoquées par les déplacés internes comme de bonnes raisons pour revenir. Par contre, l'aide pour le retour qu'ils ont reçue des agences de l'ONU, composée de nourriture, d'objets non alimentaires et d'une petite aide de 5 dollars par personne, ne représente en aucun cas un facteur décisif pour le retour. Certains déplacés internes sont même revenus sans attendre de recevoir le pack de retour qui était promis.

De nombreux déplacés de retour se plaignaient du peu d'aide qu'ils ont reçu en matière de transport, certains se voyant parfois obligés à vendre une partie de leur pack de retour ou à faire des petits jobs afin de réunir la somme suffisante pour parvenir chez eux. Seules les personnes les plus faibles ont été transportées chez elles. De même, de nombreuses personnes se sont plaintes que le pack de retour ne suffisait pas pour commencer une nouvelle vie. En particulier, ils regrettaient le manque d'outils agricoles et de graines pour cultiver. À tel point que les graines et les outils agricoles distribués par certaines organisations humanitaires, telles que le Comité International de la Croix Rouge (CICR), étaient très appréciés dans les zones de retour.

Cependant, l'insécurité alimentaire est toujours un sujet très préoccupant dans tout le Liberia. Seulement 20% de la population consomme les niveaux adéquats de nourriture¹. La majeure partie des Libériens présente des patrons de consommation insatisfaisants qui se caractérisent par une diversité alimentaire inférieure et une faible fréquence dans l'ingestion quotidienne d'aliments. La malnutrition infantile est élevée avec environ 39% des enfants de moins de cinq ans ont une alimentation déficiente, 86% des enfants entre 6 et 23 mois souffrent d'anémie et 53% manquent de vitamine A². Les déplacés de retour viennent de commencer à cultiver cette année. La première cueillette qui se fera en septembre-octobre, améliorera peut-être cette situation.

En raison de la pénurie d'aliments, la construction ou la réhabilitation des maisons prend du retard, les personnes se concentrent sur la façon de

¹ Processus d'Appellations Consolidées de l'ONU (CAP) 2006.

² UN CAP 2006.

chercher des moyens d'acheter des aliments. En ce qui concerne le refuge, les programmes de distribution de zinc sont dirigés par des organisations humanitaires. Cependant, dans de nombreuses communautés, les gens se plaignent que ces distributions ont été faites lors de la première phase du processus de retour et ne s'adressent qu'aux personnes démunies, créant parfois un sentiment de frustration chez certains.

L'eau, l'assainissement et la santé sont également des besoins urgents au sein des communautés de retour. Seulement 31%³ de la population a accès à l'eau potable. Ellen Johnson-Sirleaf a promis que pour 2009, toutes les villes et principaux villages du Liberia disposeront au moins d'une fontaine d'eau potable. De plus, seulement 25% des Libériens ont accès à un assainissement adéquat⁴. En ce qui concerne la santé, les communautés souffrent d'un manque de cliniques ou, lorsqu'il y en a une, elle ne dispose pas de médicaments. Actuellement, seulement 35% des structures médicales nécessaires fonctionnent dans tout le pays. Le résultat est que, plus de 75% de la population n'a pas accès aux services d'assistance spécialisés de soins obstétricaux⁵. Les indicateurs de santé sont désastreux. L'espérance de vie moyenne au Liberia est de 41 ans. Le taux de mortalité infantile (157 pour 1.000) et maternelle (580 pour 100.000) sont parmi les plus élevés dans le monde⁶. Actuellement, 10% de la population meurt chaque année à cause de la malaria. Le manque d'eau potable augmente le risque de maladies telles que la diarrhée ou le choléra. Un récent rapport de l'UNICEF cite la diarrhée et le choléra comme "deux des plus grands assassins d'enfants", la diarrhée étant responsable de presque un quart de toutes les morts d'enfants de moins de 5 ans. Il indique également que les maladies sexuellement transmissibles augmentent à l'intérieur du pays, depuis le retour des personnes déplacées. La multiplication de cas de tuberculose tend à démontrer cela. La prédominance du VIH/Sida au Liberia est estimée aux alentours de 8,2%⁷.

³ UN CAP 2006.

⁴ UN CAP 2006.

⁵ UN CAP 2006.

⁶ UN CAP 2006.

⁷ UN CAP 2006.

En ce qui concerne l'éducation, le retour de nombreux enfants des camps de déplacés internes a mis en évidence le manque d'écoles et de fournitures (cahiers, crayons, fiches...) dans les régions de retour. Les trois quarts des écoles du Liberia ont souffert des dommages pendant la guerre⁸. Beaucoup de professeurs du pays sont bénévoles. Ceux qui reçoivent un salaire du gouvernement ne touchent pas leur salaire de façon régulière. Seulement 20% des professeurs des écoles publiques dans le primaire sont qualifiés pour l'enseignement⁹. Les taxes scolaires et le prix des uniformes sont toujours présentés comme un obstacle pour envoyer les enfants à l'école. On estime qu'environ 55% de la population est en âge d'être scolarisée, et que 45% d'entre elle n'a pas accès à l'éducation¹⁰. Dans certains cas, les enfants qui sont revenus des camps de déplacés internes n'ont pas pu terminer l'année scolaire. De plus, les adultes déplacés et de retour demandent toujours que des programmes d'alphabétisation pour adultes soient développés, étant donné qu'ils ont pu apprécier de façon spéciale cet aspect dans les camps. Le taux d'alphabétisation adulte au Liberia est de 37%, taux très faible en comparaison avec la moyenne de l'Afrique Sous Saharienne qui tourne autour de 61%.

L'augmentation de la violence domestique est également un souci considérable parmi les communautés de retour. C'est là un sujet délicat dont les femmes sont réticentes à parler. Les déplacés de retour justifient toujours l'augmentation par le stress et le traumatisme de la guerre. La pénurie d'aliments a également été citée comme source incessante de disputes entre époux. À part cela, il y a une majorité de femmes dans les communautés de retour, car un grand nombre d'hommes a été assassiné durant le conflit. Elles maintiennent toujours la famille en effectuant des petits travaux de jardinerie, inusuels ou en s'occupant d'un petit commerce. Dans certaines communautés, les hommes acceptent difficilement cette situation. Certains affirment se sentir défiés par les femmes, un sentiment qui pourrait expliquer l'augmentation d'abus domestiques.

⁸ UN CAP 2006.

⁹ UN CAP 2006.

¹⁰ COMITE INTERNATIONAL DE LIBERATION, *Exploitation Maximale de l'Apprentissage: Revitalisation de l'Education au Liberia après la Guerre*. 2006.

La quantité de personnes démunies qu'il y a dans les communautés de retour est un autre sujet. La majeure partie est des personnes âgées, handicapées (non-voyants, paralysés...), des orphelins et, comme nous l'avons dit précédemment, des mères célibataires, bien que dans la plupart des communautés, les mères célibataires ne sont pas considérées des personnes démunies. Au contraire, elles s'occupent des personnes les plus faibles de la famille. Il existe à peine des initiatives communautaires pour aider les personnes démunies. Elles sont entretenues par les membres de la famille ou la générosité des voisins s'ils n'ont pas de famille. Il y a également de nombreux cas de personnes vulnérables qui n'ont pas reçu d'aide des organisations humanitaires, qui démontrent le manque de suivi des individus démunis depuis les camps de déplacés vers les communautés de retour.

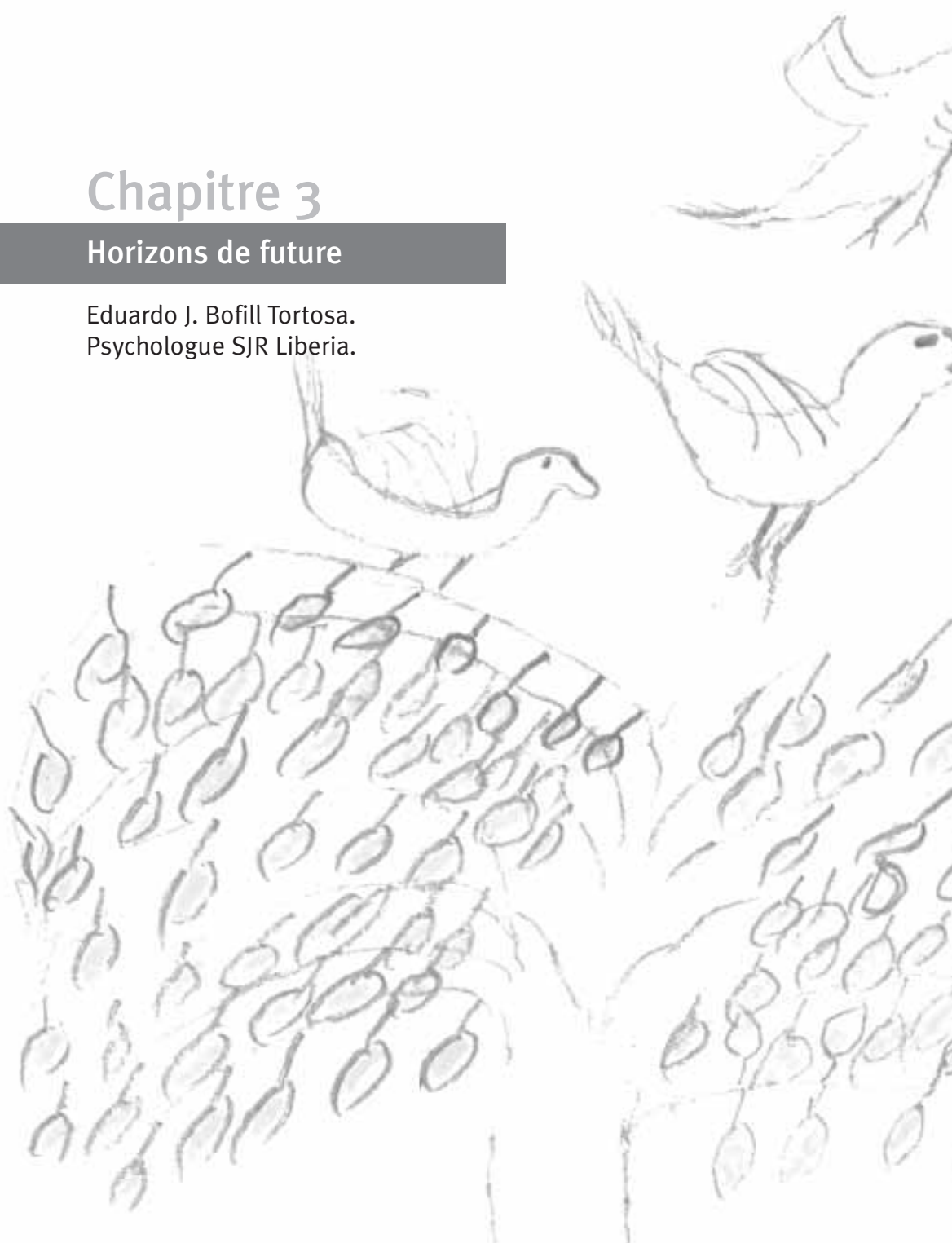
Malgré tous ces défis, les expériences vécues par les personnes durant leur déplacement ont alimenté leur espérance de reconstruire les communautés de retour. Les personnes déplacées de retour reconnaissent, unanimement, le bénéfice des cours de formation auxquels ils ont assisté dans les camps de déplacés internes. Ils reconnaissent également que l'expérience de la destitution et du déplacement leur a appris l'importance des initiatives communautaires. Dans les camps, les organisations humanitaires les ont animés à se réunir et à s'organiser. En particulier, les femmes ont appris à développer des initiatives communes. Et en dernier lieu, mais pas le moindre, pendant qu'ils vivaient dans les camps, les anciens déplacés internes ont appris à interagir avec les personnes d'autres groupes ethniques. Si le gouvernement, les agences de l'ONU et les ONG les prenaient en compte, tous ces facteurs pourraient contribuer au développement durable et à la consolidation de la paix au Liberia.

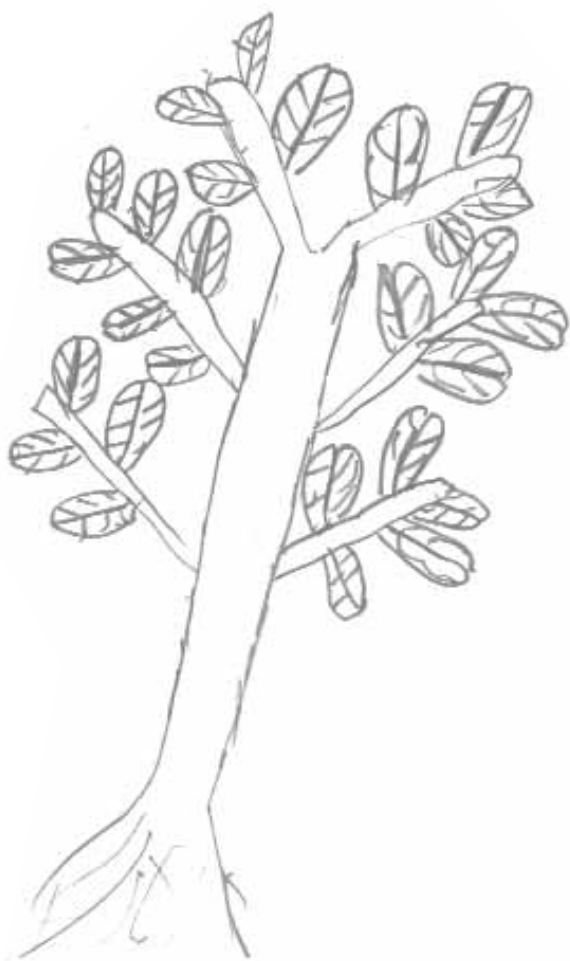
Il se peut que le processus de retour des déplacés internes soit terminé officiellement avec la clôture officielle des camps au mois d'avril, mais le processus de réintégration de la population qui a été déplacée vient juste de commencer.

Chapitre 3

Horizons de future

Eduardo J. Bofill Tortosa.
Psychologue SJR Liberia.







Le contexte

Le Liberia tente de surmonter petit à petit les 14 ans de guerre qui l'ont dévasté. Sans accès à des services de base tels que l'eau ou l'électricité, la qualité de vie n'est autre qu'un pur exercice de survie. Plus de 1.000.000 de personnes ont dû abandonner leur foyer pour fuir des conséquences d'un conflit armé où les enfants, les adolescents et les jeunes ont joué malheureusement le rôle principal. "Des milliers d'enfants ont été victimes d'assassinat, de violations et d'humiliations sexuelles, de kidnapping, de tortures; ils ont été forcés d'abandonner leurs foyers et de travailler dans les différents camps. (...) mais ils n'ont pas été seulement témoins de nombreuses violations des droits de l'homme; ils ont en plus été forcés à commettre tous ces abus pour eux-mêmes".¹

Dans le Comté de Bong, à deux heures de la capitale Monrovia, se trouvait l'un des plus grands centres de déplacés du pays, avec plus de 120.000 personnes regroupées dans sept camps différents de déplacés. Elles sont arrivées, fuyant la guerre, depuis le Comté de Lofa, lieu situé au nord du pays, et où a commencé l'offensive rebelle contre Taylor. Utilisées aussi bien par le camp gouvernemental que par les forces rebelles pour lutter, porter les équipages des combattants, cui-

¹ HUMAN RIGHTS WATCH, *How to Fight, How to Kill, Child Soldiers in Liberia*. February 2004 Vol. 16, No. 2 (A).

siner, ou bien dans le pire des cas, étant utilisées pour répondre aux besoins sexuels des combattants, elles n'avaient pas d'autre solution que la fuite si elles voulaient sauver leur vie ou leur dignité, laissant derrière elles, leurs familles et leurs amis. Le manque d'aliments et les maladies ont fait que nombre de ces personnes sont mortes en cours de route, avant de rejoindre le camp de déplacés.

Le SJR (Service Jésuite aux Réfugiés) a géré les camps de déplacés de Bong, les écoles publiques, conjointement avec le MOE (Ministère d'Éducation), et offrait par ailleurs des programmes de formation professionnelle pour les jeunes et les adultes. L'un de ces camps, où le SJR a déployé son activité, fut le Camp de Déplacés de Salala, où environ 30.000 personnes ont habité pendant environ 3 ans.



Le Camp de Déplacés de Salala

Le SJR se chargeait des écoles publiques qui ont existé dans les camps de déplacés de Salala (comme dans le reste des camps de déplacés de la zone), garantissant un accès gratuit et non discriminatoire à une éducation à laquelle bon nombre de ces jeunes n'avaient jamais eu accès. N'oublions pas qu'au Liberia, l'éducation publique n'est pas gratuite. Parmi les deux écoles intitulées Salala 1 et Salala 2, plus de 3.000 personnes étaient inscrites par cours, en deux sessions: le matin, de 8h00 à 12h00 pour les plus petits, regroupés en deux niveaux, ABC (4-6 ans) et KG (6-9 ans); alors que le midi, de 12h30 à 16h30, les plus grands étaient répartis de la 1^{ère} à la 9^{ème} année.

L'immeuble où se trouvait l'école était construit avec les mêmes matériaux que le reste des constructions du camp, c'est-à-dire, un conglomerat de troncs, d'argile et de plastique qui était détruit régulièrement par quelconque tempête. Les cours étaient alors suspendus pour donner place à l'une des principales activités transversales de l'école: les tâches de reconstruction par les élèves et les professeurs. Depuis les plus petits jusqu'aux plus grands, tout le monde collabore pour que les cours

reprennent en un temps record, les plus grand(e)s reconstruisant les murs en argile et les plus petit(e)s, apportant toute sorte de troncs... toute la communauté scolaire participait au même projet éducatif.

A l'intérieur de chaque classe, les pupitres ne suffisaient pas pour tous ceux qui y assistaient, il fallait donc improviser des sièges avec les troncs, le sol pouvait même servir. Les fournitures scolaires se faisaient rares, voire même inexistantes, et les professeurs devaient recourir à de véritables exercices de créativité pour que les jeunes, sans fournitures et avec un manque d'espace physique, soient attentifs à la leçon du jour.

Le travail éducatif réalisé par le SJR dans les écoles, basé principalement sur la proximité et l'accompagnement personnel, ne pouvait pas et ne souhaitait pas laisser de côté les expériences traumatisantes vécues par bon nombre de ces petit(e)s qui conditionnaient gravement leur ressenti et leur pensée. L'éducation n'est pas qu'une tâche instructive, c'est principalement, une façon de se comprendre et à la fois de comprendre le monde qui nous entoure: ouverte, flexible, ferme dans la défense des droits de l'homme et surtout, dialogante dans la façon de résoudre les conflits. Et pour cela, nous avons décidé d'incorporer à Salala 2, comme partie du projet d'enseignement, un programme pilote d'orientation et d'accompagnement du traumatisme (*Counseling et Trauma Healing*), dans une tentative d'aborder dans le présent les expériences douloureuses du passé comme façon d'ouvrir de nouvelles, et non fragiles, perspectives d'avenir.



Le Projet

Notre première démarche fut de rechercher la meilleure façon "d'accompagner" le moment actuel où sont plongés la majeure partie des enfants du camp, qui était en relation avec le déplacement psychologique qui se produisait, préalable au déplacement physique: celui du

retour. Les informations relatives au retour du côté des déplacés vers leurs lieux d'origine réveillaient des blessures récentes, également un espoir caché, dans de nombreux cas, après les peurs de retourner vers l'environnement dont ils avaient dû fuir.

Nous savions comment, dans des conflits tels que celui de Sierra Leone, le dessin a servi à “modeler” et à exprimer de nombreuses peurs et insécurités des nombreux enfants obligés d'être soldats. Fátima Miralles² a travaillé sur ce projet en démontrant comment à travers le dessin, on pouvait sur le plan personnel, mettre un peu d'ordre dans leurs vies après les expériences chaotiques vécues; et également comment, sur le plan social, le dessin se convertissait en indicateur et dénonciation du contexte à l'origine du drame. De la même façon, MSF (Médecins Sans Frontières), en travaillant avec des réfugiés Libériens en Sierra Leone³, avait mis en évidence comment, à travers l'expression, il est possible d'amortir suffisamment les expériences de souffrance pour ouvrir une voie éventuelle de réconciliation personnelle et sociale.

Nous avons alors pensé que le dessin pourrait être utile, à l'heure d'assimiler certaines expériences personnelles,

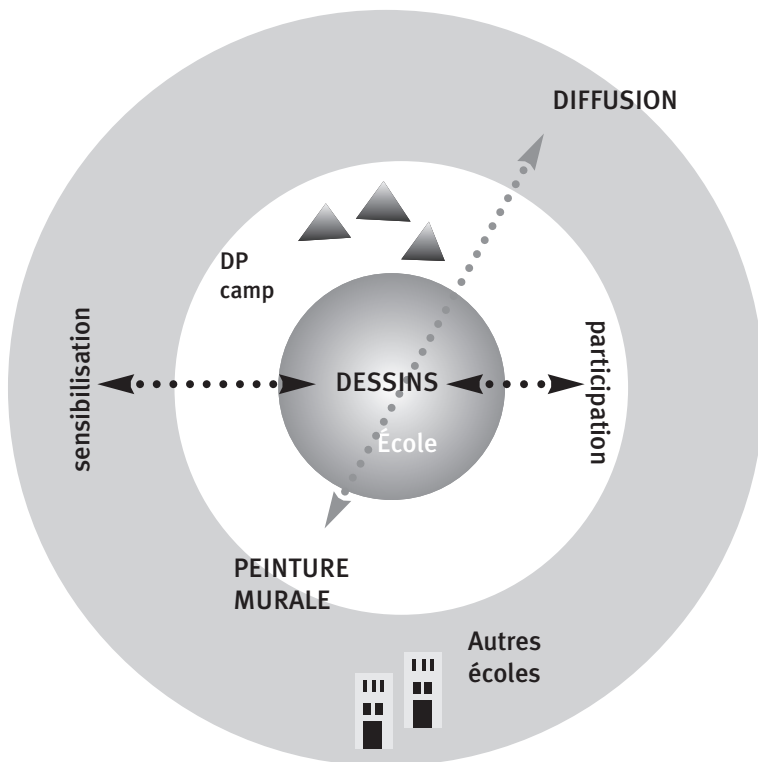
- a. *En donnant forme à des expériences pour lesquelles il n'y a pas encore de mots; nous pourrions à travers le dessin.*
- b. *Ouvrir une fenêtre vers le futur qui ne serait pas menaçante, et surtout, nous pourrions contribuer à.*
- c. *Dénoncer le contexte social de violence où beaucoup de personnes continuaient à vivre. C'est là clairement ce que devaient être nos objectifs.*

Cependant, nous voulions également que quelque initiative mise en marche de notre part ait un aspect social. Cet aspect signifiait que nous devions être capables de faire prospérer ce projet dans la rue, dans la rue du camp des déplacés et dans la rue également de ceux peuvent

² F. MIRALLES, J.M. CABALLERO, *Je ne voulais pas le faire: les enfants obligés à être soldats en Sierra Leone s'expriment à travers le dessin*. UPCO, Madrid 2002.

³ MEDECINS SANS FRONTIERES, Healing Group. Messages n° 132.

exercer un certain type d'influence sur la vie de ces gens. Dans les deux cas, d'une façon ou d'une autre, nous prétendions aller au-delà d'une réponse personnelle pouvant parfois stigmatiser, en stimulant la participation, la prise de conscience et la sensibilisation, comme passage inévitable vers une action transformatrice et durable.



L'activité: Horizons de future

Il y avait deux principaux défis à prendre en compte: le premier, organiser une activité pour que tous les jeunes qui venaient à l'école Salala 2 en bénéficient ce qui supposait travailler avec plus de 1.500 personnes de tous âges; le second, comment aller au-delà des limites purement individuelles. Il était évident qu'en étendant l'activité à la totalité des écoles,

nous devons l'adapter en fonction des âges, afin de pouvoir profiter au maximum de leurs potentiels. Pour cela, nous nous sommes appuyés sur la structure organisationnelle de l'école, qui par elle-même procurait une division en deux groupes d'âges: les élèves du matin (ABC et KG) et ceux de l'après-midi (1ère année - 9ème année).

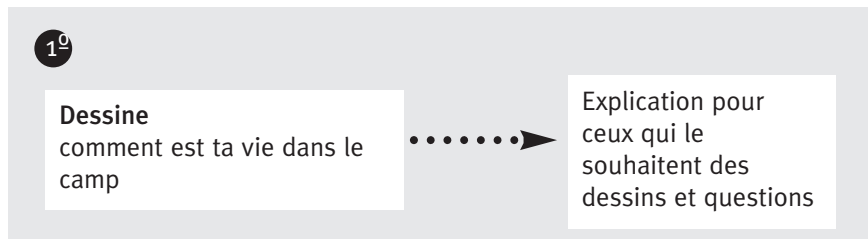
Le deuxième objectif, dépasser les limites individuelles, nous y sommes parvenus en concevant un projet en deux phases différenciées pour chacun des groupes:

- Les plus grands (1ère-9ème année) seraient confrontés premièrement à leur propre expression, leur propre dessin, pour avoir par la suite l'opportunité de voir, contempler, comparer et parler à propos de ce qu'avaient fait leurs propres camarades.
- Avec les petits (ABC-KG) nous partirions de leurs propres dessins afin de réaliser une exposition ouverte au reste des habitants du camp de déplacés.

Mais, quoi dessiner? Nous étions certains de leur offrir la possibilité d'exprimer ce qu'ils voulaient au sujet de leur vie, sans mettre de notre côté, au préalable l'accent sur la violence, sur les pertes... Ils devraient choisir ce qui est le plus important et le plus significatif, et nous n'allions pas forcer l'expression de ce qu'ils ne voulaient pas. Pour cela, le résultat des dessins nous a paru si cela est possible, plus significatif: la présence tant enracinée de la violence, y compris deux ans après la fin de la guerre.

1ère phase: En train de dessiner

ABC-KG



Ainsi, pour les plus petit(e)s, regroupés en ABC (10 classes) et KG (8 classes), nous avons décidé de demander de dessiner leur vie dans le camp, en mettant l'accent sur l'aspect le plus **ludique** de l'activité, comme forme d'**expression** de sentiments et de vécus actuels.

Le principal objectif était exactement le suivant: permettre un contexte ludique et de jeu qui leur serve de réseau où déposer leurs expériences vécues. Nous avons planifié une activité avec chaque classe en une seule séance d'environ une heure (dans certains cas en raison de l'explication des dessins, cela a été un peu au-delà d'une heure), pour éviter qu'un prolongement excessif ne fasse disparaître le climat et l'acceptation que nous recherchions. De plus, en réalisant l'activité en une seule séance, nous leur évitions un effort supplémentaire pour lequel ils n'étaient pas encore prêt(e)s. Il était important d'ouvrir et de fermer l'activité en une même séance lorsque du point de vue évolutif, la pensée conséquentielle n'a pas été atteinte.

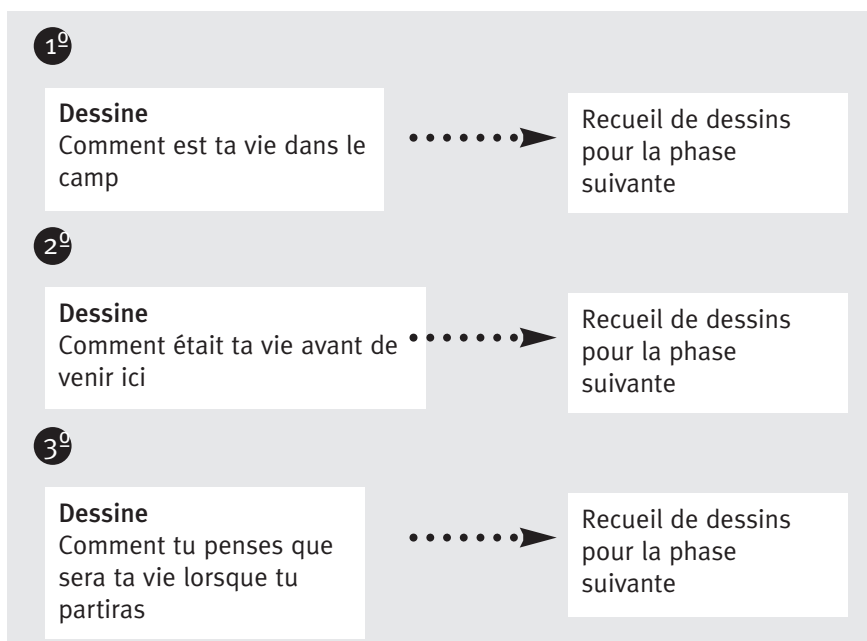
Durant l'activité nous avons dû aider certains des jeunes à dessiner, qui selon les professeurs, n'étaient pas habitués à cela; nous nous approchions et nous nous mettions à faire des traits sur une feuille à l'aide de crayons de couleur, sans forme et ensuite nous les invitions à en faire de même... La majorité d'entre eux, après y avoir pensé un moment, commençait à imiter ce que nous faisons. Il était également surprenant de voir comment ils dessinaient un personnage avec des jambes complètement allongées par terre. Ce fut l'un des professeurs

qui nous révéla le sens de cela: il s'agissait de la posture qui leur était enseignée dans les camps d'entraînement militaires pour se déplacer sans être vus.

Une question commençait à se poser suite face à la violence exprimée dans les dessins: pourquoi continuaient-ils à dessiner des scènes de guerre en leur demandant à propos de leur vie dans le camp de déplacés?

1ère - 9ème année

Cependant, avec les plus grands et les plus grandes, répartis en 9 cours (16 classes), travailler sur plusieurs séances ne posait pas de soucis, mais représentait quelque chose que nous pouvions utiliser pour parvenir à des espaces personnels plus privés.



Ainsi, durant trois semaines de suite, nous avons demandé à chacun des groupes de dessiner leurs expériences et leurs vécus présents, les expériences passées, et en dernier lieu, ce qu'ils pensaient que leur

réservait l'avenir. Trois dessins différents avec les lesquels ils ont exprimé ce qui ne leur avait pas semblé facilement assimilable, mais également les désirs et les craintes à venir; trois dessins différents avec lesquels mettre un certain sens et structure à l'ensemble des événements vécus, en construisant une logique avec ces faits ponctuels, incidents et très souvent fragmentés: leur **biographie**, leur identité.

Certains des groupes de l'après-midi ont bénéficié de la participation de beaucoup de personnes, plus de 100 personnes essayant de dessiner dans un espace réduit, certaines par terre, d'autres n'ayant pas où s'appuyer... cependant, nous avons été surpris de voir comment les groupes ont travaillé en silence tout au long de l'activité. Ils étaient tellement concentrés sur leur dessin qu'y compris une mère adolescente était en train de dessiner tout en donnant le sein à son enfant dans la classe.

Curieusement, lorsqu'ils dessinaient au sujet de leur vie passée, ils finissaient avant. Cela nous a fait supposer que peut-être, la consigne que nous leur proposons réveillait en eux une résistance de plus. Il y avait une ambiance avec de nombreux fous rires et plaisanteries les uns envers les autres. Peut-être, la tension réveillée par le fait de dessiner sur ce qui leur était arrivé, les poussait parfois aux rires collectifs comme des répit, comme une façon de libérer l'angoisse associée au souvenir.

Les dessins concernant leur "avenir" ont également été surprenants. Nous avons trouvé des personnes qui continuaient à dessiner des scènes de violence: parce qu'ils ne pensent pas qu'il y aura de paix durable; parce que pour certains, les trois dessins sont une même expérience au cours de laquelle, au fur et à mesure des séances, ils ont progressivement approfondi; ou peut-être parce que certains sont restés coincés par les expériences dont ils ont été victimes, répétant à chaque fois la même scène.

2ème Phase: A la découverte

Lors de la seconde phase, nous avons réalisé deux activités différentes étant donné que les dynamiques d'expression, de production au sein du groupe des plus grands et des petits étaient également différentes, sans perdre malgré tout le même objectif: offrir la possibilité de contempler aussi bien leurs dessins que ceux de leurs camarades, de sorte qu'ils puissent observer les vécus dans un contexte social partagé, se reconnaissant ainsi dans les expériences des autres.

1ère - 9ème Année

Les plus grand(e)s avaient dessiné comment était leur vie dans le camp, comment elle fut avant d'y arriver, et comment ils envisageaient leur futur proche. Nous avons exposé les dessins sur trois panneaux différents, passé, présent, futur et, sans explications préalables, chaque classe a eu une séance pour observer, parler et comparer les trois dessins. Nous ouvrons ensuite un dialogue partagé quant aux impressions qu'ils avaient à la vue de ces dessins, terminant finalement en leur demandant de mettre des mots sur leurs dessins, c'est-à-dire, qu'ils écrivent un "récit" de leur vie: comment est leur vie dans le camp, comment elle a été et comment elle sera. Ainsi, les mots servaient de pont, de trait d'union entre les expériences passées, présentes, et les illusions et doutes qui étaient au coin de la rue. Avec certains groupes, nous sommes parvenus à avoir besoin de plus de deux heures pour compléter le processus, et nous avons décidé de mettre l'activité en dehors de l'horaire des cours, pour ne pas se presser...

Durant la première période, face aux dessins, certains riaient, s'interpellaient les uns les autres, il y en a même un qui a pris un crayon et une gomme pour corriger son dessin. Mis à part quelques personnes qui sont restées assises, la majeure partie bougeait frénétiquement d'un dessin à un autre, cherchant le sien ou signalant ce qui attirait leur attention. L'ambiance était très cicatrisante. Cependant, durant la discussion par la suite, des situations plus qu'intéressantes sont apparues: une personne osa exprimer le souvenir douloureux en voyant certains dessins sur lesquels apparaissaient des maisons brûlées, juste

lorsqu'ils devaient s'en aller à nouveau, disant que la seule chose qu'elle voulait, c'était oublier; quelqu'un d'autre commenta juste l'inverse, en voyant les dessins; elle avait eu envie de retourner à Lofa, chez elle; quelqu'un d'autre nous a dit que c'était la première fois qu'elle avait dessinée de sa vie et qu'elle avait envie de continuer à dessiner... sur certains dessins, étaient exprimés des remerciements pour cette possibilité...

Mais si ce dialogue est positif, l'expérience d'écrire sur leur vie a dépassé nos attentes. Nous n'imaginions pas qu'ils seraient plus d'une heure à écrire sur leur vie, dans un dialogue avec eux-mêmes, avec leur vécu... plus d'une heure à avoir de nouveau entre les mains ce qu'ils sont, ce qu'ils ont été et ce qu'ils pensent devenir.

ABC-KG

Les plus petit(e)s avaient dessiné exclusivement au sujet de leur vie dans le camp de déplacés. Certains des sujets les plus récurrents qui apparaissaient sur les dessins étaient des maisons, des voitures, des jeunes comme eux en train de travailler, et même de se battre, très peu en train de jouer. Alors, et en pensant comment donner la possibilité, aux plus petits de contempler leur "travail", la question suivante s'est posée: pourquoi ne ferions-nous pas une exposition des dessins pour tout le camp? Avec cela, ils verraient leur travail se concrétiser et nous transmettrions leur façon de voir la vie au sein du camp à tous ceux qui viendraient les observer. De cette façon, nous parviendrions à répondre également à cette inquiétude que nous avons depuis le début: celle d'ouvrir cette activité à la réalité quotidienne du camp de déplacés.

Nous avons scanné des centaines de dessins et nous les avons regroupés sur différents panneaux, en fonction des thèmes les plus récurrents qui avaient été dessinés. Sous l'intitulé "Ma vie dans le camp", les habitant(e)s du camp de Salala ont eu la possibilité de voir comment est la vie dans un camp de déplacés du point de vue des plus petit(e)s, les maisons, les travaux, les véhicules, y compris la violence dont ils se souvenaient, et qui était un rappel de ce qui restait encore à faire. À travers sept panneaux, les adultes se surprenaient et apprenaient quelque chose de chacun de ces dessins. De plus, chaque personne

venue à l'exposition se voyait offerte la possibilité d'exprimer ce qu'elle souhaitait sur un panneau blanc et qui, à la grande surprise, fut celui qui eut le plus de succès. Des queues interminables pour dessiner.

Durant tout un week-end, de 09h00 à 17h00, des milliers de personnes, petits et grands, sont passées par l'exposition pour voir, rire, dessiner et se reconnaître à travers la vision qu'ont les plus petit(e)s de la vie dans le camp de déplacés. Et nous avons été témoins de petits moments d'une grande signification: trois femmes âgées qui venaient de travailler sont entrées dans l'exposition, et nous avons dû leur expliquer les panneaux dans leur langue maternelle, car elles ne comprenaient pas l'anglais. Elles ont admiré le fait de voir pour la première fois leur vie quotidienne sur des dessins; ou bien également un jeune qui après avoir vu les dessins, s'est assis et a commencé à dessiner par terre avec la main; ou également les groupes de jeunes, les plus grands, passant de panneau en panneau, riant et se demandant comment les petits sont capables de dessiner tout cela; les 30 heures consécutives de personnes, petits et grands, dessinant sur le panneau blanc; les dizaines de personnes qui regardaient constamment ce qui était en train d'être dessiné à cet instant, le jeune qui après avoir dessiné une maison a fait venir son père pour regarder...

En fin de compte, nous restons avec l'image de cet autre petit, d'à peine 6 ans qui venait tous les jours à l'exposition, consacrant un long moment à parler avec chacun des dessins. En définitive, c'était l'exemple le plus explicite de ce que nous voulions: que les dessins ouvrent un dialogue personnel et social avec les expériences vécues par chacun.

3ème Phase: Evaluation

Après avoir terminé avec tous les groupes, et comme séance d'évaluation, nous avons fait avec tous les professeurs de l'école, durant toute une matinée, la même activité que leurs élèves. Nous leur avons demandé qu'en tant que personnes déplacées, ils dessinent leurs vies, de sorte que, d'une part, ils puissent également exprimer leurs craintes et leurs espoirs, et d'autre part, ils prennent conscience de cette réalité moins académique, mais non moins importante qui bouge derrière la vie de leurs élèves.

Nous avons découvert, pour nombre d'entre eux, comment le futur désiré n'était autre qu'un retour dans le passé perdu, source de nostalgie; comment l'un des professeurs a envisagé que la société devait évoluer au lieu de regarder en arrière, vers un lieu où elles auraient leur place; alors que pour d'autres, les signes d'évolution étaient quelque chose qui rompaient leur façon de vivre et de comprendre la relation avec l'environnement. En définitive, plus d'une heure de commentaires, de questions, d'opinions, qui ont servi à ce qu'en tant que professeurs, ils effectuent le même parcours personnel que leurs élèves à travers le dessin, et qu'ils ont valorisé de façon positive.



La Projection

Les plus de mille dessins recueillis, les récits écrits par les jeunes et l'intense expérience personnelle d'une souffrance qui dans de nombreux cas reste cachée, nous ont conduit, dès le début, à penser à la façon de montrer, de faire connaître tout cet ensemble de vécus depuis le regard et les paroles des protagonistes. Et nous voulons le faire comme façon de redonner la dignité à ceux qui vivent certainement dans des conditions indignes. Peut-être que le pire des camps de déplacés n'est pas les faibles rations d'aliments, mais la sensation d'être toujours "précaire", sur une terre de personne, et de ne pas pouvoir se débrouiller seul.

Le matériel recueilli dans le projet (dessins, récits, photos) nous parle de vies, de vies brisées, de vies perdues, mais également de comment survivre au milieu de tant de fractures personnelles et sociales. C'est pour cela que nous n'osons pas à présenter ce travail: premièrement parce que nous pensons qu'à travers l'activité, ces jeunes ont pu récupérer une partie d'eux-mêmes, et deuxièmement, parce qu'à travers lui, il est possible de s'approcher de vies si distantes aux nôtres en opportunités, mais si proches en désirs et espoirs, et en dernier lieu, parce que lorsque l'on croise une injustice envers les plus démunis(e)s, les enfants, on ne peut pas rester les bras croisés.

Passé

James Kesselee (6ème année)

Comment était ta vie avant de venir au camp? Avant de venir au camp, j'étais agriculteur. En 1991 la guerre a commencé au Liberia. Les gens ont commencé à se tuer avec des pistolets et aussi, ils mourraient de faim.

Lorsque nous sommes arrivés au camp, le PMA (Programme Mondial d'Aliments) aidait les déplacés des camps de déplacés internes de Cari et Salala.

Arthur Cooper (3ème année)

L'histoire de ma vie, c'est qu'avant d'arriver ici, la guerre avait commencé. Beaucoup de gens mourraient de faim, et sur les routes les personnes se battaient les unes contre les autres. Une grande partie de ma famille est morte à la guerre. Les soldats tuaient les ennemis de guerre et le Gouvernement luttait contre tout le monde.

Anonyme

Avant la guerre, je vivais bien. Je vivais avec ma mère et mon père, et j'allais dans une bonne école. Après l'école, mon grand frère m'aidait avec mes leçons. Après avoir étudié, je jouais avec mon frère, ma sœur et des amis. Parfois, mon père m'emmenait en voiture à son travail ou en promenade. Parfois, le jour du marché il m'achetait des vêtements comme par exemple une chemise, un manteau, des bonnets, des chaussures et du matériel scolaire. Je vivais heureux avec mes parents. C'était avant la guerre, en 1990.



Joseph J. Nuarpah (6ème année)

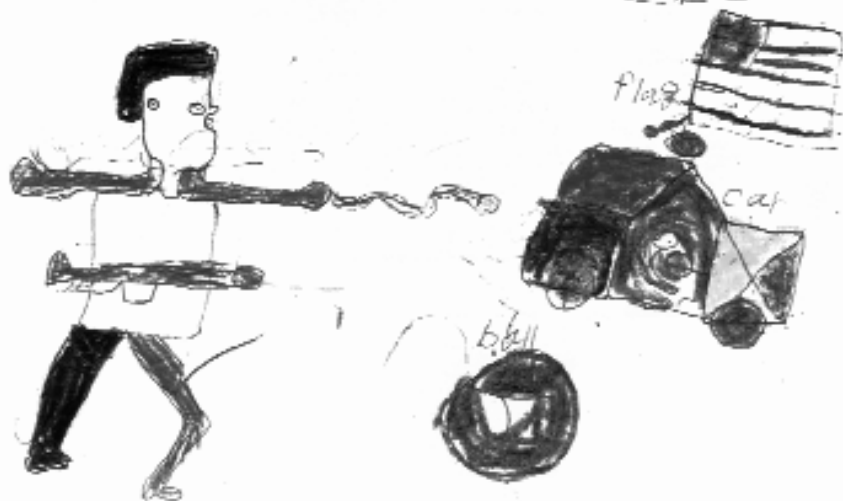
En 2000, nous avons commencé à vivre dans le camp de CARI, tous les jours des gens mourraient de faim. Nous étions tous dans le camp et nous étions tous à CARI lorsque la vie a commencé à changer.

En 2002, nous avons commencé l'école à CARI. Elle était dans de bonnes conditions. Nous étions tous assis dans le camp à CARI lorsque nous avons écouté les pistolets depuis Gbarnga et nous avons couru vers Salala. Lorsque nous sommes arrivés à Salala, il n'y avait pas de place, les gens étaient en train de mourir à Salala.

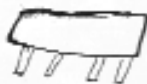
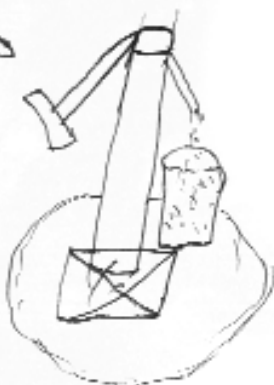
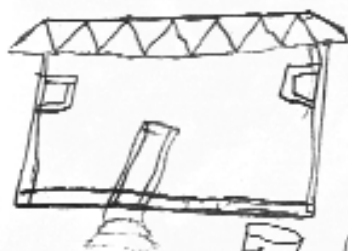
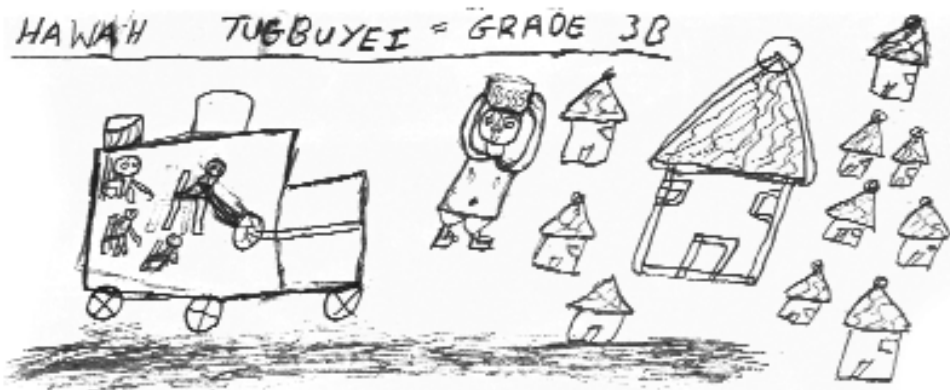
En 1996, nous avons abandonné la Guinée et nous sommes venus au Liberia. En 1997 nous avons voté, et la même année, Taylor était au pouvoir. Il a commencé à développer certaines choses qui nous procuraient du riz tous les mois et ne s'occupait pas des activités scolaires au Liberia. Lorsque la guerre a éclaté au Liberia, le Président Taylor a ordonné à ses soldats d'aller dans différentes écoles à la recherche d'étudiants de la communauté pour combattre lors de cette guerre. C'est la situation à laquelle nous étions confrontés durant le mandat du président Taylor.

A Salala, nous sommes libres, et grâce à Dieu, on n'entend pas les pistolets.

My name is JAMES Gbala I am in Grade 1A in 1995

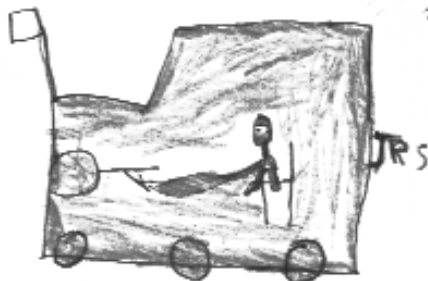


HAWAII TUBBUYEI = GRADE 3B



ALLAN JOSEPH

BOY HOUSE



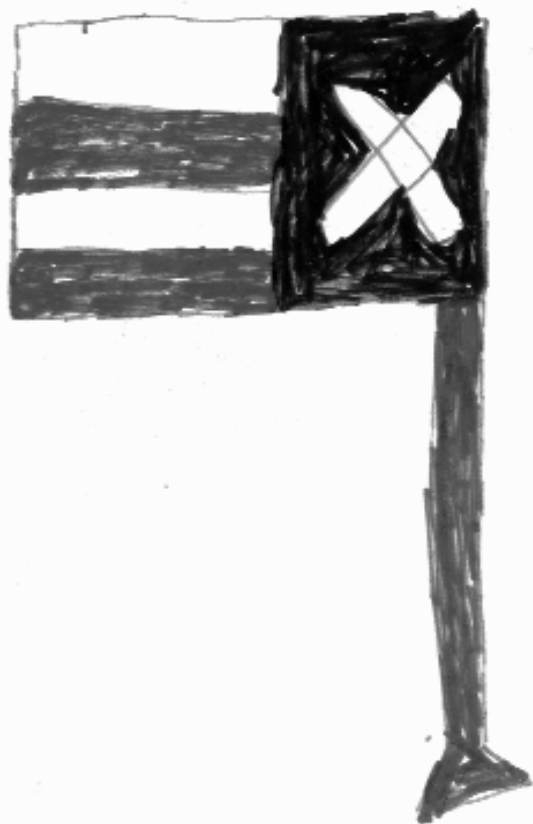
BOY



BOY



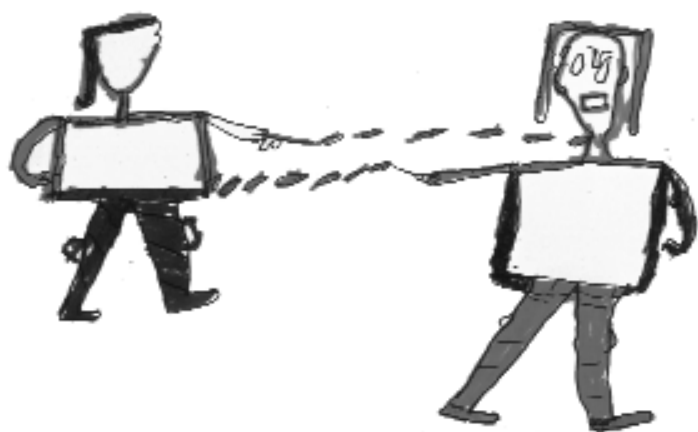
12





MORLU BALLAHTO 5

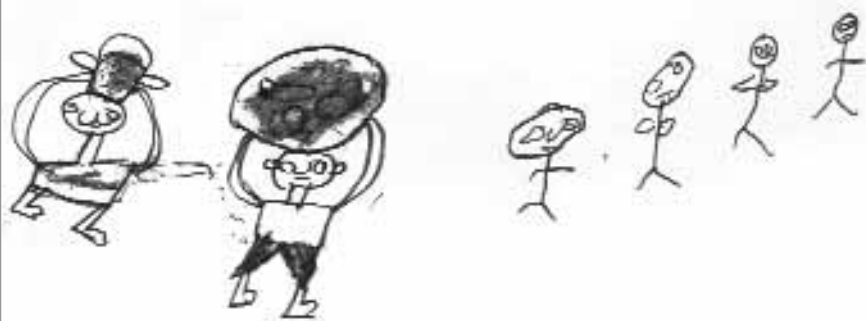




James Gay Lot 13 year



She is b. 2nd
rice



Jerry's yehou!

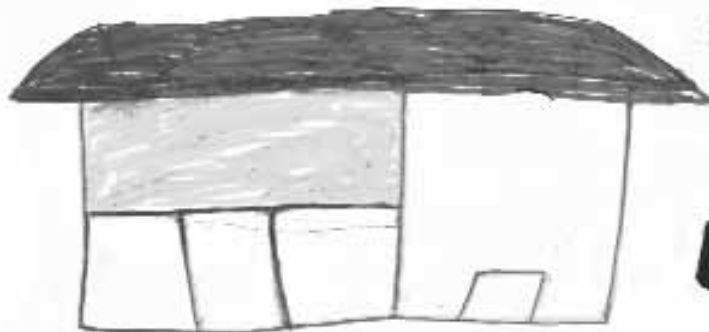
John



dedden



Hut



Jerry

power



& gold



GUWOR Baiiah Grade 3 B may
12 2008

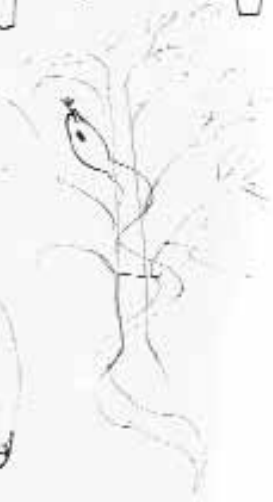
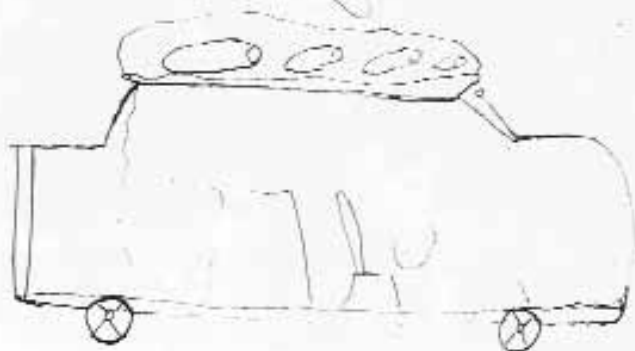
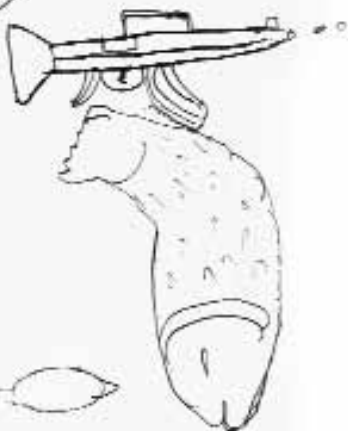


in Liberia this are the
we living in
houses

YORKPOZUO Johnson KG-4
FLAG
HOUSE



John Togba





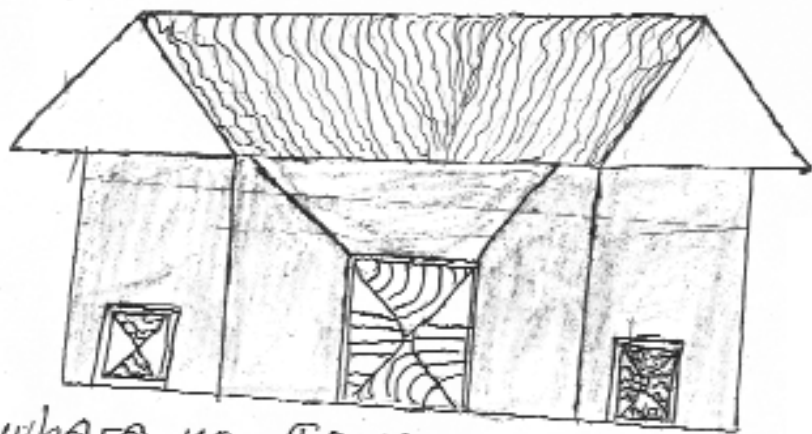
Bulky wheel

Sumo Warajai Date 5/11/2005 Grade 4B4

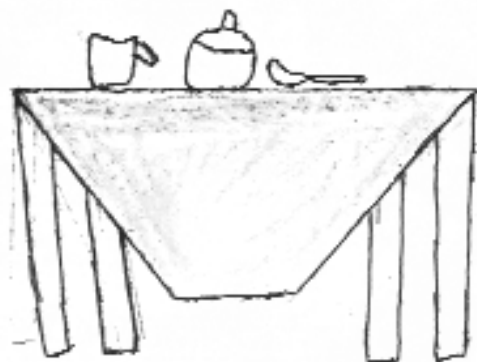


John Y. Folokun
I am 15 year of age

This is where I live. A beautiful place, Let me tell you to a place like this. you will not like to return



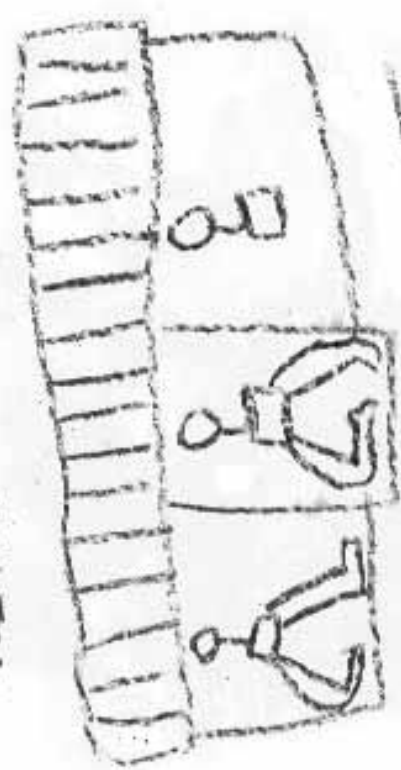
where you From.



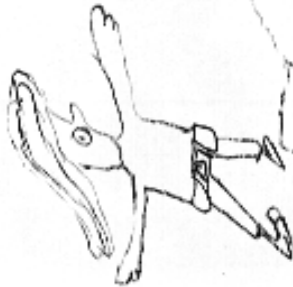
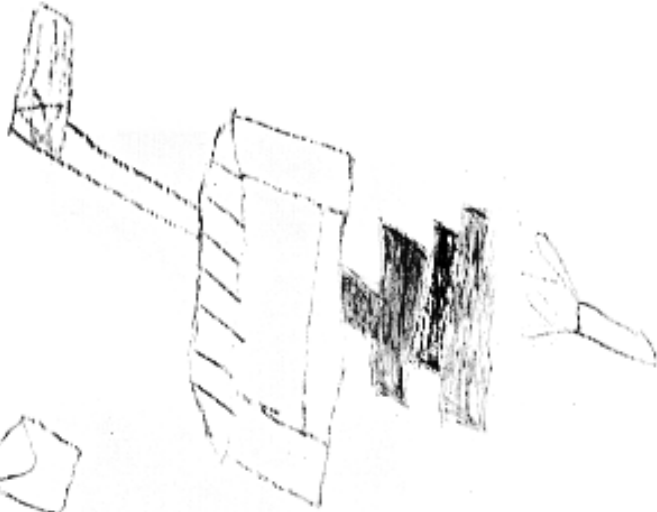
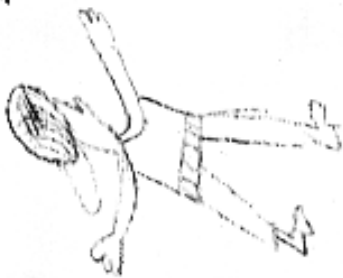
This is my Table were I used to eat a nice food and be Healthy.

79

सुप्रीम



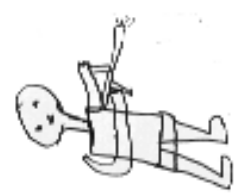
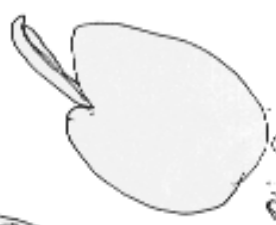
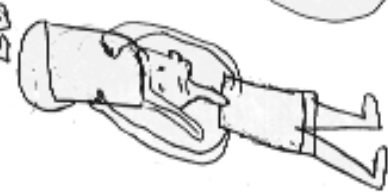
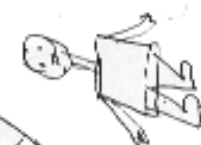
0151400W 091009



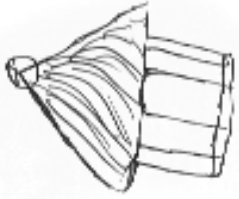
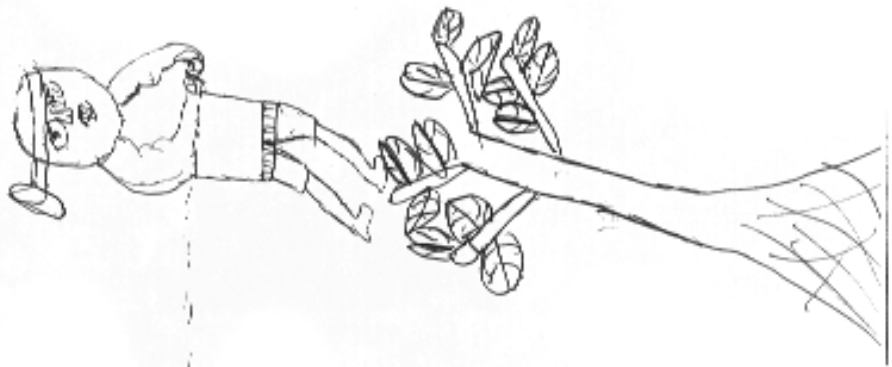
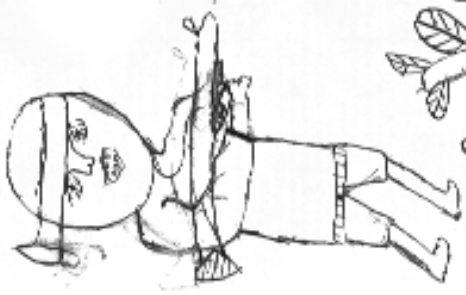
Grade 3M Dredick Mubon CKA Big town 2011
May-12--2005 Invention # IDP school

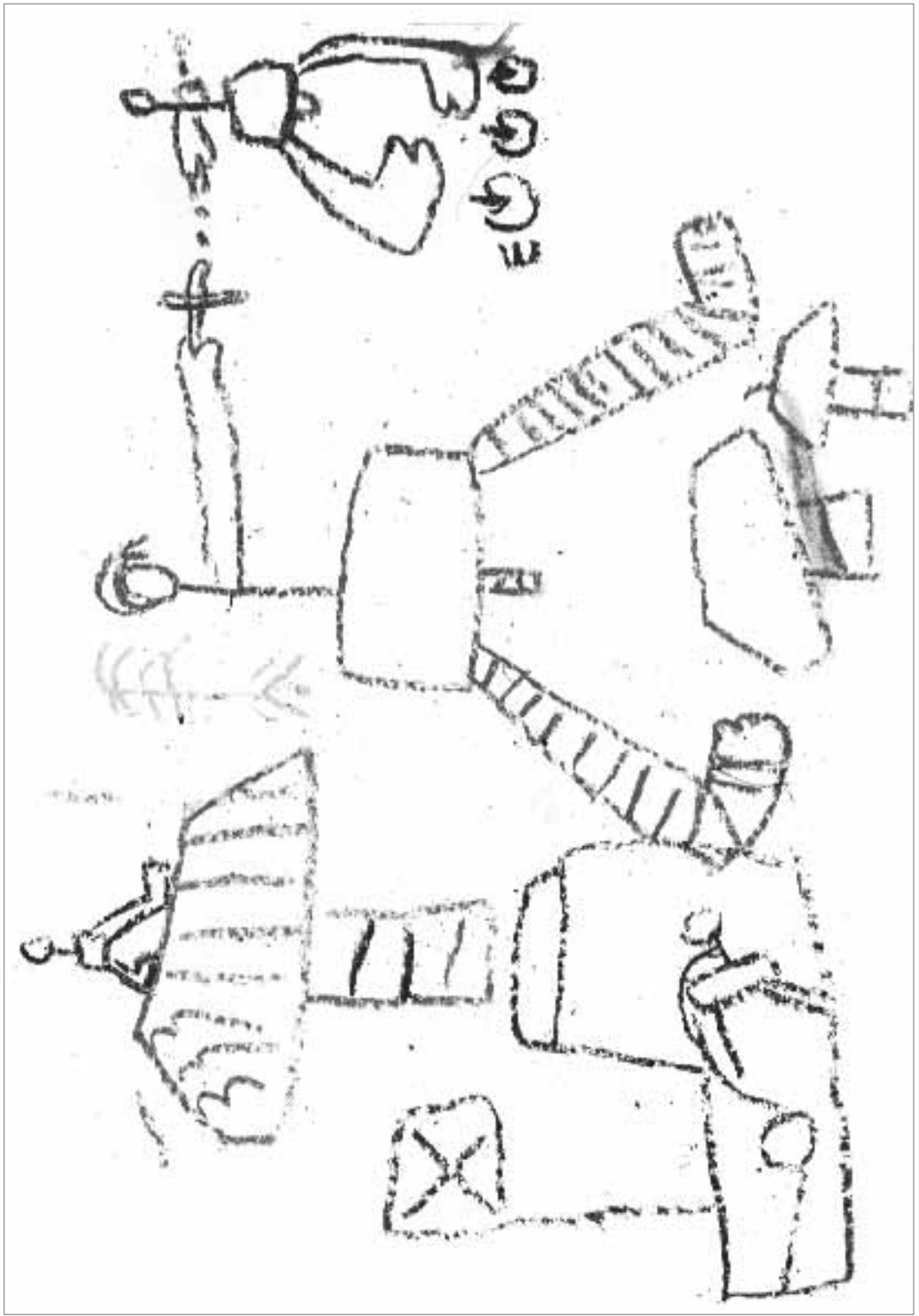


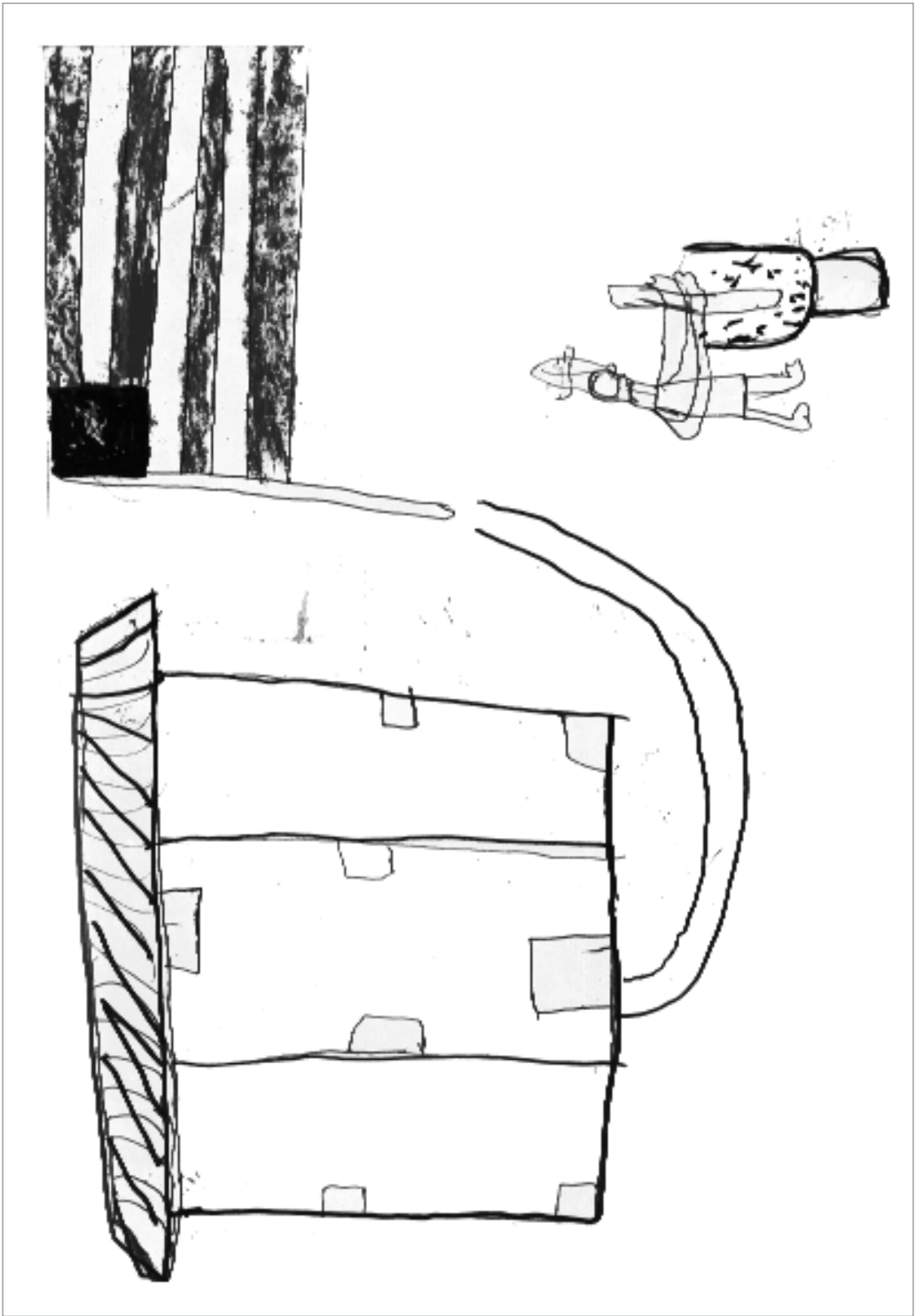
Coco Hen



Kezlee D. Tundu Grade 3 B. 6/12/2005







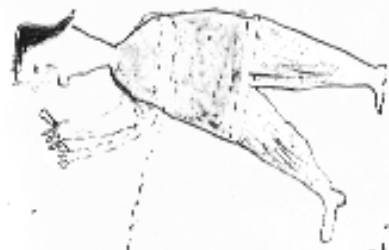
Salala I.D.P school

Stephen G. Zamaku

age 22 Grade 7H
5/3/05

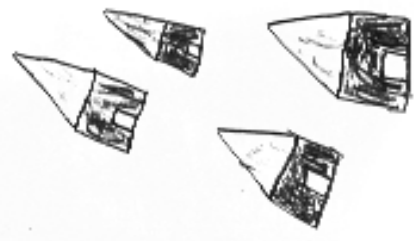


you going to die.

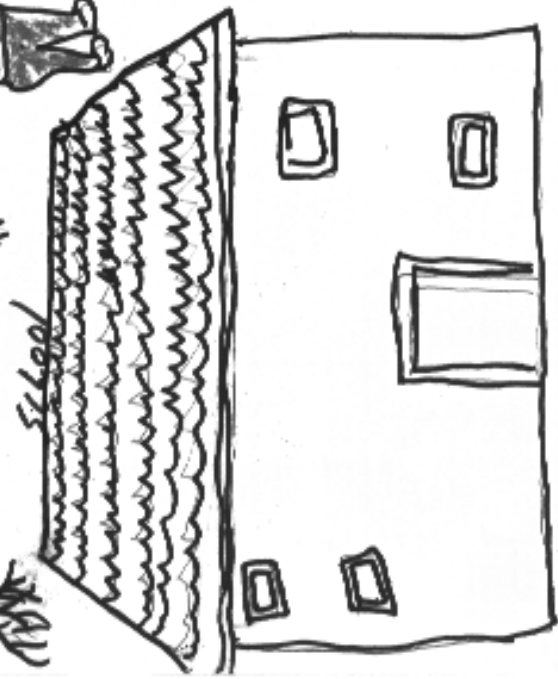
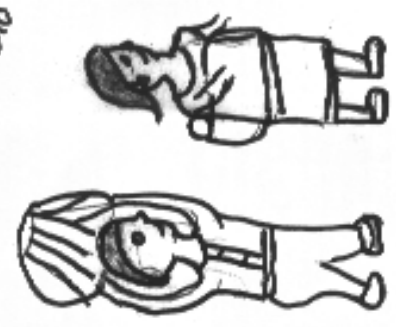


Let go to the next
town!

I beg
kill me



Two
Town
Krubo wolebah I am 16 years old



Présent

Korto Dolo (8ème année)

École de Salala deux • Salala comté de Lower Bong

Je suis élève des écoles mentionnées ci-dessus, mon expérience, c'est ce qui m'est arrivé dans la vie. J'ai souffert à cause de la guerre. J'ai commencé l'école en 1997 et à cause de la guerre, j'ai pris du retard. J'allais à l'école dans le Comté de Lofa.

Lorsque la guerre a commencé, nous avons fui d'un côté et de l'autre, nous ne savions pas où dormir, il n'y avait pas d'école, ainsi que mon père m'a amené à celle-ci. J'espère pouvoir étudier ici, cher collaborateur, aide-moi pour que je puisse m'aider.

Tu dis que nous sommes ton avenir. Liberia, vois-tu ce qui se passe? Rien n'arrêtera mon éducation sauf Dieu. Dieu vous bénira à tous pour nous aider. Nous perdons nos parents, nos amis meurent, nous mourrons à cause de la guerre. Ma vie c'est l'éducation. Maintenant, nous voulons retourner chez nous pour construire des écoles. Nous ne voulons plus de guerre dans notre pays.

Merci pour votre compréhension.

Tarnue Mayayeh (3B)

Voici ma maison. Je vais à l'école Salala 2 de déplacés internes. Je viens du Comté de Lofa, ville de Vonjama. Chez moi, ma mère nous préparait du riz avec du pain. Mon père cultivait généralement pour nous. Mon maître s'appelle Gbouam. Ma mère, mon père, mes frères, ma sœur et moi vivons dans le camp de déplacés. Nous allons à l'école du SJR, nous sommes tous déplacés à Salala. Le PMA nous aide dans le camp de déplacés internes de Salala.

Nous voulons retourner à la maison. Nous sommes fatigués d'être déplacés.

Le SJR nous aide avec des livres et des crayons.

Mon père travaille avec le PMA.

Mon frère travaille avec le SJR.

MSF nous aide avec des médicaments.

La Croix Rouge nous aide à trouver notre famille.

Ox fam nous aide à avoir de l'eau.

La Fédération Luthérienne Mondiale (L.W.F.) nous aide avec du savon.

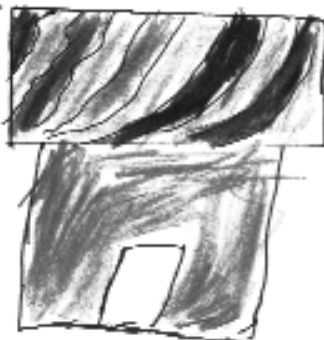
G O Y F L O Y - Y A M Q U O I - 28 Y E A R O L D



RIDEING. WHEELBARROW
IN THE I.O.P CAMP



she IS going to school



My dog is going with me



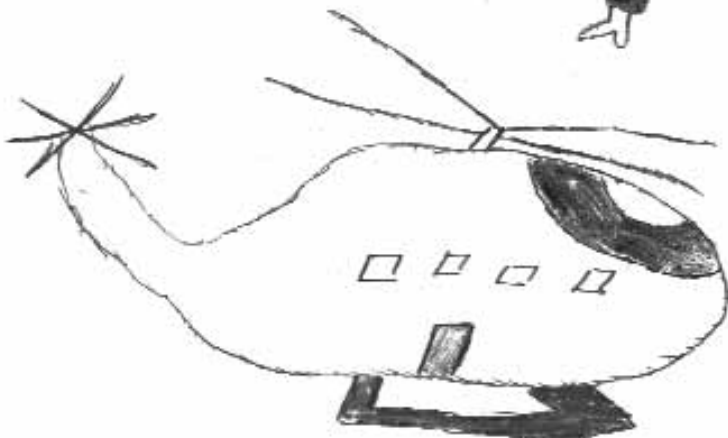
BOSCO MORLEY - 3B - 16 years old was born in 1940. This is the school building at the I.D.P. Camp



Peter. Flama Crole HB 19014 Year



Гумер
Ванан
Уенр 15



6th Grade Name David Duwlor April 27/05

Age is 22 years old



This is the houses Displace live
in no development, we can't receive
proper Food, no Materials things like
Cloth, Footwear e.t.c.

this is the another important
thing that I want to tell you people
We are fire living in this displace
life we want go home we are -
appliding to ~~UN~~ UN to please
~~Get~~ Carry us to our very Various
Villages.

NAME: John Koiwa

AGE-16

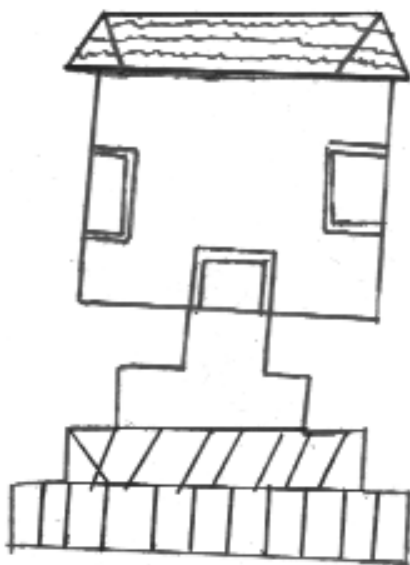


This is the place
where I take my
Food



Elomo Gelia Grade 4-B

I am 16 years old

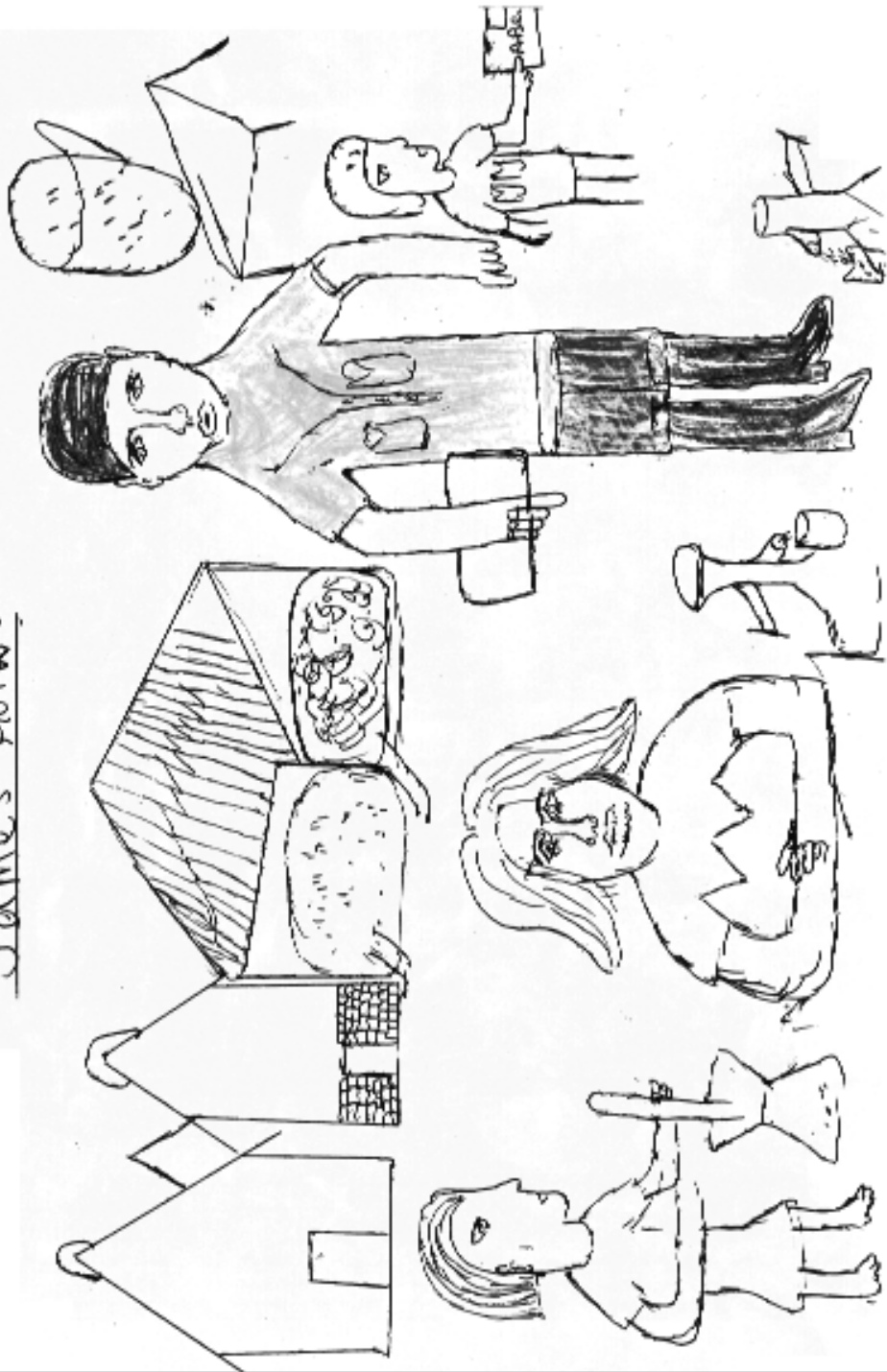


G a k a T a k a L



James Keiwe

Age 19



Michael S. Andrews 18 years of age. April 26 1915

The car kills people on the
car road during the war.



The woman and the son are beating burger
wheet to their house.



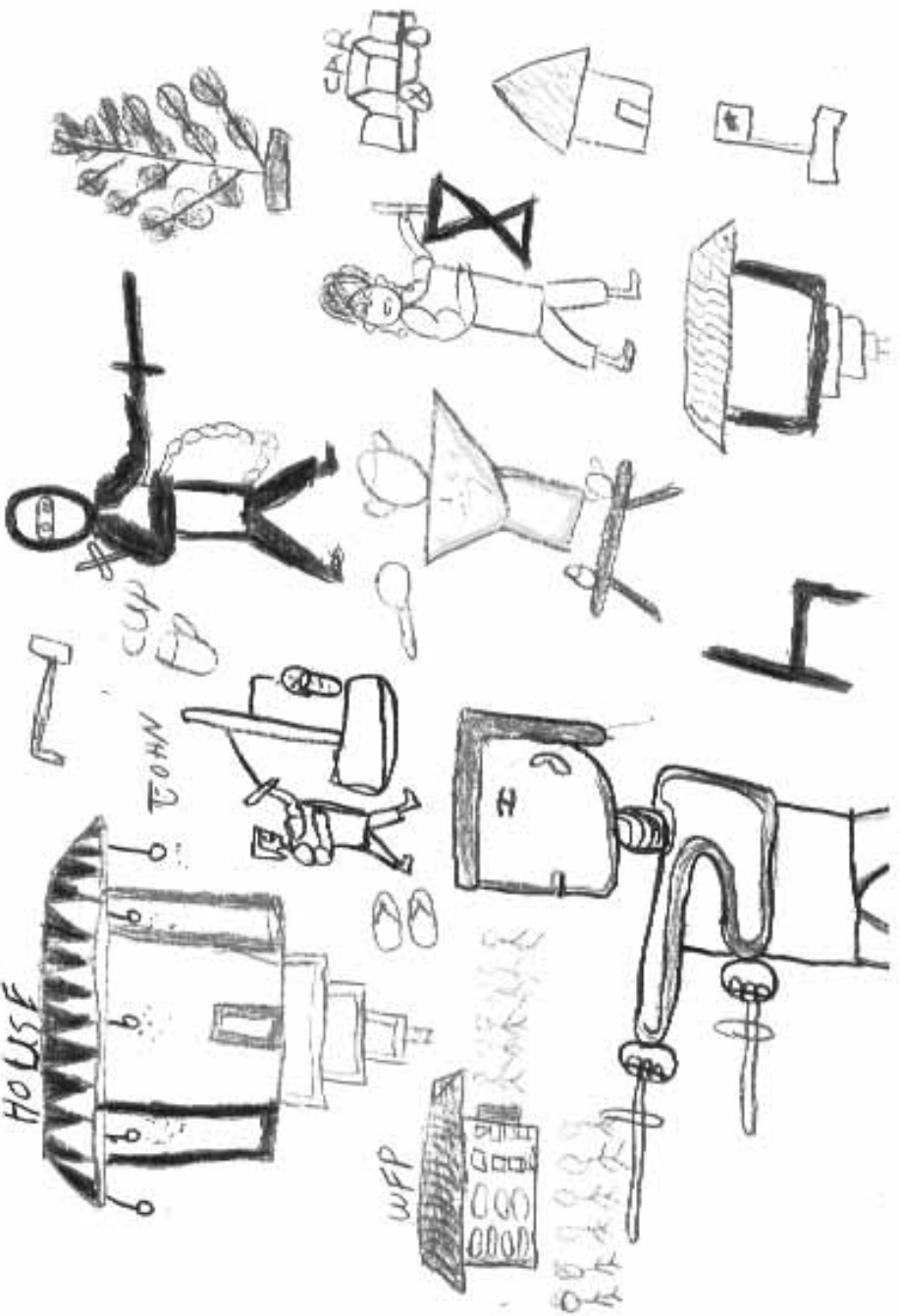
The girl
is going
for water



The boy carrying wood at home



WOLIE SAMOB
HOUSE



James V. Mulbah

I am 19 year of age

Hunger is in this house. No toilet in this place at ^{all}

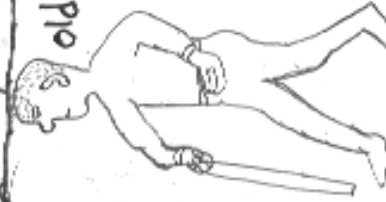


Welcome our Father

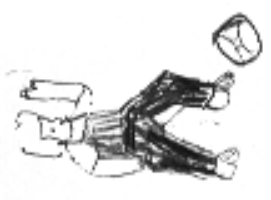
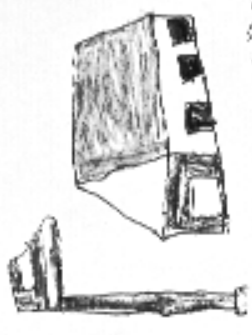
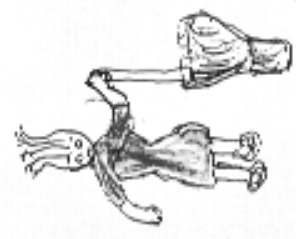
Baby Mother

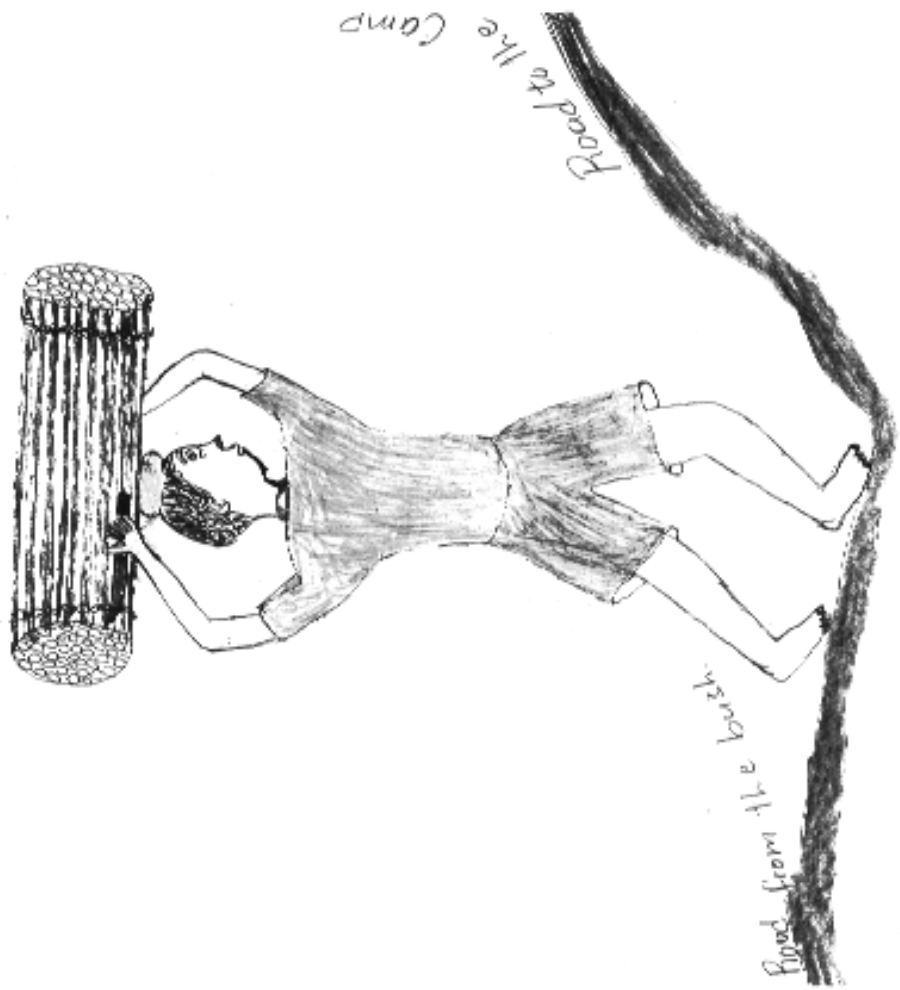


old man

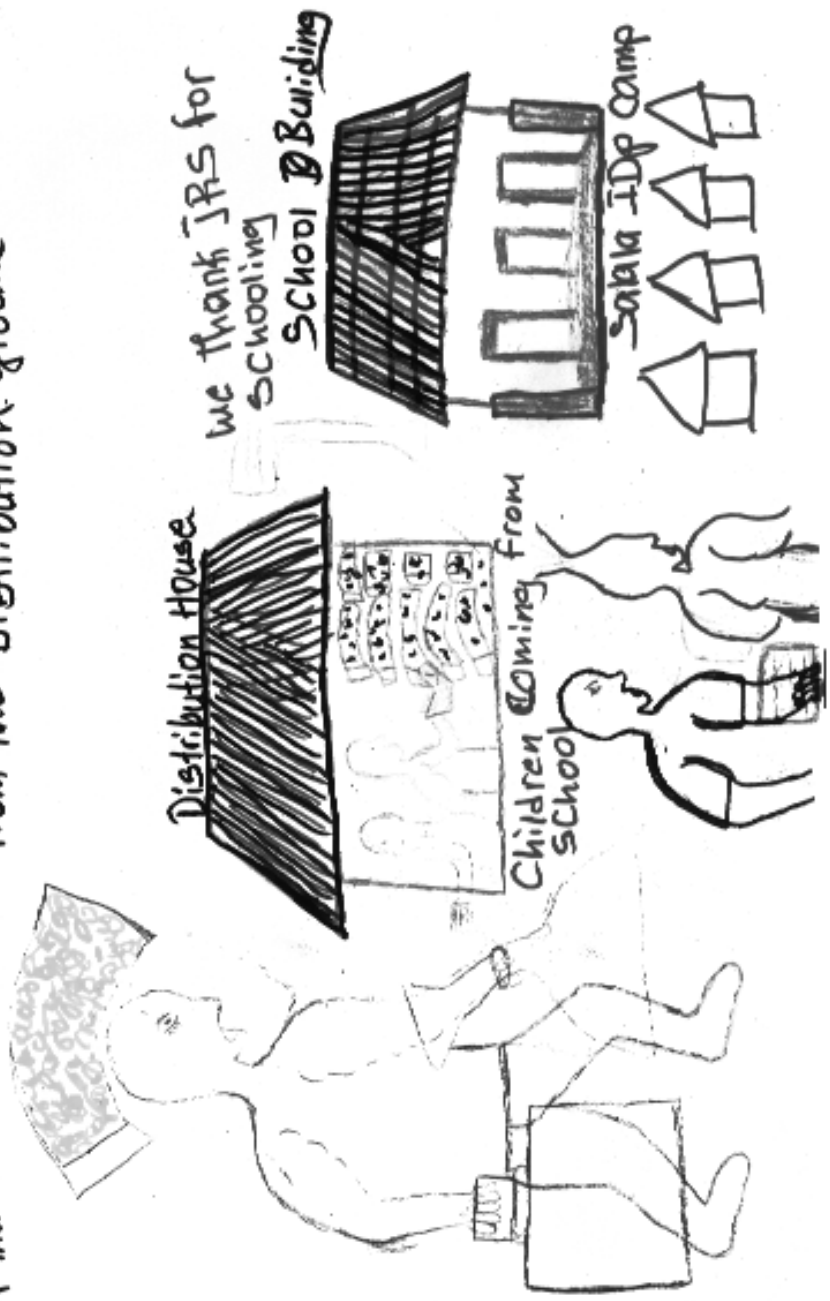


Singa Zaba Hast-10 Grade 2A. class

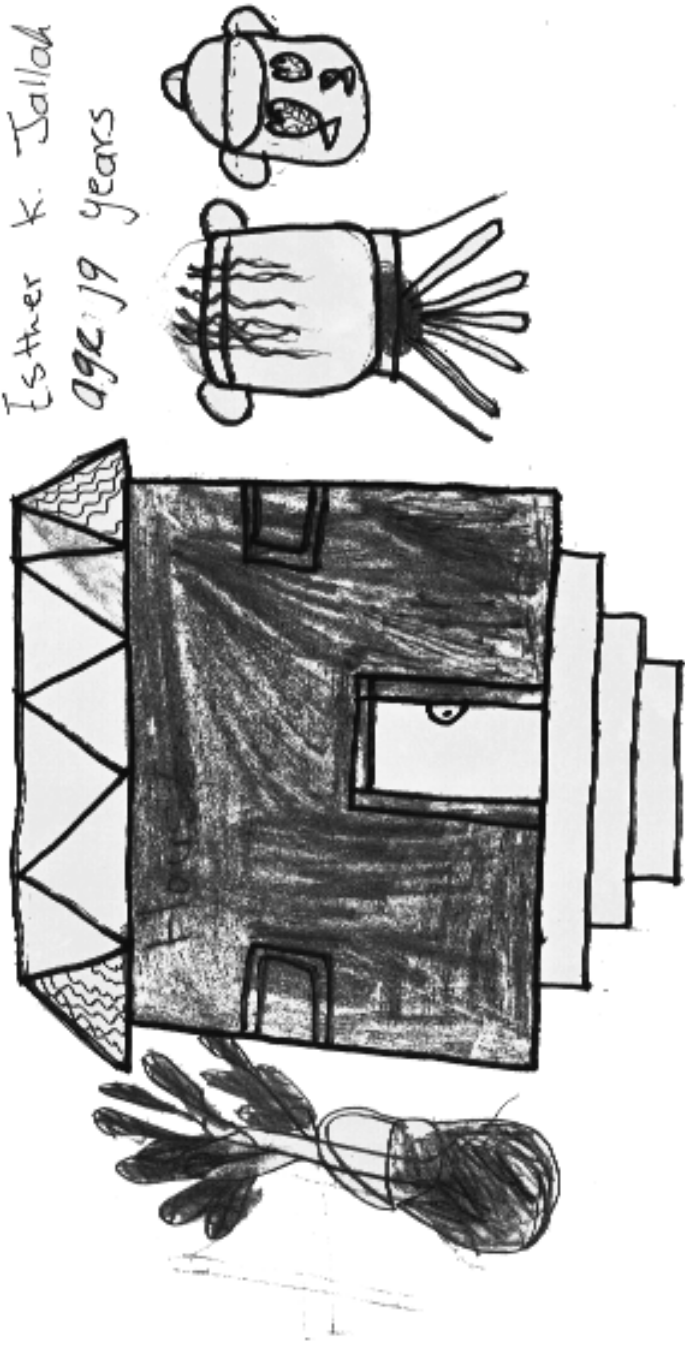




Emmanuel K. Baysah 18 year old 4/27/0005
A man with his material from the Distribution ground



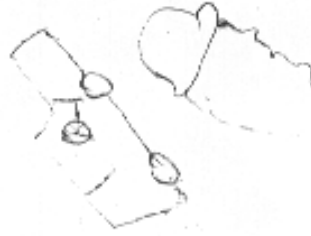
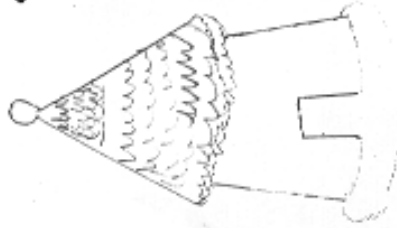
Esther K. Jallah
Age: 19 years



This is my House and also this is
the pot that I Cook in, in this Camp

Name: John M. JoeKallie AGE 22 years

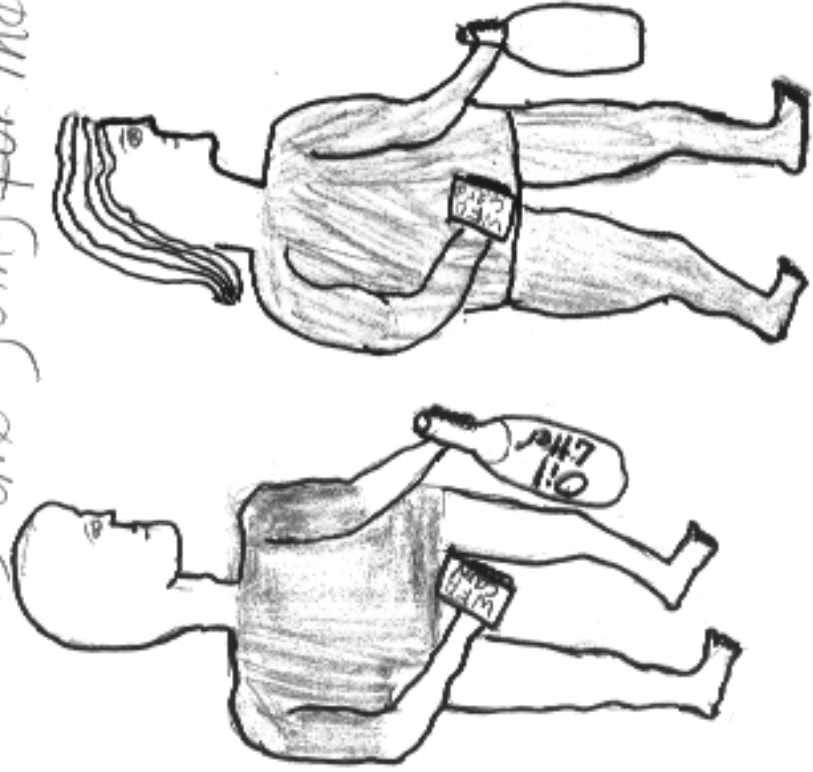
This is the fire that was
behind us.



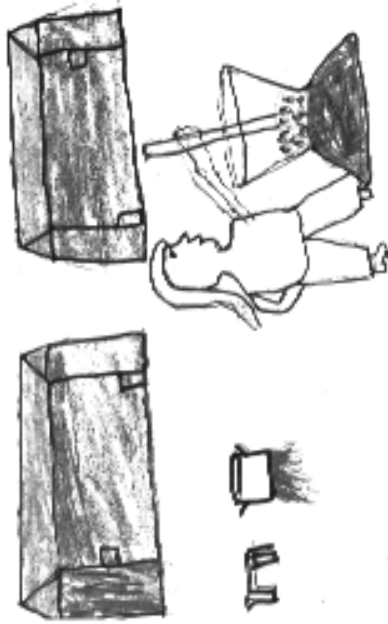
you are going to die

Paul G. Kollie Age 18

They are going for their foods



F. Edwin K. Connor - Ages 2.5



The men is
drawing water
from the pump

Salala I D P Camp
Block-M-Quarter-3.

Avenir

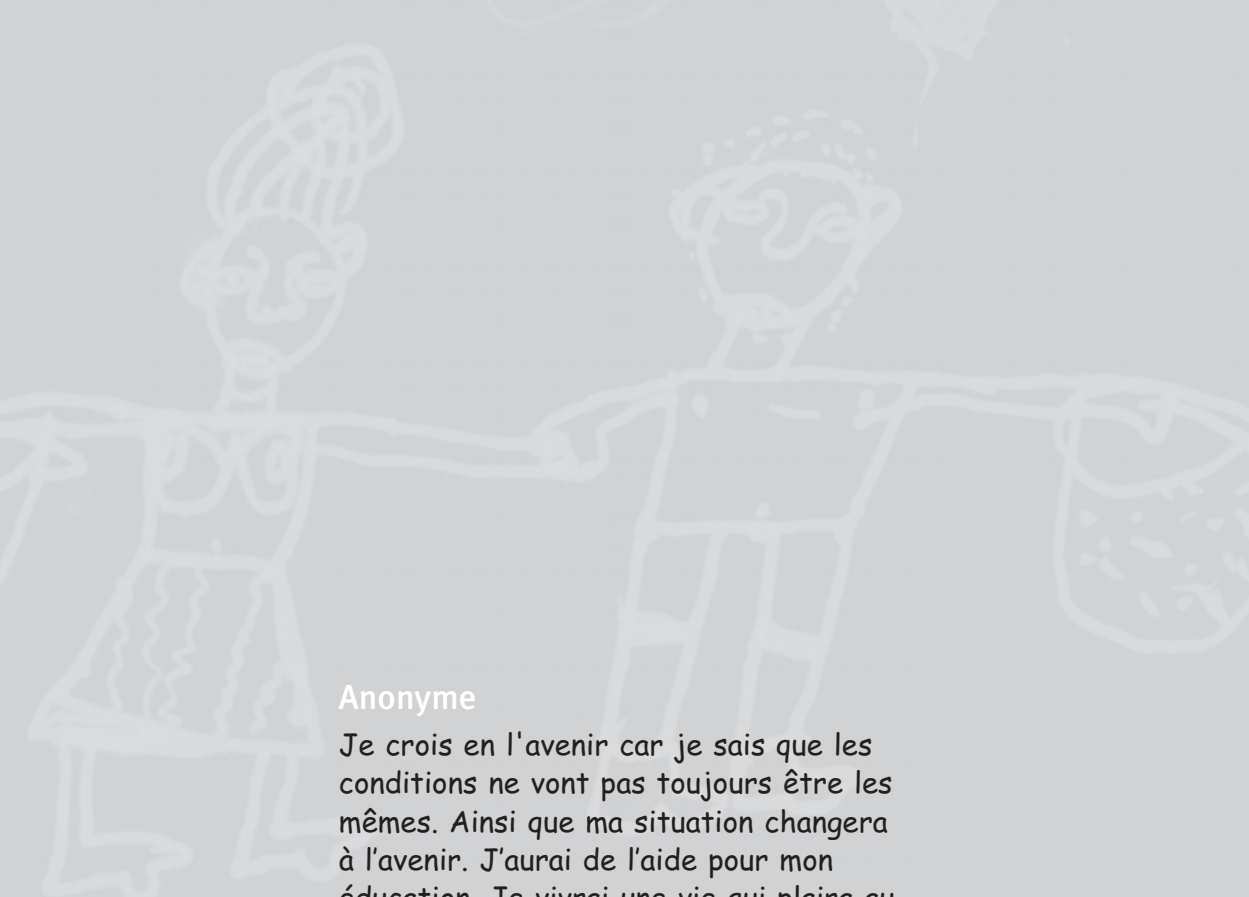
Harris Flomo (2ème année)

Ils nous emmèneront chez nous et nous irons à l'école, je cultiverai pour moi et pour ma famille. Mon père et ma mère m'enverront à l'école. Je serai agriculteur pour ma mère et mon père. Je tuerai les animaux que nous mangeons. Je travaillerai la terre pour les nôtres au nom de notre Seigneur Jésus-Christ, je cultiverai à nouveau du palmier pour ma mère. Je vivrai avec ma mère et mon père. Lorsque je serai grand, je serai médecin et j'aiderai ma famille.

Massayan Jallah (8ème année)

Lorsque j'étais dans le comté de Lofa, je mangeais généralement bien et j'allais à l'école, mais depuis que je suis parti de Lofa j'ai de sérieux problèmes pour gagner de l'argent dans le camp de déplacés internes. En ce qui concerne l'école, grâce à Dieu, le SJR nous aide dans l'école de déplacés internes.

J'aimerais être Président du Liberia pour développer mon pays et aider à l'avenir les Libériens. J'aimerais vivre à nouveau dans un bon endroit, là où il n'y a pas de guerre. Parce que la guerre n'est pas bonne, elle t'oblige à faire des mauvaises choses. Lorsqu'il y a une guerre dans le pays, il n'y a pas de paix, il n'y a pas d'entente, il n'y a pas d'éducation.



Anonyme

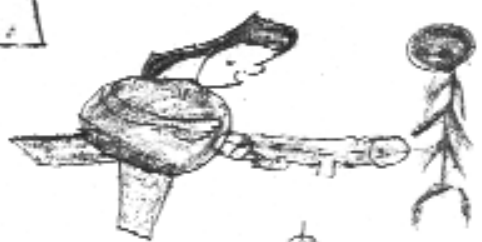
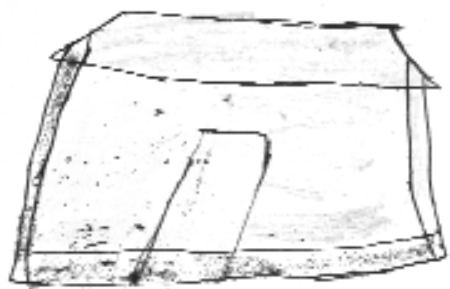
Je crois en l'avenir car je sais que les conditions ne vont pas toujours être les mêmes. Ainsi que ma situation changera à l'avenir. J'aurai de l'aide pour mon éducation. Je vivrai une vie qui plaira au Seigneur. Ainsi que je ne me fais pas de soucis parce que je ne sais pas ce que demain nous réserve. Tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir.

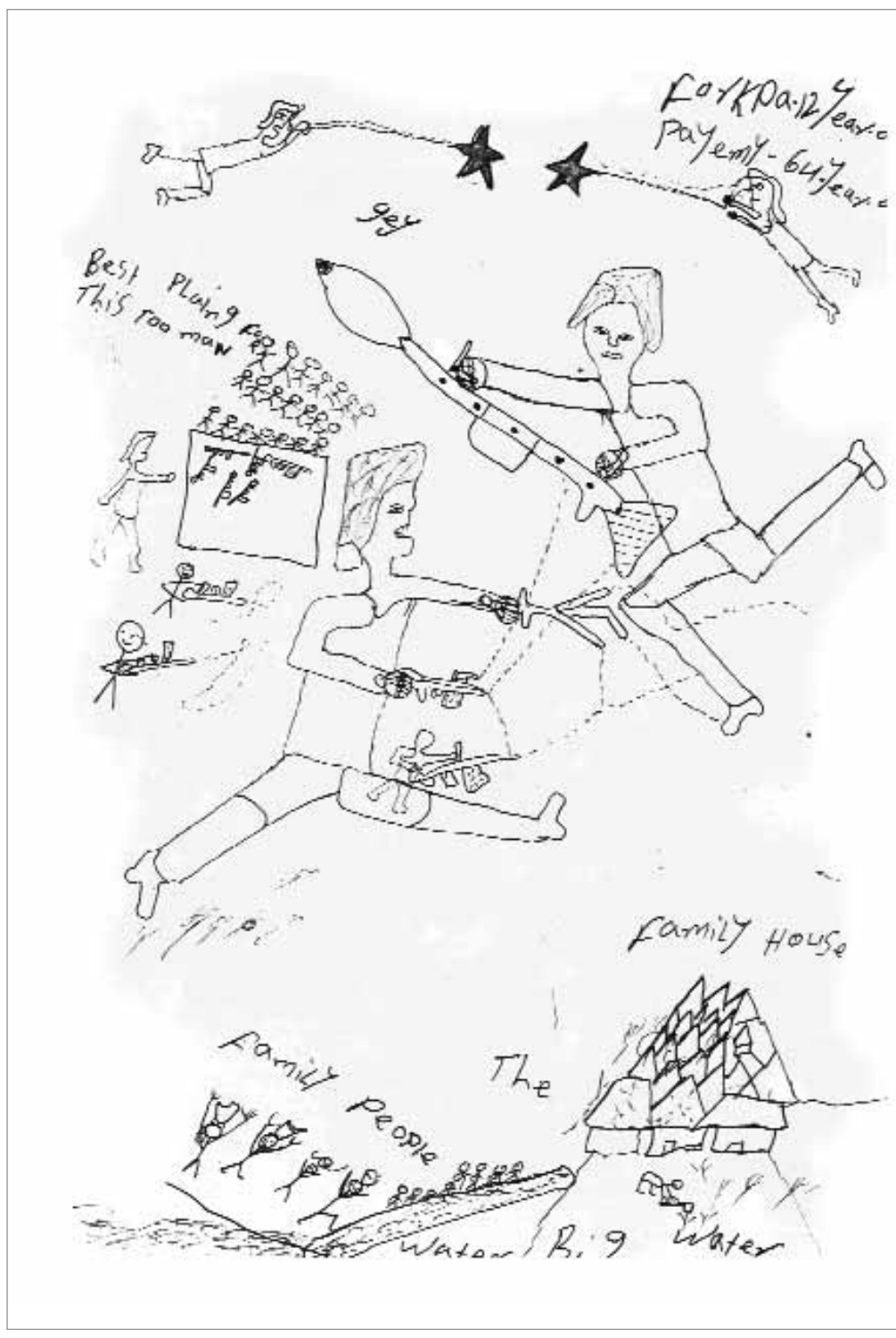
5/11/05 | Jordan Valley FW 14

in Sam's car? cubs



Worksheet - Godfrey - Grade 1A





For 12 years
Payment - 64 years

gay

Best playing for
this too man

Family House

Family people

The

Water River Water

MARY PEWEE Year 15 Year



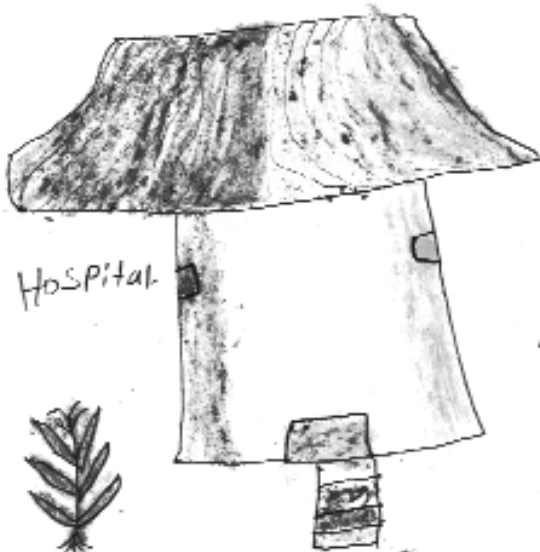


My life will be fine when I graduate from school
Because I will be working.



My life will be fine when
go to school. Because I will be
going to school.

Agnes K. Wordepelee
Age 16 year



I am a nurse.



I am going to school.

I pray to God for Good President in this Country
Liberia, and for me to continue my education and
also to be a nurse



Subject Drawing Skill

MAY 17/05

Barkelleh Y. Sumo

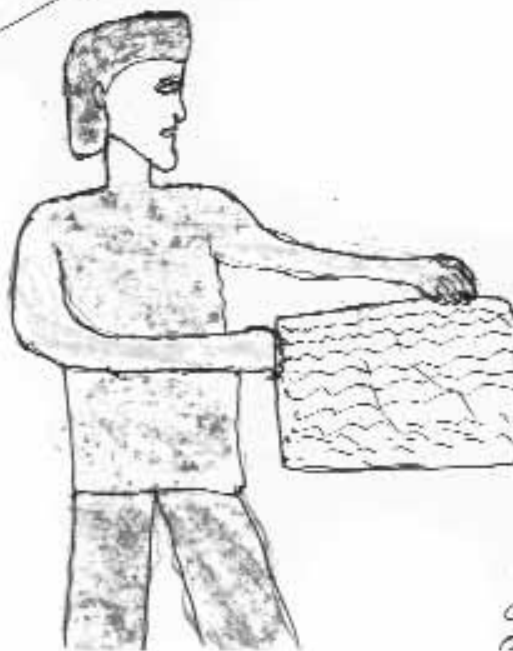
Topic: How Your Life will be tomorrow.



School
Building

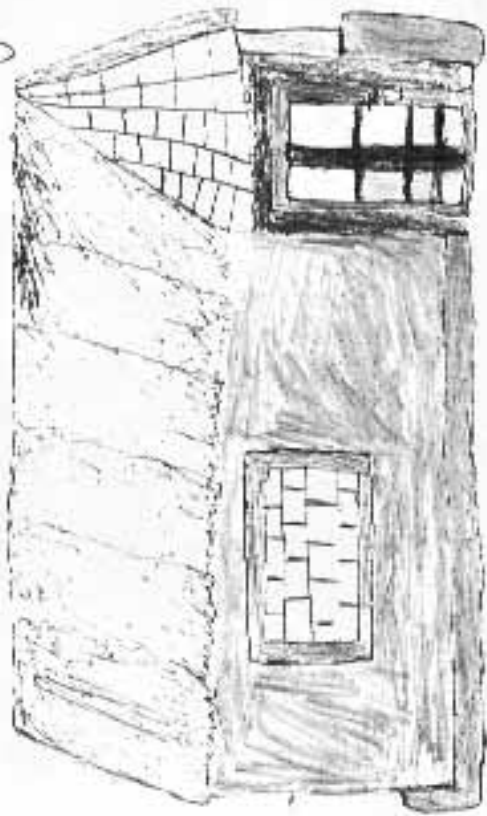


Elementary and
Junior and Sen.
high school



He is reading
about the good
news: And the
good news say
that peace, peace
come in Liberia.
let us have good
development in
our nation.

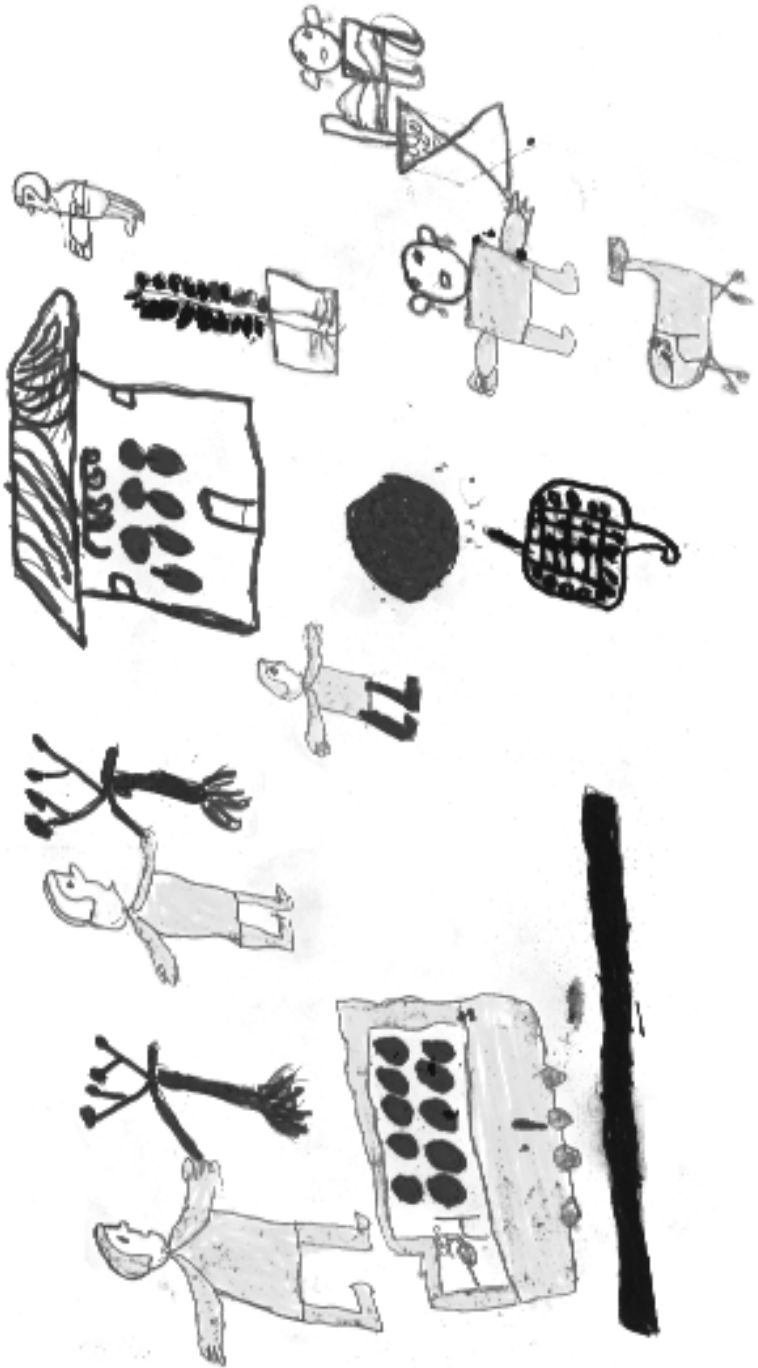
Tarnue.F. Barbu
Grade 5th



This will be my
life after the
Camp

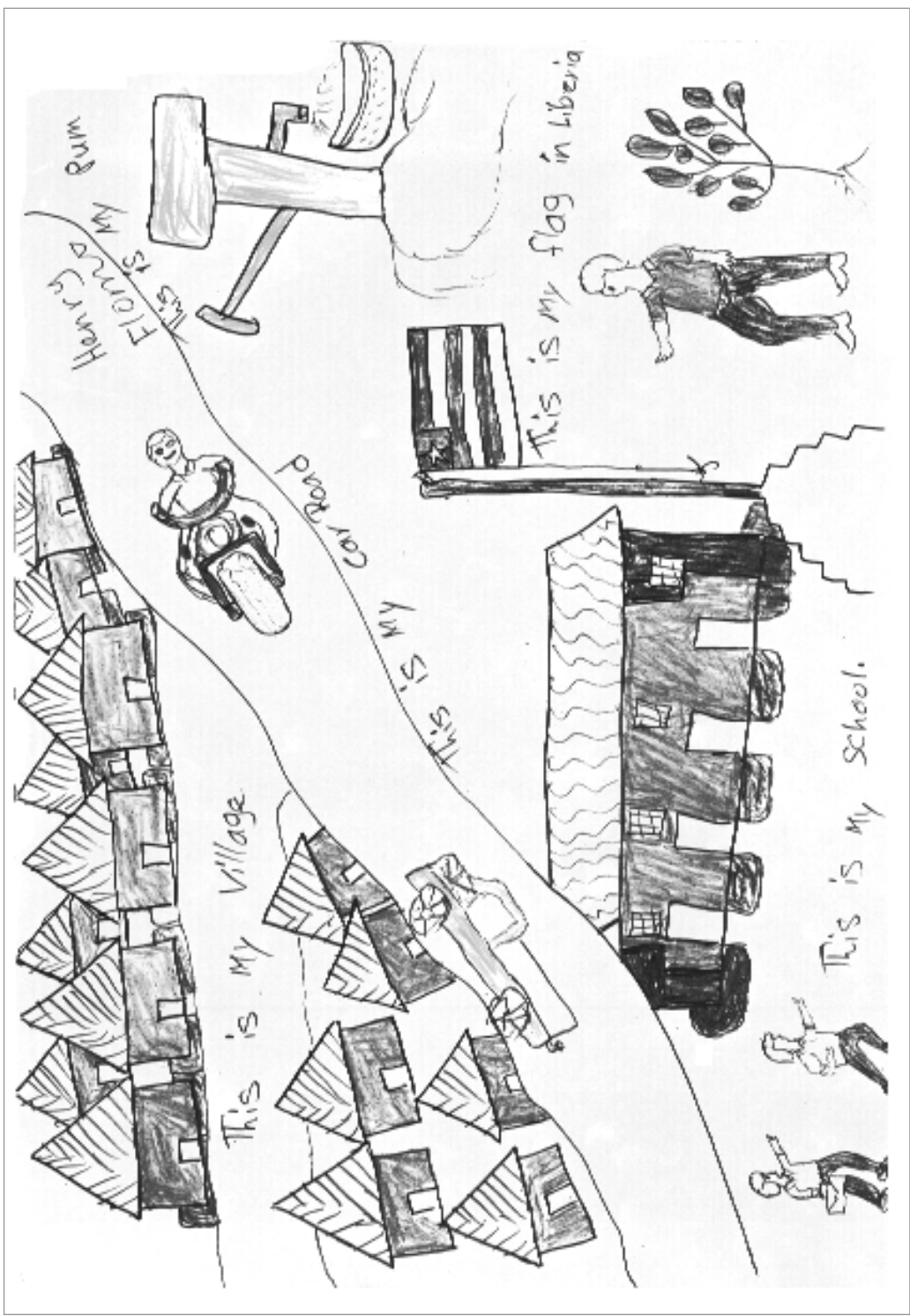
PA-PAYE FLOMO II
K 5-2

11



MARIE TAYLOR GOUGH
1830
15 Year Old





HARRY
FLORIS
RUM



Car Road



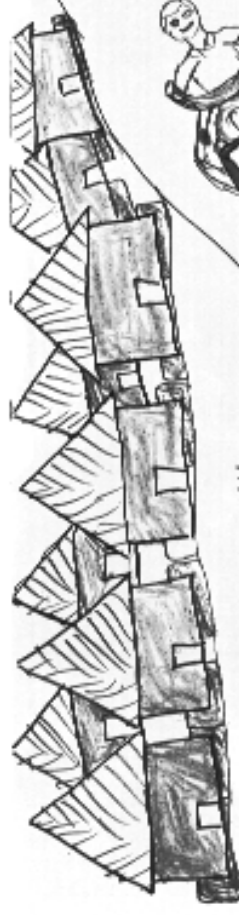
THIS IS MY



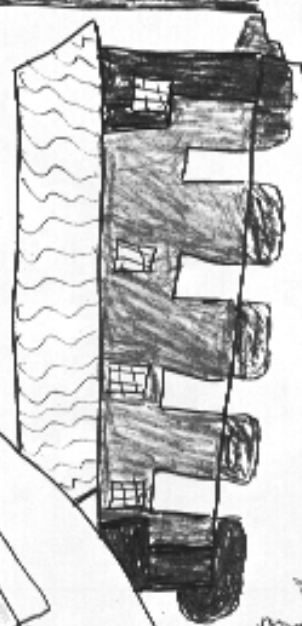
This is my flag in Liberia



This is my Village



This is my School.

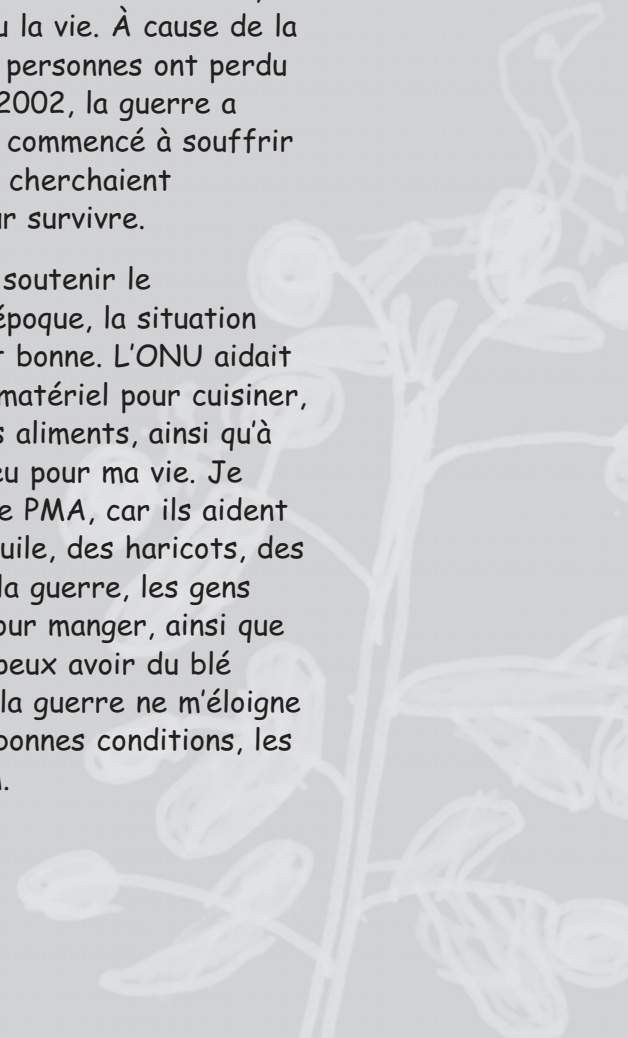




James Gayflor

En 1990, la guerre a commencé au Liberia. Les gens ont commencé à se tuer avec des pistolets, et ils mourraient également de faim. Durant ce temps, les gens souffraient, lorsque la guerre a éclaté et que les gens ont commencé à se battre. Pendant 1995, beaucoup de libériens ont perdu la vie. À cause de la guerre du Liberia, beaucoup de personnes ont perdu leurs biens et leur vie. Durant 2002, la guerre a éclaté à Monrovia, les gens ont commencé à souffrir du manque de nourriture. Et ils cherchaient également des objets juste pour survivre.

En 2004 le PMA a commencé à soutenir le déplacement de Lofa. A cette époque, la situation dans le camp était relativement bonne. L'ONU aidait les déplacés avec du savon, du matériel pour cuisiner, du matériel pour dormir, et des aliments, ainsi qu'à cette époque, je remerciais Dieu pour ma vie. Je souhaite également remercier le PMA, car ils aident les déplacés avec du blé, de l'huile, des haricots, des noix de coco et du sel. Durant la guerre, les gens pouvaient avoir du blé burgol pour manger, ainsi que je remercie Dieu parce que je peux avoir du blé burgol pour manger. Avant que la guerre ne m'éloigne de chez moi, je vivais dans de bonnes conditions, les gens ne mourraient pas de faim.

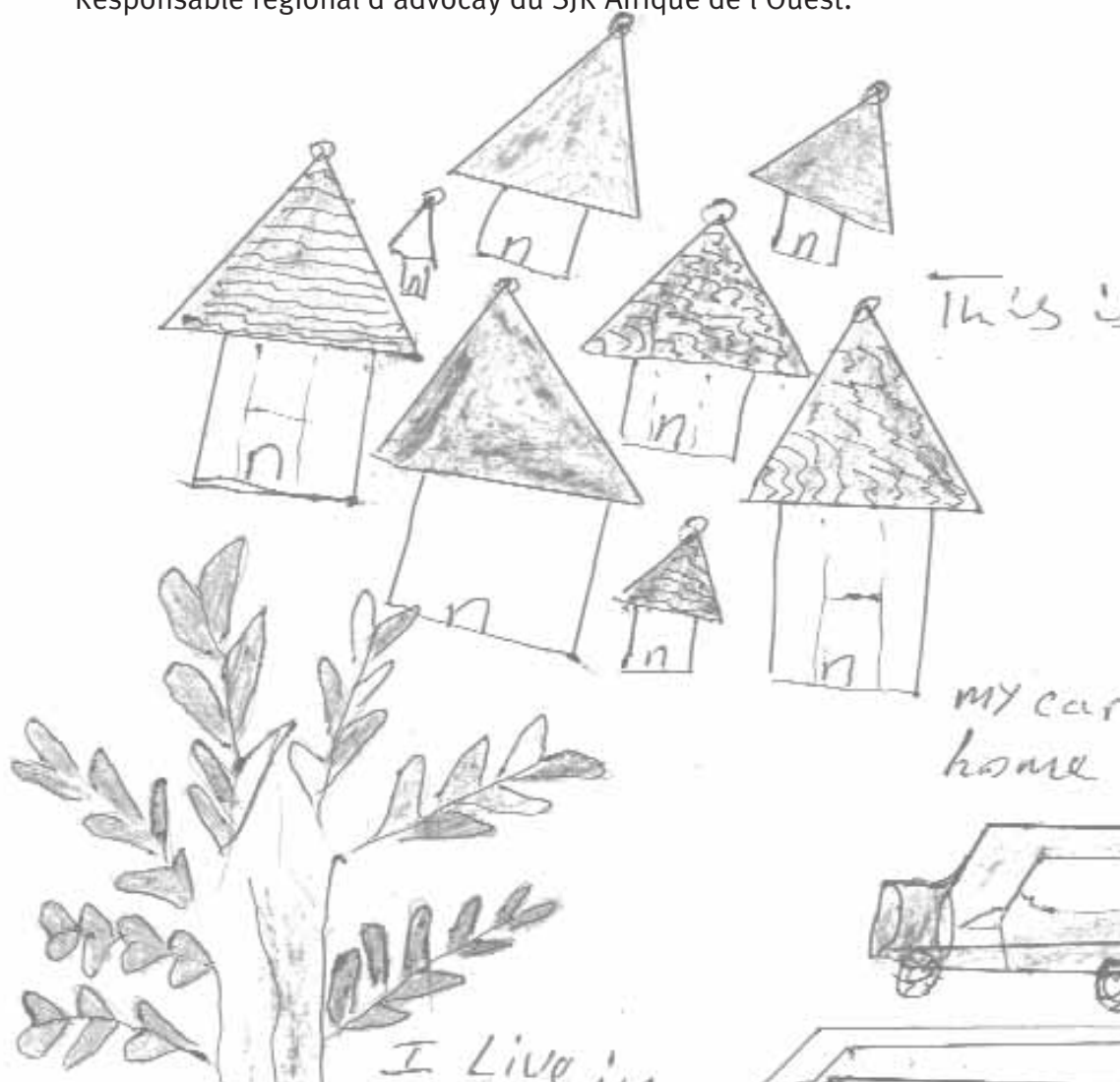


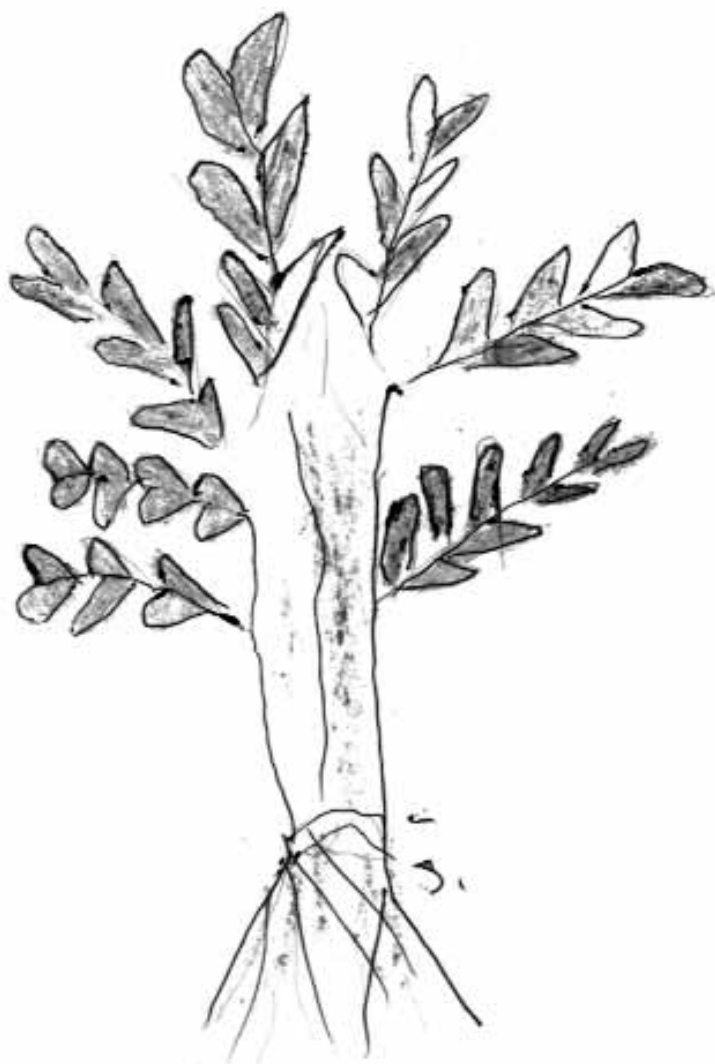
Chapitre 4

Un endroit où vivre

Gonzalo Sánchez-Terán.

Responsable regional d'advocay du SJR Afrique de l'Ouest.





Les enfants qui en 2005 ont peuplé les camps de déplacés de Salala ne connaissaient rien d'autre que la guerre: à partir de 1989 le Liberia était resté enlisé dans une guerre brutale qui a coûté la vie d'un quart de million de personnes. La majeure partie des pères et des mères de ces enfants, n'avaient connu que l'instabilité politique et la violence, depuis qu'en 1980 un sergent semi-analphabète, Samuel Doe, avait pris le pouvoir. Le pays a vécu dévasté par les massacres ethniques et la répression sans miséricorde de toute forme d'opposition. De fait, en 2005 aucun libérien, même âgé, n'avait connu au cours de son existence quelque chose de semblable à une démocratie: depuis la fondation du Liberia en 1847, le pouvoir et la richesse avaient été accaparés par une minorité bien armée et soutenue par les États-Unis qui ont condamné l'immense majorité des habitants du Liberia à la pauvreté et à l'exclusion.

La cérémonie d'investiture d'Ellen Johnson-Sirleaf en tant que présidente du Liberia, le 16 janvier 2006, a marqué le début d'une nouvelle ère pour ce petit pays d'Afrique Occidentale: pour la première fois, les libériens et les libériennes avaient voté en liberté, et sans la menace de la guerre pour mettre fin à un siècle et demi de mort et d'injustice. Le travail qu'il restait à faire pour Johnson-Sirleaf était un travail de titan: ramasser les miettes d'une nation détruite et faire finalement du Liberia un endroit où vivre. On ne peut pas commencer de plus bas: selon le Fonds Monétaire International, même si le pays jouissait d'un taux de croissance annuel de 10% durant les vingt-cinq prochaines années, le Liberia parviendrait seulement à la même situation dans laquelle il se trouvait en 1980. Les infrastructures détruites, le système éducatif anéanti et avec un parlement truffé d'anciens "seigneurs de la guerre" et "chefs rebelles", la nouvelle

présidente insiste sur le fait que sans le soutien décidé et constant de la communauté internationale, le Liberia peut glisser à nouveau dans le précipice de la guerre et entraîner dans sa chute d'autres pays de la région.

Le Liberia gît au cœur d'une des régions les plus pauvres et violentes de la planète. On ne peut pas comprendre sa guerre civile sans comprendre les crises politiques et sociales qui ont secoué l'Afrique Occidentale depuis des décennies. En octobre 2006, l'Unicef affirmait que l'Afrique de l'Ouest est encore le pire endroit du monde pour être une petite fille ou un petit garçon. Les guerres de Sierra Leone et de la Côte d'Ivoire, les dictatures de la Guinée et du Togo, les sécheresses dans le Sahel et les luttes pour le pouvoir au Nigeria ont nourries et aggravées les causes enracinées de l'instabilité libérienne. Entourée de pays en crises et plein d'armes et avec de forts taux de chômage, il est indispensable que la communauté internationale s'efforce de résoudre aussi bien les problèmes quotidiens des personnes, principalement des enfants, qui ont passé des années dans des camps de déplacés et de réfugiés, que de faire face aux problèmes structurels qui empêchent des douzaines de pays de sortir du sous-développement et de la violence. Pour que l'histoire ne répète plus.

Car elle s'est répétée: dans les programmes de rapatriement de 1991 et de 1997 menés par les Nations Unies, jusqu'à 400.000 personnes réfugiées sont rentrées chez elles, pour devoir fuir à nouveau de leurs maisons et de leurs rizières parce que la guerre avait recommencé. Le processus de désarmement les dernières années n'est pas non plus le premier que connaît le Liberia: entre 1996 et 1997 seulement dans le comté de Lofa, au nord-est du pays, l'Ulimo K, le groupe rebelle le plus puissant de la zone, a rendu plus de 700.000 pièces de munition. Sept ans plus tard, durant le nouveau processus de désarmement, 800.000 pièces ont été récupérées. Les processus de réintégration manqués, l'absence d'alternatives professionnelles et l'insécurité généralisée dans la région sont des bidons d'huile versés sur une terre qui est depuis des années en flammes.

Trois problèmes devraient centrer l'attention des pays donateurs pour éviter que le cycle de violence commence à nouveau: la situation des enfants soldats, le chômage et le manque de formation parmi les jeunes, la pauvreté chronique de la région qui pousse trop d'africains et d'africaines à la violence ou à l'immigration.



Enfants soldats

Une fois la guerre terminée, des enfants qui avaient combattu dans des groupes armés répartis sur tout le territoire libérien sont arrivés dans les camps de déplacés de Salala et de Monserrado et dans les camps de réfugiés du sud de la Guinée. Beaucoup ont participé aux programmes de Démobilisation, Désarmement et Réintégration (DDR), d'autres simplement avaient jetés leurs fusils et arrivaient en marchant épuisés, venant d'on ne sait où. On calcule que lorsque les accords de paix ont été signés, il y avait au Liberia jusqu'à 21.000 enfants soldats, conformément à la définition d'enfant soldat exprimée dans les Principes du Cap qui inclut les combattants, les porteurs, les cuisiniers, les esclaves sexuels, etc. Parmi ces 21.000 petits garçons et petites filles, seulement 12.000 ont eu accès aux programmes DDR. Cela veut dire que des milliers d'enfants sont restés sans soutien, souffrant du traumatisme de leur passé, et parfois du rejet social de leurs familles et voisinage. Il est indispensable de concevoir des projets qui atteignent tous les mineurs qui ont participé d'une façon ou d'une autre au cours de la guerre.

Au Liberia, au cours des programmes DDR, il a été décidé de payer les enfants soldats, comme les adultes, 300 dollars pour chaque arme remise. L'argent, mis entre les mains d'enfants sans aucune autre expérience que celle de la guerre n'a pas contribué à leur réintégration, mais a approfondi le sentiment de méfiance entre les communautés locales: les paysan(e)s considéraient, non sans raison, que cet argent était sali par le sang. A cela, s'ajoute le fait que la majorité des programmes pour enfants soldats exclut les enfants qui vivent dans les communautés de retour, provoquant un ressentiment qui complique encore plus la réinsertion. Pour éviter ces distinctions, les programmes pour enfants soldats doivent inclure les mineurs qui vivent dans des zones touchées par la guerre pour qu'ils puissent construire un avenir commun.

Depuis la fin de la guerre, la délinquance n'a cessé de croître à Monrovia. De nombreux mineurs qui ont participé à la guerre, incapables de s'adapter à la vie dans leurs petits villages d'origine, se sont rendus à la capitale ou dans les grandes plantations et ont initié là-bas un nouveau processus de marginalisation, tantôt comme des enfants de la rue qui commettent des délits pour survivre, tantôt comme des travailleurs et travailleuses mal

payés. Dans ces circonstances les mineurs se convertissent en proies faciles pour ceux qui continuent à recruter des soldats destinés à la guerre en Côte d'Ivoire ou pour une éventuelle explosion de la fragile Guinée. Il est nécessaire de récupérer ces enfants et de les insérer dans le système éducatif à travers des programmes d'accompagnement spécifiques.

Ce qui préoccupe le plus les organisations humanitaires et les autorités locales, c'est qu'il se passe la même chose au Liberia qu'en Sierra Leone. Après une première période d'enthousiasme de la communauté internationale pour la reconstruction du pays juste après la fin du conflit, les donateurs ont commencé à se retirer vers de nouvelles crises, laissant Sierra Leone dans une situation de pauvreté et d'agitation sociale semblable à celle qui a précédé la guerre. De la même façon, la "fatigue des donateurs" a été très prononcée en Guinée, où la présence des personnes réfugiées libériennes a presque disparu provoquant la fermeture des écoles secondaires. La première conséquence de la réduction des fonds est que les processus de réintégration d'enfants soldats restent à mi-chemin; la seconde est qu'il est impossible de mettre en œuvre les activités durables de prévention. La prévention dans une situation de post-conflit comme celle du Liberia exige l'implication décidée et soutenue des pays donateurs pour soutenir les activités du gouvernement et les ONG locales et internationales.

En même temps que le travail pour la normalisation des vies de ceux qui, en âge d'être scolarisés, se sont vus obligés de faire partie d'une structure militaire, et qu'un effort de sensibilisation et d'éducation se fait pour que tous les enfants ne tombent pas dans ces filets, il est essentiel que les personnes adultes responsables du recrutement de ces enfants soient conduites devant la justice. L'impunité de tous les meneurs militaires à la fin de la première phase de la guerre (1989-1997), a encouragé de nouveaux leaders à prendre les armes et faire une levée de mineurs pour grossir leurs rangs. La poursuite de Charles Taylor à La Haye, plus qu'une démonstration de la fin de l'impunité, suppose son constat, étant donné que la majeure partie des responsables de la guerre continue en liberté, et certains ont même obtenu un poste au Parlement national. De même, les présidents des pays voisins ont également été responsables du recrutement de mineurs par les groupes rebelles qui intervenaient depuis leur territoire. La mise en accusation des responsables de ces groupes et de leurs protecteurs est nécessaire pour mettre un terme à l'impunité qui a prévalu en Afrique de l'Ouest.



Chômage

A la fin du processus de retour dans les petits villages et les villes d'origine, les jeunes de Salala n'étaient pas confrontés à une réalité très encourageante. On estime que le chômage au Liberia atteint 80% de la population. La tranche d'âge la plus touchée par le chômage est celle des jeunes: le Liberia est l'un des pays du monde où le taux d'illettrisme est plus important parmi les jeunes que parmi les personnes adultes. Trois lustres de guerre ont donné des générations qui n'ont même pas été à l'école primaire. Pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, la proportion de jeunes au chômage est trois fois plus importante que celle des personnes adultes. Ne pas avoir d'emploi signifie pour des millions de jeunes en Afrique Occidentale, ne pas avoir de présent ni de futur. Le problème ne va pas disparaître et ne s'améliore pas. En accord avec les Nations Unies, en 2020, il y aura 430 millions de personnes vivant en Afrique Occidentale; cela suppose une augmentation de 100 millions en moins de quinze ans.

Les conséquences du chômage sont dramatiques: pour beaucoup de jeunes, la violence que ce soit comme délinquants, que ce soit en s'unissant à un groupe rebelle, se convertit en seul moyen pour gagner leur vie; pour beaucoup d'autres, l'émigration de plus en plus risquée vers le nord-est la seule porte ouverte vers l'avenir. Même avant les processus de retour et de rapatriement, malgré tout l'espoir que la fin de la guerre devrait avoir généré, les jeunes dans les camps de déplacés et de réfugiés rêvaient d'entrer dans les programmes de remplacement qui les conduiraient aux États-Unis, au Canada ou en Australie. Certains parlaient déjà de la possibilité d'atteindre l'Europe en traversant le désert.

La destruction du système éducatif libérien a entraîné les quelques centres de formation professionnelle qu'il y avait dans le pays. Au Liberia, comme dans le reste de la région, l'absence de personnel avec des capacités techniques a conduit beaucoup d'organisations humanitaires à amener des personnes expatriées pour occuper des postes qui, s'il y avait des gens avec leurs capacités, auraient pu être occupés localement. Tout l'effort financier que la communauté internationale fait pour reconstruire le pays requerra dans un futur proche des professionnels capables de se charger de sa maintenance. La création de centres de formation professionnelle de qualité fondés sur des études de marché est impérative pour refaire le tissu économique du Liberia.

Pendant les années cinquante, soixante et soixante-dix, le Liberia, ou tout du moins une partie de sa population, s'est enrichie grâce à l'industrie minière. Les activités agricoles sont passées à un second plan et ont été identifiées avec la couche sociale la plus basse. La période de prospérité fut suivie de l'instabilité politique et ensuite de la guerre. Durant quatorze ans, le Liberia rural fut occupé par toute sorte de groupes rebelles qui détruisaient les petits villages et pillaient les champs. Ainsi, le Liberia, une terre fertile, est devenu importateur de riz, l'aliment de base. Il est essentiel de réaliser des programmes de formation agricole dans les petits villages pour que le Liberia soit auto-suffisant en aliments et que les jeunes dans les petits villages puissent gagner leur vie.

L'évaluation de beaucoup de processus de démobilisation, désarmement et réintégration qui ont eu lieu dans le monde montre presque toujours que la réintégration se dilue et est n'est pas conclue par manque de fonds et de constance. Jusqu'à ce qu'un combattant ne trouve pas un travail, le cycle de réinsertion n'est pas clos. La création de nouvelles infrastructures dans un pays anéanti tel que le Liberia devrait être lié à l'encouragement pour l'emploi local à travers des plans de promotion professionnelle. De même, les organisations humanitaires devraient développer des programmes de micro crédits pour stimuler les entrepreneurs et entrepreneuses.



Sécurité régionale

Depuis les indépendances, l'Afrique Occidentale a vécu cinq guerres civiles, trente-neuf coups d'État réussis, trois rebellions séparatistes et une infinité de tentatives de coup d'État. Ces dix dernières années, presque tous les états de la région ont été récepteurs ou émetteurs de personnes réfugiées, ou bien les deux à la fois, tels que le Liberia, la Côte d'Ivoire et Sierra Leone. Le résultat a été terrible: parmi les treize pays qui font partie de la Communauté Economique des États de l'Afrique Occidentale (sigle ECOWAS, en anglais), onze figuraient parmi les vingt-deux pays les plus pauvres de la planète, conformément à

l'Indice de Développement Humain des Nations Unies. Le Ghana est le seul qui parvient à un développement moyen; le Liberia n'apparaît même pas dans l'indice par manque de données. Plus encore, les cinq pays les moins développés dans le monde appartiennent à la région: Guinée-Bissau, Burkina Faso, Mali, Sierra Leone et Niger. Les conséquences sont bien connues: des personnes qui traversent les frontières en mettant leur vie en danger à la recherche d'un avenir meilleur et des conflits qui traversent les frontières comme des incendies dévastateurs.

Le conflit en Côte d'Ivoire est toujours la menace la plus grave pour la paix au Liberia. Plusieurs groupes des droits de l'homme ont dénoncé qu'aussi bien les forces rebelles que l'armée, ont recruté des combattants au Liberia. Les rumeurs que lorsque le désarmement se produira en Côte d'Ivoire, 900 dollars seront donnés pour chaque arme remise, ont supposé un aimant puissant pour des centaines de jeunes libériens. L'approbation de la Résolution 1721 des Nations Unies en novembre 2006 a été interprétée par les acteurs de la crise comme une prorogation jusqu'en octobre 2007: personne ne voit d'issue à ce conflit et la communauté internationale donne l'impression de faire le plus possible la sourde oreille. Avec une guerre enkystée dans le pays voisin, le Liberia continue à être un territoire naturel de recrutement et de contrebande pour financer les adverses. La communauté internationale doit s'impliquer définitivement dans la résolution du conflit ivoirien si elle ne veut pas voir de nouveaux épisodes de violence au en Liberia.

Tout comme le Liberia se trouve dans une situation de post-conflit, la Guinée se trouve dans une situation de pré-conflit. Avec l'économie en chute libre depuis presque cinq ans et souffrant la seconde inflation la plus haute du continent, le risque d'une confrontation imminente est élevé. La chute de la Guinée entraînerait inévitablement le Liberia et Sierra Leone. Ce n'est pas le seul gros nuage sur l'horizon: après la fin de la guerre civile du Liberia les guinéens et guinéennes ont commencé à émigrer vers le sud à la recherche de travail que les fonds de reconstruction promettaient. Le nord-est du Liberia est une zone où les tensions ethniques ont été historiquement fortes et la nouvelle arrivée d'immigrants venus de Guinée peut raviver d'anciennes rancoeurs. Les Nations Unies devraient envisager le besoin de développement démo-

cratique et économique depuis une perspective régionale pour garantir la paix au Liberia.

Les risques d'une immigration de masse vers le sud ne proviennent pas exclusivement de la Guinée: les habitant(e)s du Mali, du Burkina Faso et du Niger (Le Niger est le pays avec le plus fort taux d'augmentation de la population dans le monde) continueront à chercher une vie meilleure en dehors de leurs frontières et, si l'accès à l'Europe est fermé, devront s'en aller vers le sud. La faillite de l'équilibre ethnique que nous avons vu en Côte d'Ivoire pourrait se reproduire dans des sociétés moins avancées telles que la société libérienne avec des résultats encore plus désastreux. Si les pays du Sahel ne peuvent pas se développer économiquement, la sécurité dans la région sera affectée à court ou moyen terme. Cependant, l'Union Européenne et les États-Unis continuent à mettre des bâtons dans les roues au commerce du coton, son principal produit d'exportation. Tant que les États-Unis et l'Union Européenne ne termineront pas les subventions agricoles et ne soutiendront pas la construction d'infrastructures pour débloquer les états du sahel, les grands mouvements migratoires aux conséquences imprévisibles seront inévitables.

La richesse peut également être une menace. Du pétrole a été découvert dans tous les pays du Golf de Guinée et du désert. Les prospections se succèdent en Guinée, au Liberia et en Côte d'Ivoire. Mais dans peu de cas, le pétrole a contribué de façon décisive au développement de l'Afrique. Le cas le plus évident est celui du Nigeria, qui étant le septième exportateur mondial de pétrole brut, a vu comment il a perdu seize places en vingt-cinq ans au niveau mondial, selon le Produit Intérieur Brut. Le pétrole, tout comme le bois et les diamants, peuvent et doivent soutenir le décollage économique du Liberia et des autres pays de l'Afrique Occidentale: pour cela, les multinationales extractives et les gouvernements doivent éclaircir, enfin, avec une transparence totale, la destination des fonds que les matières premières génèrent.

La possibilité, le rêve que jamais aucun camp de déplacés soit rouvert au Liberia est entre les mains des libériens et libériennes, ainsi qu'entre celles de la communauté internationale.

Chapitre 5

SJR International





Sakala IDP camp





Le travail de pression politique du Service Jésuite des Réfugiés (SJR)

Ignorer les raisons les plus profondes qui se cachent derrière le phénomène de la migration forcée est limiter notre service d'aide en cas d'urgence, et qui peut être nécessaire lors des premières phases de flux de personnes réfugiées, mais qui ne se centre pas sur les questions vitales des raisons pour lesquelles une personne se convertit en réfugiée, les politiques concernant son attention durant l'exil, et ce qui pourrait être fait pour éviter que d'autres aient un destin similaire. Une partie de la mission du SJR depuis sa fondation a été de défendre les droits des personnes réfugiées au niveau local, national et international.

Par exemple, après les attaques du 11 septembre 2001, le SJR a montré une profonde préoccupation pour les répercussions qui ont touché les personnes qui avaient le plus besoin de protection internationale: une perception publique croissante des personnes réfugiées et demandeuses d'asile comme des "criminels" et tentatives de créer, sans preuves, des liens entre les personnes réfugiées et le terrorisme; des difficultés de plus en plus importantes pour accéder aux procédures d'asile; victimisation des demandeuses et demandeurs d'asile comme préjudice public et une législation excessivement restrictive.

| | |
|---|---|
| <p>Le SJR a la possibilité de créer un grand impact avec son travail d'aide, car il possède:</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Une grande présence sur le terrain en travaillant directement avec les personnes réfugiées et déplacées. • Crédibilité construite à base d'information véridique recueillie dans le camp. • Présence dans les centres de pouvoir (avec représentants à Genève, Rome, Bruxelles et Washington). • Un engagement pour le travail d'aide comme partie fondamentale de son obligation. |
| <p>Le SJR fait le travail d'aide en 3 zones principales:</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Cas individuels de violation des droits (ex: harcèlement policier). • Situations générales de violation des droits qui touchent des groupes de personnes (ex: pénurie d'aliments dans un camp de réfugiés). • Sujets politiques qui concernent les personnes réfugiées et déplacées forcées (ex: politique de détention obligatoire). |
| <p>Le travail d'aide du SJR inclut toutes ses actions qui visent à:</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Stimuler les droits des personnes réfugiées et déplacées forcées. • Améliorer la façon qu'ont les gens de traiter les personnes réfugiées et déplacées forcées. • Promouvoir l'action des institutions et le gouvernement pour aborder les causes de base du déplacement forcé. • Encourager des solutions durables. |



Protection Internationale

Le SJR se soucie des niveaux de protection des personnes réfugiées qui se sont érodées dans le monde entier. Le SJR International a coordonné les efforts des bureaux du SJR dans les pays du monde pour agir contre cette tendance alarmante à travers des groupes de pression, en présentant des écrits politiques, l'éducation, le travail des médias et la collaboration avec d'autres organisations.

Depuis Genève, la représentante du SJR continue à faire part de nos préoccupations qui parviennent du camp et qui sont en relation avec les différents aspects de la violation de la protection des personnes réfugiées. Elle représente également le SJR au cours de réunions internationales, par exemple les Consultations Globales sur la Protection Internationale, qui ont permis que l'ACNUR adopte l'Agenda pour la protection. La représentante de Genève fait également part des inquiétudes du SJR durant les réunions du Comité Exécutif (ExCom) d'ACNUR.



Protection des déplacés internes (DP)

Le SJR a été très actif pour défendre les droits des déplacé(e)s internes dans des lieux comme le Burundi, le Soudan, l'Indonésie, le Sri Lanka et la Colombie.

La première réunion de son réseau de défense internationale a eu lieu en novembre de 2003, avec tous les responsables régionaux de défense et politique du monde, et s'est centré sur les façons dont le SJR peut augmenter son potentiel de travail de défense afin de stimuler la protection des droits des personnes réfugiées et déplacées internes avec lesquelles nous travaillons. Le SJR continue à célébrer les réunions annuelles de défense internationale pour mieux développer ses positions politiques et sa planification et coordination de la défense.



Éducation pour la Paix et les Droits de l'Homme

Le SJR s'implique de façon active dans l'éducation pour la paix et les droits de l'homme.



Défense du SJR des solutions durables

Rapatriement ou Retour

Le SJR est toujours le porte-parole dans les forums locaux et internationaux, pour faire part de son inquiétude concernant les rapatriements prématurés ou forcés des personnes réfugiées. Par exemple, le SJR a condamné le rapatriement des réfugié(e)s ruandais depuis le Burundi en juin 2005. Dans de nombreux pays, le SJR contrôle les processus de rapatriement et tente également de garantir la protection des droits des personnes revenues les plus vulnérables, un rôle qu'a joué le SJR, par exemple, lors du rapatriement angolais. Le SJR a pu jouer ce rôle grâce à sa présence aussi bien dans le pays d'origine que dans les pays qui accueillent les réfugié(e)s. Le SJR a été témoin de la valeur de cette présence transfrontalière pour le retour des réfugié(e)s de Timor Oriental qui avaient vécu au Timor Occidental.

Après l'exode de centaines de milliers d'habitants du Timor-Oriental, en 1999 le SJR s'est établi dans l'île des deux côtés de la frontière, et a joué un rôle vital en ce qui concerne l'encouragement du rapatriement en contribuant à réconciliation de programmes entre les communautés qui vivaient sur les deux parties de l'île.

Le SJR travaille pour garantir aux personnes réfugiées et déplacées internes l'accès à l'information impartiale pertinente de sorte qu'ils puissent prendre des décisions sur le rapatriement ou retour et participer au processus de planification pour les propositions de rapatriement ou retour.

Intégration locale

Le SJR plaide pour l'autonomie des personnes réfugiées durant l'exile, l'accès à la terre, au marché du travail, l'autoemploi, la formation et les cours de langue, pour l'accès aux services, la liberté de mouvement, et pour changer les idées reçues concernant les réfugié(e)s. Le SJR fait également pression pour obtenir de l'aide pour le développement dans les zones d'accueil aux personnes réfugiées.

Placement

Le SJR n'est pas une agence de placement, cependant, nous défendons les améliorations dans le système de placement, un sujet qui a été recueilli par le SJR/EE.UU. à Washington.



Défense du SJR des conditions dans l'exile

Détention

Le SJR contrôle la situation des personnes demandeuses d'asile et réfugiées en détention, et propose des conseils légaux alors qu'il fait pression sur différentes organisations internationales, par exemple, l'ACNUR, pour qu'ils répondent à leurs besoins et pour accélérer la détermination de la condition de réfugié(e) et le placement de cas très délicats / Urgents.

Le SJR est actif en matière d'assistance des prisonnières et prisonniers qui se trouvent dans les centres de détention d'immigrants dans de nombreux pays où nous travaillons, par exemple à Los Angeles, El Paso, Bangkok, Berlin, en Australie, à Malte, au Sud et à l'Est de l'Afrique.

Le SJR s'est uni à une coalition internationale sur la détention des personnes réfugiées, qui demandent asile et les immigrants. Le SJR fait pression pour que les gouvernements respectent les droits de l'homme internationaux en relation avec la liberté de mouvement et avec les normes de détention conformément à la législation des droits de l'homme.

Education

Le SJR défend l'accès à l'éducation pour les réfugié(e)s et les enfants déplacé(e)s sans discrimination, y compris l'éducation suivant le primaire. De nombreux projets du SJR se concentrent sur le fait de garantir que les groupes défavorisés (par exemple, les petites filles, les groupes minoritaires) aient accès à l'éducation. Le SJR travaille pour stimuler l'amélioration de l'élément de protection de l'éducation et garantir que les écoles soient un environnement protégé. Le SJR plaide également pour la reconnaissance des qualifications obtenues par les réfugié(e)s alors qu'ils sont en exil.

Sécurité alimentaire pour les personnes réfugiées / déplacées internes

Le SJR travaille pour attirer l'attention sur la pénurie actuelle d'aliments pour les personnes réfugiées et pour trouver une solution à cela, et promouvoir les changements dans le système qui donneront lieu à une sécurité alimentaire pour les réfugié(e)s, qui soit fiable et adéquate.

Réfugiés urbains

Le SJR défend et soutient la prise de conscience sur les besoins des personnes réfugiées urbaines et travaille pour influencer sur les politiques de l'ACNUR sur les personnes réfugiées urbaines.

Violence Sexuelle et de Genre (VSG)

Le SJR promeut la prise conscience sur l'impact de la VSG parmi les réfugié(e)s et les vies des femmes et petites filles déplacées internes, travaille pour combattre la VSG et pour garantir que les survivantes de la VSG aient accès aux services et à l'aide.

Campagnes Internationales

Campagne pour les Enfants Soldats

La Coalition contre l'Utilisation d'Enfants Soldats, un groupe créé en 1998 par six ONG principales y compris le SJR, a réalisé une forte campagne pour attirer l'attention sur les 300.000 enfants soldats qui luttent actuellement dans plus de 35 pays du monde entier. Le SJR travaille également avec des jeunes gens qui peuvent être vulnérables lors du recrutement de groupes armés dans plusieurs pays y compris la Colombie et le Venezuela et avec d'anciens enfants soldats comme au Sri Lanka, au Burundi et en Thaïlande.

Le Protocole Optionnel à la Convention sur les Droits de l'Enfant est entré en vigueur le 12 mars 2002. Jusqu'à ce jour, il a été signé par 117 pays et ratifié par 101. Le SJR fournit des informations sur les enfants soldats dans plusieurs pays et travaille pour obtenir la ratification et la signature dans de nombreux autres pays.

Le site web de la Coalition contre l'Utilisation d'Enfants Soldats est www.child-soldiers.org/fr

Campagne pour l'Interdiction des Mines Terrestres

En 1994 le SJR a adopté la campagne Internationale pour l'Interdiction des Mines Terrestres (CIPMT), pour accompagner les blessé(e) des mines, aider les survivant(e)s à raconter leur histoire, promouvoir des idées éthiques solides, et soutenir les campagnes nationales. En 1997, la Campagne a reçu le Prix Nobel de la Paix, ce qui a stimulé le personnel, infatigable du SJR qui a participé à la campagne. Tun Chunnareth, qui a travaillé avec le SJR Cambodge durant des années et qui a été lui-même victime d'une mine terrestre, a été un porte-parole remarquable de la campagne Internationale pour l'Interdiction des Mines Terrestres et a accepté le Prix Nobel de la Paix en 1997 à Oslo, au nom de la campagne. Le SJR continue à travailler pour que d'autres pays signent et ratifient le Traité d'Interdiction de Mines. Le SJR fournit une information pour le "Contrôle annuel de mines terrestres" du CIPMT, une étude en profondeur de l'usage, de la production et des destructions actuelles de mines terrestres ainsi qu'un rapport de contrôle sur les engagements des États sous le Traité d'Interdiction de Mines, ou la Convention d'Ottawa de 1997. Le SJR a joué un rôle principal dans la campagne et a contribué à la recherche au Cambodge, en Thaïlande, en Indonésie pour le "Contrôle des mines terrestres" de cette année. De plus, le SJR continue à soutenir les survivant(e)s des mines terrestres dans des pays tels que la Bosnie, l'Angola, le Cambodge, la Zambie, la Thaïlande et le Kosovo, et intervient de façon active dans la prise de conscience sur ces sujets dans ces pays et dans d'autres pays concernés par les mines.

Le site web de la Campagne Internationale pour l'Interdiction des Mines Terrestres (CIPMT) est www.icbl.org

Coalition Internationale sur la Détention de Réfugiés, Demandeurs d'Asile et Immigrants

Le SJR est membre fondateur de cette nouvelle coalition internationale, initiée en 2005. Le but de cette coalition est de faire prendre conscience sur les politiques et les pratiques de détention, et de stimuler l'utilisation des normes et principes des droits de l'homme internationaux et régionaux, en relation avec la détention des personnes réfugiées, demandeuses d'asile et des immigrants.

Les objectifs spécifiques de la coalition sont:

- Prévenir et/ou limiter l'usage de la détention de personnes demandeuses d'asile, des réfugiés et immigrants.
- Défendre les alternatives à la détention et l'utilisation de formes de détention moins restrictives;
- Promouvoir un plus grand respect et une meilleure protection des droits de l'homme de ceux qui se trouvent en détention.
- Promouvoir le développement et l'adoption des meilleures pratiques et dans l'utilisation de la détention.

Les sujets qui inquiètent la coalition incluent les normes qui tournent autour de la détention, y compris celles sauvegardées, les conditions des procédures de détention, et les restrictions sur la liberté de mouvement dans les camps de réfugiés. La coalition prétend travailler sur les objectifs précédents grâce à un travail en réseau, la défense, la recherche et la rédaction de rapport dans le monde entier, sur les thèmes en relation avec la détention des personnes réfugiées, demandeuses d'asile et les immigrants.

La page web de la coalition Internationale sur la Détention de Réfugiés, Demandeurs d'Asile et Immigrants est:

www.idcoalition.org

Horizons de future



www.alboan.org

Pamplona

Avenida Barañain 2 • 31011 Pamplona
Tel.: 948 231 302 • Fax: 948 264 308
alboanna@alboan.org

Bilbao

Padre Lojendio 2, 2º • 48008 Bilbao
Tel.: 944 151 135 • Fax: 944 161 938
alboanbi@alboan.org

San Sebastián

C/ Ronda, 7, 4º I • 20001 San Sebastián
Tel.: 943 275 173 • Fax: 943 320 267
alboangi@alboan.org